

l'Anticapitaliste

N°60 | DÉCEMBRE 2014 | Supplément

la revue mensuelle du **NPA**



3^E CONGRÈS DU NPA BI N°6 TEXTES SOUMIS AUX VOTES



**TEXTES SOUMIS AUX VOTES :
TEXTES PRÉSENTÉS PAR LES
PLATES-FORMES, MOTIONS**



**CONTRIBUTIONS NON SOUMISES
AUX VOTES**



FEUILLE DE VOTES

Table des matières

Présentation des plates-formes électives	2
Motion d'organisation du 3e congrès national	3
Textes soumis aux votes	
Texte 1 : « Agir dans les mobilisations, développer des propositions politiques de rassemblement, reconstruire une perspective globale de transformation sociale, démocratique et écologique, développer le NPA ! »	5
Texte 2 : Une orientation anticapitaliste et révolutionnaire pour construire, ensemble, le NPA	11
Texte 3 : Pour un parti utile et implanté dans le monde du travail et la jeunesse / Tourner la page d'une orientation polarisée par l'interpellation des réformistes / Construire un NPA révolutionnaire	19
Texte 4 : Texte d'orientation soumis aux débats du CPN, des comités, des assemblées préparatoires et du congrès	26
Texte 5 : Pour le communisme autogestionnaire !	32
Motion « climat »	38
Motion d'intervention féministe	39
Motions élections	40
Textes non soumis aux votes	
Texte sur l'extrême-droite et le FN	41
Développer notre intervention dans les entreprises, faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, militer pour l'auto-organisation	46

Présentation des plates-formes électives

Chaque texte publié dans les pages 3 à 36 peut être librement amendé, voté par les militants, qui peuvent également soumettre au vote tout texte qu'il souhaite.

Mais l'élection des délégués au congrès national se fait sur la base de plates-formes électives, les PF1, 2, 3, 4 et 5. Il est également possible de soumettre au vote une plate-forme locale pour proposer l'élection de délégués sur une autre base politique.

La plate-forme 1 est constituée du texte 1 (page 5) et de la motion « climat » (page 38).

La plate-forme 2 est constituée du texte 2 (page 12).

La plate-forme 3 est constituée du texte 3 (page 20).

La plate-forme 4 est constituée du texte 4 (page 27).

La plate-forme 5 est constituée du texte 5 (page 33).

1 **Motion d'organisation du 3e congrès national**

1

1. Le congrès national du NPA aura lieu les vendredi 30, samedi 31 janvier et dimanche 1er février 2015. Les assemblées électives locales se réuniront entre le 10 et le 25 janvier 2015. Dans les assemblées locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents enregistrés par le CPN des 15 et 16 novembre 2014.

2. L'ordre du jour proposé pour les assemblées électives locales et le congrès national est le suivant :

15
Vendredi 30 janvier
9H00 – 10H00 (1h) : Accueil des délégué-e-s
10H00 – 11H00 : Élection du bureau, vote de l'odj, élection commissions des mandats, des candidatures... 11H00 – 13H00 (2h30') : Bilan - débat
20
13H00 – 14H00 (1h) : repas
14H00 – 15H30 (1h30) : La situation internationale - débat
25
15H30 – 17H00 (1h30) : Introductions situation politique, nos tâches, plateformes
17H00 – 19H30 (2h30) : Commissions parallèle – Extrême droite/Syndicalisme/
30
Climat/féminisme
19H30 – 20H30 (1h) : Pause
20H30 – 22H30 : réunion des positions

Samedi 31 janvier
35
9H00 – 10H00 (1h) : Restitution des commissions
10H00 – 13H30 (3h30) : Situation politique, nos tâches, plateformes - débat
13H30 – 14H30 (1h) : Repas
40
14H30 – 16H00 (1h30) : Ouverture du débat sur la stratégie - débat
Début du huis clos
16H00 – 16H30 (30') : Pause
16H30 – 17H00 (30') : Rapport de la commission des mandats 17H00 – 17H15 (15') :
45
Remise des mandats
17H15 – 20H15 (3h) : Votes
20H15 – 22H30 : réunion des positions

50
Dimanche 1er février
9H00 – 10H00 (1h) : Rapport financier, questions
10H00 – 11H00 (1h) : Système de presse

et vote

11H00 – 12H00 (1h) : Autoprotection
12H00 – 13H00 (1h) : Temps réservé si déclarations et/ou textes d'actualité
13H00 – 14H30 (1h30) : pause et réunion des positions

14H30 – 15H30(1h) : élection CPN et commission de médiation; 16H : fin du congrès
Un ordre du jour minuté sera adressé avant le congrès.

Un modèle de « PV » de vote pour les assemblées électives locales sera adressé aux comités au plus tard début janvier avant les premières assemblées électives. Il comportera la liste des votes obligatoires, ceux-ci devant donner lieu à débats. Le CPN recommande qu'un temps minimal de deux heures soit consacré, dans chaque AG élective, au point « situation politique, nos tâches, plateformes ».

3. Une commission paritaire composée de représentantEs des différentes plateformes en présence est mise en place à l'issue du CPN.

4. Des bulletins de discussion sont mis à la disposition de tous les membres du parti.

Un bulletin électronique regroupant les propositions de textes issus du CPN, précisant les plateformes : date envoi 20 novembre.

Un bulletin électronique de discussion regroupant des contributions : date limite 9 décembre, date envoi 10 décembre.

Un bulletin papier et électronique récapitulant l'ensemble des textes et des amendements soumis au vote des AG locales, ainsi que l'ordre du jour du congrès : envoi dans la semaine suivant le 7 décembre.

Un bulletin électronique de débat : date limite 6 janvier, envoi le 7 janvier.

5. Auront le droit de vote pour le congrès et les assemblées électives locales, l'ensemble des militantEs à jour de toutes leurs cotisations au 31 décembre 2014. Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au mois de novembre 2014 pourront participer à ces votes.

6. Afin que le débat soit riche et pluraliste, les comités se regroupent en AG au niveau départemental et pour les grosses « fédérations » de manière à réunir au moins 30 cotisants. En dernière instance, il convient de favoriser la participation du maximum de militantEs. Les éventuelles exceptions devront être discutées et validées par la commission paritaire avec possibilité de recours devant la commission des mandats du congrès et le congrès.

Un planning pour les AG de discussion préparatoires et les AG électives doit être communiqué au plus tard le 30 novembre à la commission paritaire afin que toutes les positions puissent trouver un représentant. Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires à hauteur de 1500 euros maximum par plateforme nationale. Les temps de présentation se font à égalité.

7. Au moins une assemblée générale de discussion doit se tenir avant les assemblées électives locales. Ces AG doivent si possible se tenir selon le même périmètre que les assemblées électives afin de permettre la continuité des débats.

Lors de ces AG et jusqu'au congrès lui-même, des amendements ou motions pourront être proposés.

8. L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de procuration. Il faut faire en sorte que le maximum de militantEs impliqués dans le parti soit au rendez-vous, participe au débat et à l'élaboration de l'orientation du NPA. Sauf exceptions validées par le congrès local, seulEs les militantEs ayant participé au moins à l'un des débats de préparation du congrès pourront y avoir recours. Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé, les tâches militantes ou la garde d'enfants. Les comités sont incités à prendre collectivement en charge la question des gardes d'enfants. Pour être valide, la procuration doit comporter des indications

4 ORGANISATION

1 précises de vote et doit être acceptée par le congrès local.

9. Le nombre de déléguéEs est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 déléguéE pour 7 votantEs et 1 par reste de 4. Ainsi, si une plateforme recueille entre 4 et 10 voix, elle a 1 déléguéE, entre 11 et 17, 2 déléguéEs, etc.

10 Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2 ou 3) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des déléguéEs supplémentaires selon la même règle. En cas d'absence d'unE déléguéE au congrès national (cas de figure qui ne peut être qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux.

20 Les AG électives peuvent désigner des déléguéEs suppléantEs qui ne participeront au congrès qu'en cas d'absence du titulaire.

Dans le souci de faire de notre congrès, à toutes ses étapes, un moment d'élaboration collective, il appartiendra aux assemblées locales qui éliront les déléguéEs au congrès national de veiller à la juste représentation des différentes opinions qui se seront exprimées sur des questions qui ne font pas l'objet d'une plateforme particulière. Les AG veillent à la parité des délégations.

10. A l'ouverture du congrès, un bureau de congrès sera élu par les déléguéEs. Cette élection devra prendre en compte de manière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. Ce bureau de congrès aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de parole) ainsi que le travail des différentes commissions.

Le congrès est l'occasion d'un travail collectif de discussion et d'élaboration auquel l'ensemble des camarades doit pouvoir participer. Sur les différents textes, des commissions d'amendements travailleront le premier jour du congrès afin d'intégrer autant que possible les amendements issus des comités et des assemblées électives, avec la préoccupation également d'examiner les possibilités de convergence qui auront pu se dégager dans les discussions à partir des différents textes.

À l'issue du travail des commissions, les amendements ou textes qui ne feront pas consensus en leur sein seront soumis à la discussion et au vote en assemblée plénière les jours suivants, selon des modalités à définir par le congrès lui-même en fonction de la nature et de l'importance des divergences, intervention « pour » et « contre » sur des amendements maintenus, ou temps de parole beaucoup plus substantiel en fonction des votes émis par les assemblées préparatoires sur des motions et des textes alternatifs.

11. Une commission des candidatures paritaire présentées pour l'élection du CPN est mise en place lors du CPN des 15 et 16 novembre. Dans la phase de préparation du congrès, elle est composée de camarades du CPN sortant et ouverte aux déléguéEs qui le souhaitent dès le premier jour du congrès national.

12. Concernant les modalités d'élection du CPN, suite aux modifications statutaires adoptées par le précédent congrès, il est rappelé que le congrès « élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle.

Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour le CPN. Sur la base des candidatures proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plateforme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès. »

« Si les commissions n'ont pas de membre(s) éluE(s) au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote. »

« Pour permettre de représenter correctement l'ensemble de la réalité du NPA, sa taille devrait donc avoisiner les 100 membres ce qui

nécessite une réflexion sur son fonctionnement. Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. »

Les suppléantEs respectent les mêmes critères en particulier géographique. La parité doit être respectés dans les titulaires et dans les suppléantEs.

« Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs. »

« Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel. »

13. Les membres du CPN sortant ou à défaut leurs suppléantEs participent au congrès pour rendre compte de leurs travaux depuis le congrès national. Ils pourront participer au débat sans toutefois disposer du droit de vote sauf s'ils/elles sont déléguéEs par leur assemblée élective.

15

20

30

35

40

45

50

1 Texte 1 : « Agir dans les mobilisations, développer des propositions politiques de rassemblement, reconstruire une perspective globale de transformation sociale, démocratique et écologique, développer le NPA ! »

Texte présenté par par Alain P (75) Alexandre (86) Antoine (72) Camille (75) Catherine (60) Christian (75) Christian (23) Christian (65) Christine (76) Christine (61) Côme (92) Dominique (26) Emile (93) François (93) Gérard (29/56) Gwendoline (22) Isabelle (92 CM) Jaja (94 CM) Jean (66) Jean-Paul (84) Lucien (31 CM) Manu (75) Marianne (64) Martine (34) Miguel (92) Nathalie (50) Olivier B (75) Olivier N (69) Pascal (94) Patrick (76 CM) Penny (75) Pierre (75) Pierre (67) Roseline (38) Sandra D (75) Sandra C (44) Sophie (67) Sylvain (75) Sylvain (37) Thomas (94), membres titulaires et suppléants du CPN et de la commission de médiation.

Les fenêtres étant à matérialiser d'un commun accord. Pour continuer dans cet état d'esprit et considérant l'état des discussions, les points d'accord et les questions en débat, nous proposons la constitution d'une commission pour écrire un texte commun.

Dans un monde en crises (économique, sociale, écologique) secoué par des guerres et des mouvements révolutionnaires : agir dans les mobilisations, développer des propositions politiques de rassemblement, reconstruire une perspective globale de transformation sociale, démocratique et écologique, développer le NPA !

bourgeoisie a pu rebondir en organisant le transfert des pertes des banques sur les finances publiques et en laissant les États amplifier les attaques contre les populations en organisant des coupes claires dans les déficits publics. La zone euro, dont notamment la France, connaît quant à elle une quasi-stagnation. Dans les pays les plus touchés par la crise, la bourgeoisie met en place deux types de réponse : d'une part la diminution des salaires directs et indirects, d'autre part la destruction du capital excédentaire, c'est-à-dire les fermetures d'usines trop peu rentables et les restructurations. Des masses d'argent public sont directement transférées aux capitalistes afin de « rétablir la compétitivité » des entreprises tandis que les dépenses socialement utiles sont réduites de façon drastique au nom de la lutte contre les déficits.

L'exacerbation de la concurrence produit aussi de nouvelles tensions inter-impérialistes (Ukraine-Russie / Chine-Japon / Moyen-Orient) et des opérations de maintien de l'ordre et d'affirmation impérialiste comme en Afrique avec les interventions françaises au Mali et en Centrafrique. Alors que les principaux impérialismes apparaissent affaiblis et que la mondialisation produit des réorganisations dans les zones de domination, la désagrégation de plusieurs États au Moyen-Orient entraîne des situations de chaos et de guerres. La domination des USA et de ses alliés regroupés dans l'OTAN est de plus en plus contestée. Même si ces derniers restent la première puissance militaire mondiale, les rapports de forces leur sont moins favorables que par le passé. L'échec de leur politique est flagrant tant en Irak qu'en Afghanistan, en Ukraine, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Partout elle engendre le chaos et une grande instabilité géopolitique. La guerre en Irak, la tragédie du Rojava, l'infamie turque avec la complicité d'Obama et Hollande, dans la

Introduction

Nous pensons qu'il est possible à ce 3ème congrès de construire une large majorité unifiant (au delà de divergences sur des points limités qu'il est possible d'exprimer par des « fenêtres » distinctes dans un texte commun) toutes et tous les camarades qui sont attachés à la construction du NPA comme parti ouvert de rassemblement des anticapitalistes, ayant une ligne combinant indépendance, unité et radicalité. Nous sommes convaincus que c'est par un débat dans lequel toutes et tous les membres du parti ont leur mot à dire que cette nouvelle majorité pourra se construire, sur la base des convergences qui se sont exprimées lors du CPN de septembre et qui ne manqueront pas de s'exprimer dans une discussion ouverte.

C'est pour participer à ce débat, pour nourrir la réflexion commune, pour permettre l'élaboration collective en toute clarté de ce cadre commun, à la fois indispensable et possible, que nous proposons ce projet de texte d'orientation intégrant dans une tentative de fusion des parties du texte intitulé « une orientation anticapitaliste et révolutionnaire pour construire ensemble le NPA » afin de montrer que cela est possible et pertinent.

1. Crise chronique du capitalisme et offensive mondiale du capital

En février 2013, nous écrivions « La crise actuelle du capitalisme est une crise globale, économique, écologique, sociale et politique. Cette crise a des dimensions de crise de civilisation ». Près de deux ans plus tard, cette crise du capitalisme que nous caractérisons comme systémique continue de produire ses effets dévastateurs sur les classes ouvrières et sur l'environnement, sans que sa fin ne pointe à l'horizon. La période ouverte en 2008 avec l'explosion de la bulle financière apparaît comme une période de basculement du monde, de déstabilisation profonde des institutions, de mouvements de masse impressionnants allant jusqu'à un processus révolutionnaire dans la région arabe mais aussi d'émergence d'un renouveau des luttes sociales notamment en Asie (Chine...), sans qu'à cette étape ne se cristallise un nouveau mouvement ouvrier. En même temps, une période où, malgré ces résistances, l'absence d'un débouché politique progressiste pèse lourdement sur la situation, sur le rapport de force, en défaveur des classes populaires, en particulier en Europe.

Six ans après le début de cette crise, la

1 foulée de l'agression meurtrière contre Gaza
en sont la terrible illustration. La situation
en Syrie et en Ukraine est aussi l'illustration
du rôle tout autant contre-révolutionnaire
5 de la Russie de Poutine.

Le néo-libéralisme mondialisé est le terrain
de luttes impérialistes. Les guerres
en sont indissociable : luttes pour l'ap-
10 propriation des richesses, le contrôle des
sources d'approvisionnement en matières
premières, énergies, contrôle des voies
d'échange... L'accentuation de la concu-
rence mondiale débouche inévitablement
15 sur une exacerbation des tensions et une
montée des militarismes, des nationa-
lismes et des intégrismes religieux. Notre
démarche vise à dénoncer les objectifs de
la politique de notre propre impérialisme
20 et le jeu des grandes puissances, à faire le
lien entre la guerre sociale menée contre
les travailleurs/euses et la guerre contre
les peuples, entre la concurrence mondia-
lisée et les rivalités entre puissances sur le
25 terrain international. Notre combat contre
la guerre est indissociable de notre com-
bat pour l'écosocialisme.

2. Prendre la mesure de la crise

30 **écologique : écosocialisme ou barbarie**

La logique du profit aboutit à une organisa-
tion aberrante de la production à l'échelle
mondiale au mépris des populations,
comme de la planète. La crise écologique
35 menace l'existence même de l'humanité
sur la planète et devient de ce fait une
question sociale à part entière. Le dérègle-
ment climatique conséquence des dégâts
du productivisme et les bouleversements
catastrophiques possiblement irréversibles
40 qu'il entraînera appellent une prise de
conscience supplémentaire qu'il n'y aura
pas de succès durable dans la lutte écolo-
giste sans remise en cause du système ca-
45 pitaliste, mais aussi pas de transformation
sociale sans révolution écologiste. Cela doit
avoir des conséquences en terme de formu-
lation politique de notre projet et en terme
d'intervention. La question écologique
50 ne peut rester un supplément d'âme mais
doit devenir centrale dans notre pensée
comme dans notre action. Imbriquée à nos
batailles contre l'exploitation et toutes les

oppressions.

En effet, si la plupart des gouvernements
prennent aujourd'hui conscience que la
crise climatique demande des réponses
d'ensemble, les décisions concrètes sont
loin de répondre aux enjeux. Des mesures
drastiques de réduction des gaz à effet de
serre - issus principalement de la com-
bustion des énergies fossiles par l'action
humaine lors des deux derniers siècles
- doivent être prise pour atténuer l'aug-
mentation des températures terrestres
dans les décennies prochaines. Celles-ci
engendreront des catastrophes terribles
et des destructions humaines considé-
rables si rien n'est fait. Les politiques
préconisées lors des sommets consacrés
à cette question sont dérisoires au regard
des enjeux. Pire, sous couvert « d'éco-
nomie verte » elles servent de prétexte à
une gigantesque vague d'appropriation
des ressources et n'ont fait qu'aggraver
les risques environnementaux tout en
approfondissant l'injustice sociale. Pour
résoudre cette crise et répondre aux défis
qu'elle porte pour l'avenir de l'humanité
- et donc pour l'avenir d'une perspective
de transformation sociale - il faut entre-
prendre à brève échéance une transfor-
mation radicale du système énergétique,
des transports, de l'agriculture remettant
en cause la course au profit et l'accumu-
lation capitaliste, supposant l'expropria-
tion des groupes capitalistes des secteurs
énergétiques et bancaires.

Cela suppose que l'ensemble des mobilisa-
tions et luttes sociales contre les politiques
gouvernementales et patronales, contre
les politiques d'austérité nationale, euro-
péennes et mondiales, intègre une dimen-
sion de critique de la course à la croissance
et que soient formulées des propositions en
rapport avec la nécessité d'organiser une
transition écologique qui remette en cause
le modèle actuel de production (réduction
massive du temps de travail, gratuité pour
les besoins de base en eau, énergie...).
L'ampleur du défi a tendance à tétaniser
les forces conscientes de cette question.
D'où l'impérieuse nécessité de lier question
sociale et question écologique sur le plan

programmatisé comme sur celui de l'ac- 1
tion concrète.

3. L'Union européenne sous tension : maillon faible...

L'UE, construction inachevée d'un espace
de libre échange, unifié par une monnaie
unique, sans État et avec d'immenses dés-
équilibres entre les différentes économies
qui ont intégré la zone euro, est le cadre où 10
se concentrent les contradictions de l'éco-
nomie mondiale. Ses principes fondateurs
sont la mise en concurrence des travailleurs,
le dumping social, et l'austérité perpétuelle
sous la houlette de la BCE. Avec la crise, le 15
dualisme économique s'est encore accentué
au sein de l'UE. Pourtant, plus que jamais,
l'avenir des peuples d'Europe, c'est leur
unité, un développement économique coordonné... que les bourgeoisies du continent 20
s'avèrent incapables de réaliser. Anticapita-
lisme, internationalisme et dénonciation de
l'Europe des banquiers sont inséparables.

Après la crise de la Dette, c'est une stagna- 25
tion de longue durée qui s'annonce pour la
plupart des pays de la zone Euro - même
l'Allemagne est touchée. Aucune politique
de relance n'est envisageable pour autant :
ce serait porter atteinte à la compétitivité 30
des capitalistes européens. L'approfondis-
sement de la crise, la volonté des bourgeoi-
sies d'en faire payer les frais aux classes
populaires, ont mis à l'ordre du jour des
politiques de casse des acquis sociaux et 35
de diminution du salaire dans l'ensemble
de l'Union dans des proportions inégalées.
C'est avec des violences variées selon les
pays et les résistances rencontrées que la
Commission européenne, la BCE et le FMI - 40
la fameuse troïka - imposent la destruction
des services publics et des protections so-
ciales pour tenter de restaurer les profits des
capitalistes en Europe. En France même,
nombre de « réformes » ont une dimension 45
« européenne » : réforme ferroviaire, ter-
ritoriale, budget 2015 (sous contrainte du
TSCG), etc.

Le dispositif institutionnel de l'UE est aussi 50
peu démocratique que possible et échappe
largement au moindre contrôle. Ceci ex-
plique largement le rejet dont sont l'objet

1 ces institutions : si les résultats des élec-
 5 tions européennes de 2014 peuvent être
 contrastés d'un pays à l'autre, les élections
 européennes de 2014 ont été marquées à
 10 la fois par l'abstention (57% en moyenne)
 et par une sanction électorale de la plu-
 part des partis gouvernementaux en place.
 D'un côté, on constate la poussée de forces
 politiques réactionnaires, populistes ou de
 15 droite extrême voire fascisantes qui militent
 pour un repli national. De l'autre des forces
 de la gauche radicale montrent de manière
 plus ou moins déformés et clairs la possi-
 bilité d'une alternative progressiste dans
 20 quelques pays en particulier dans ceux où
 des luttes importantes se sont déroulées
 (Grèce, État espagnol...).

Les forces progressistes, anticapitalistes
 20 et révolutionnaires sont face au défi de
 définir une politique à l'échelle du conti-
 nent. Pour le NPA, ce défi passe par la
 dénonciation de l'UE et de ses différents
 traités (en premier lieu le TSCG), une pro-
 25 pagande pour une autre Europe, l'Europe
 des travailleurs.

**4. L'orientation néo-libérale du
 gouvernement PS-MEDEF**

30 Hollande fut élu dans un contexte de crise
 aggravée du capitalisme français et de recul
 économique. Pour ne prendre qu'un chiffre,
 la part des exportations françaises de biens
 et services en zone euro passe de 17 % en
 35 1999 à 12,8 % en 2013... Divers facteurs ex-
 pliquent ce recul. Mais en premier lieu, il y
 a les succès des capitalistes allemands au
 détriment des français. Leur politique de
 réduction du coût du travail engagée dans
 40 les années 2000 joue à plein. Tout ceci ex-
 plique que la politique des gouvernements
 Hollande-Ayrault, puis Hollande-Valls ait
 été centrée sur la baisse du coût du travail,
 ainsi que le revendiquait le MEDEF. Car il
 45 est vrai que les travailleurs de France béné-
 ficient d'acquis insupportables pour les pa-
 trons (Santé, Enseignement...). Résultat : les
 dépenses publiques représentent 56,6% du
 PIB en France contre 48,1% en Grande-Bre-
 50 tagne ou 44,7% en Allemagne...

Malgré son impopularité et l'hostilité que
 sa politique génère en particulier dans les

classes populaires, malgré les sanctions
 électorales des municipales et des euro-
 péennes, malgré les crises à répétition dans
 et autour du gouvernement, le tandem
 Hollande-Valls poursuit coûte que coûte la
 mise en œuvre de l'agenda néo-libéral du
 Medef et prépare déjà de nouveaux terrains
 de confrontation. TSCG, CICE, plan d'éco-
 nomie drastique sur les finances publiques
 sur le dos du social (budget 2015), pacte de
 responsabilité, attaque directe contre la pro-
 tection sociale, réforme territoriale, réforme
 ferroviaire, remise en cause des droits des
 chômeurs, précaires et intermittents, me-
 naces sur le droit du travail, durcissement
 de la politique d'austérité sans précédent
 déjà appliquée et pratiques autoritaires
 pour la faire accepter : tout est mis en œuvre
 pour répondre aux contraintes du capital
 formulées directement par le Medef ou indi-
 rectement par la Commission européenne.

A cela s'ajoutent les renoncements concer-
 nant le droit de vote des immigrés et la PMA
 et les politiques anti-Roms, l'interdiction
 de manifestations de soutien à la lutte du
 peuple palestinien et une répression accrue
 contre les mouvements sociaux et leurs mi-
 litantEs allant jusqu'à la mort d'un mani-
 festant. Dans tous les domaines, la gauche
 gouvernementale met ses pas dans ceux de
 la droite, poursuit et aggrave la politique
 de Sarkozy et assume sa rupture avec les
 classes populaires jusqu'à théoriser dans la
 bouche d'un Manuel Valls la volonté d'af-
 fronter les secteurs en lutte.

Cette politique plonge le PS dans une crise
 qui peut aller jusqu'à remettre en cause
 son existence-même (comme le souhaite
 d'ailleurs Valls). Sans qu'ils aillent jusqu'à
 mettre en cause le gouvernement ou sa po-
 litique d'austérité, l'émergence des « fron-
 deurs », les positionnements de M. Aubry,
 expriment l'extrême difficulté qu'a le PS
 à assumer ce qu'attendent de lui Valls et
 Hollande. Ces convulsions font que Hol-
 lande et Valls ne disposent plus de majorité
 parlementaire stable. Hollande et son gou-
 vernement s'appuyant sur les institutions
 antidémocratiques de la Vème République
 affichent leur intention de garder le cap mal-
 gré le rétrécissement de leur base électorale.

Mais dans le contexte de crise généralisée, 1
 de crise de représentation, où tous les partis
 sont minés par la crise et les partis institu-
 tionnels sont percutés par la délégitimation
 des politiques et leur « incapacité » à ré- 5
 pondre aux besoins et aspirations de la po-
 pulation, ces institutions s'essouffent et les
 risques de crise politiques et/ou institution-
 nelles deviennent sérieux. Au demeurant,
 ces institutions, taillées sur mesure pour un 10
 Bonaparte désormais inexistant, s'avèrent
 être un obstacle à la mise en place d'opéra-
 tions d'union nationale. C'est pourtant ce
 qui serait nécessaire à la bourgeoisie dans
 une telle situation. 15

Empêtrée dans sa crise de direction – tou-
 jours pas résolue - après la défaite de Sar-
 kozy en 2012, menacée par les scandales
 de corruption, rongée par la concurrence 20
 du FN, l'UMP ne bénéficie pas du rejet de
 la politique du gouvernement et du discrédit
 de François Hollande. Les institutions
 apparaissent totalement déconnectées
 des préoccupations de la grande majori- 25
 té de la population. La démocratie par-
 lementaire, cette machine à canaliser le
 mécontentement populaire dans le cadre
 du système, se grippe car elle ne parvient
 plus à masquer la domination du capital. 30

5. L'extrême-droite en embuscade

Annoncés depuis des mois, les succès
 électoraux du FN sont amplifiés par les
 scores des droites extrêmes en Europe et 35
 par un différentiel important en sa faveur
 avec l'UMP. Bien que l'abstention massive
 doive pondérer les résultats, ce parti à su
 se créer une base électorale et apparaître
 comme un moyen de sanction, de protes- 40
 tation, de rejet du système politique et
 institutionnel. Le FN s'enracine et après
 avoir obtenu des élus aux législatives et
 conquis des municipalités – y compris
 au 1er tour comme à Hénin-Beaumont – 45
 il pèse sur la situation politique et sur la
 crise des partis traditionnels.

Même si le choix des bourgeoisies et en
 particulier de la bourgeoisie française n'est 50
 pas de recourir au fascisme, des dyna-
 miques de désagrégation du système po-
 litique et de domination peuvent conduire

1 à des résultats électoraux non souhaités
auxquels elles seraient contraintes de
s'adapter. Tiraillé entre son corpus idéolo-
gique et sa volonté d'accéder au pouvoir,
5 le FN jongle entre propositions sociales et
nationales et propos sulfureux. Quoi qu'il
en soit, l'avenir du FN dépendra aussi de
sa capacité à structurer une partie de son
électorat pour en faire un outil militant
10 sans lequel il ne peut espérer transformer
sa position actuelle en force postulant
réellement au pouvoir. Toutefois, le ren-
forcement de son audience électorale et
les manifestations réactionnaires de l'hi-
15 ver et du printemps 2013-2014 permettent
à des groupes fascistes de proliférer aux
marges du FN. Ces groupes représentent
un danger immédiat pour le mouvement
ouvrier dont il faut prendre la mesure. De
20 plus, la combinaison de ces mouvements
avec la radicalisation antisémite de franges
de la jeunesse des quartiers est un défi au-
quel la gauche radicale doit répondre.

25 La montée des idées réactionnaires et du
FN est une conséquence de la crise du ca-
pitalisme et des institutions bourgeoises en
l'absence d'une réponse des travailleurs/
euses et des classes populaires. La lutte
30 contre l'extrême droite passe avant tout par
la capacité à proposer et à mettre en œuvre
des solutions alternatives aux politiques du
Medef et des gouvernements à son service
qu'ils soient de droite ou de gauche. Comme
35 elle passe par la rupture avec le système
capitaliste et par la mise en avant d'une
véritable perspective de transformation éco-
socialiste. Un regain des mobilisations so-
ciales et des perspectives de changements
40 réels l'affaibliront. Mais il n'est pas possible
de subordonner la lutte contre l'extrême
droite à l'arrivée de lendemains meilleurs
pour la lutte des classes. Il s'agit à chaque
fois de travailler à l'unité la plus large pour
45 construire une contre-offensive idéologique
et militante à l'extrême droite. Nous parti-
cipons à la construction d'initiatives et à
l'animation de collectifs militants contre
l'extrême droite, tout en ayant la préoccu-
50 pation de ne pas minoriser le mouvement
antifasciste. Nous voulons au contraire en
faire un point d'appui pour la mise en mou-
vement de l'ensemble de notre camp social,

l'inscrire dans une politique globale pour
inverser les rapports de force.

6. Une politique pour la classe ouvrière : reconstruire une perspective anticapitaliste

L'offensive de la bourgeoisie vise à éra-
diquer des consciences tout espoir qu'il
puisse y avoir une alternative à l'économie
de marché et à la concurrence mondialisée.
Les solidarités collectives sont cassées par
les modifications de l'organisation du tra-
vail : la précarité, les réorganisations, les
fermetures de grandes unités de produc-
tion, le racisme, le sexisme, les nouvelles
formes d'organisation du travail mises en
place pour accompagner le libéralisme...
atomisent la classe ouvrière et réduisent sa
capacité à se concevoir comme une force
sociale. Non seulement les syndicats n'or-
ganisent pas la contre-offensive, mais leurs
directions se fourvoient dans le « dialogue
social ». C'est pourquoi la lutte pour inver-
ser le rapport de force entre la bourgeoisie
et les classes exploitées est nécessairement
une lutte politique montrant qu'une autre
société est possible, une société fondée sur
la solidarité et la coopération entre les tra-
vailleurs/euses et les peuples.

La séquence électorale de 2014 a été mar-
quée par un vote sanction, de protestation,
un bras d'honneur adressé à l'ensemble de
la classe politique, y compris d'une certaine
façon à la gauche de la gauche, le vote pour
les droites extrêmes représente une menace
sans précédent depuis la dernière guerre
mondiale pour les classes populaires. L'af-
faiblissement du mouvement ouvrier, en
particulier en France, alors que l'offensive
du patronat et du gouvernement va s'am-
plifiant, annonce une situation grosse de
danger. Alors que la classe ouvrière est
confrontée à une quadruple crise, écono-
mique, écologique, de représentation et
de perspective, cette situation appelle un
objectif de reconstruction anticapitaliste
globale – appuyée sur des mobilisations
que la continuité de la lutte des classes
mettra forcément à l'ordre du jour. D'autant
que le brouillage des repères idéologiques
et les crises génèrent des mobilisations
aux contours flous, dans lesquelles les

références traditionnelles s'amenuisent ou 1
disparaissent et dans lesquelles les délimi- 1
tations de classe sont à rebâtir. Parce qu'il
est porteur d'un projet de rupture avec le 5
système capitaliste et de transformation ré- 5
volutionnaire de la société, et parce que les
scores de la gauche anticapitaliste et révolu-
tionnaire en France n'ont pas été à la hauteur
des espérances et des besoins, notre parti
ne peut qu'être atteint par cette situation. 10
Il nous appartient donc de l'affronter et de
contribuer par une politique persévérante
au rassemblement des forces disponibles
pour s'opposer à l'offensive des classes do-
minantes, de construire les mobilisations 15
tout en travaillant à la reconstruction d'un
projet d'alternative globale écosocialiste. In-
dépendance politique et organisationnelle,
démarche unitaire permanente, radicalité
doivent rester notre marque de fabrique 20
dans cette période marquée par le recul des
idées progressistes et de la combativité et la
montée des idées réactionnaires.

La profondeur de la crise globale du ca- 25
pitalisme, l'âpreté de la lutte des classes
rendent illusoire toute perspective réfor-
miste. Toute prétention à changer le sys-
tème de l'intérieur au sein même des insti-
tutions se heurte à la réalité. Encore faut-il 30
parvenir à en faire la démonstration dans
l'action contre le système capitaliste.
Les forces de la gauche antilibérale (po-
litiques, syndicales ou associatives) in-
carment cependant une forme de rupture 35
avec les PS à la proue du néo-libéralisme.
Tout en restant nous mêmes, cela doit
nous encourager à mener une politique
d'unité vis-à-vis d'elles.

40 L'enjeu de la période est la reconstruction
du mouvement ouvrier. Cela passe par des
expériences de luttes permettant d'unifier
des secteurs en apparence sans lien (che-
minot-e-s, intermittent-e-s, ZADistes, etc.). 45
Par des expériences unifiant aussi diffé-
rentes générations, différentes histoires ou
expériences militantes (militants issus des
années 70 notamment dans les syndicats,
Bonnets rouges, jeunes générations pas en- 50
core syndiquées, mouvements associatifs
ou de solidarités influencés par les liber-
taires...). Par des expériences qui changent

1 le centre de gravité dans le mouvement ouvrier en faveur d'un affrontement politique global avec la classe dirigeante.

5 On l'a vu dans la dernière période, entre le 12 Avril et la grève des cheminots, la question politique et la question sociale sont une seule et même question. En pratique, toute exigence sociale, défense du service public, lutte contre les licenciements ou 10 pour l'augmentation des salaires, lutte contre la précarité et le chômage, prend nécessairement une dimension politique où les salarié-e-s se trouvent confronté-e-s 15 au conseil d'administration du capital, le gouvernement. La conscience de classe ne peut se limiter à l'affrontement immédiat entre patrons et salarié-e-s, elle est la conscience d'appartenir à une classe 20 qui a un rôle historique à jouer, un rôle révolutionnaire pour conquérir le pouvoir de décider et de contrôler la marche de la société, de la contrôler par la démocratie.

25 **7. Face au gouvernement PS-MEDEF :
opposition de gauche ou replâtrage
institutionnel**

La fuite en avant pro-patronale de Hollande-Valls - pourtant dans la continuité de 30 la trajectoire de plus en plus libérale et de moins en moins sociale engagée depuis de nombreuses années - provoque une crise à l'intérieur du PS. La menace de son effondrement à la façon du PASOK grec n'étant 35 plus à exclure, la perspective de ce naufrage suscite des réactions. Une bataille interne et publique a commencé dont les contours et les résultats ne peuvent être prévus - ruptures ou réorganisation de l'appareil autour 40 d'une direction alternative. L'apparition des « frondeurs » représente à la fois l'aspiration d'une couche du PS à sauver les meubles et les situations et la réfraction de la crise politique et du rejet du gouvernement. Leur 45 existence et la sortie d'EELV du gouvernement relancent le débat sur une nouvelle forme d'union de la gauche. Cela accroît les tensions à l'intérieur du Front de gauche qui connaît à son tour un vif débat et des interrogations sur son utilité. Les divergences 50 de projets entre le PCF et le PG, autour de la question de l'alliance avec le PS, concentrés dans les politiques différentes menées pour

le premier tour des élections municipales, peuvent conduire à tout moment à son éclatement.

La direction du PCF se refuse toujours à se situer nettement dans l'opposition au gouvernement. Elle entrave toute mobilisation contre lui à moins d'y être contrainte (Sivens, 15/11...). Après avoir participé à l'université d'été du PS et discuté d'une alliance pour les sénatoriales, le PCF, toujours taraudé par la sauvegarde de ses éluEs, s'oriente vers la tentative de construire une union électorale avec une partie du PS et EELV, défendant la perspective d'une majorité parlementaire alternative, avec les prochaines élections régionales dans le viseur. De leur côté Mélenchon et le PG mettent l'accent sur la construction d'un mouvement pour une VIème République qui se présente comme une réponse radicale à la crise politique et institutionnelle. Mais apparaissant clairement comme la préparation de la candidature de Mélenchon à la présidentielle de 2017 « au dessus des partis ». Chercher la solution à la crise politique et démocratique en France, dans d'autres expériences comme le chavisme ou Podemos, ne tient pas compte de la spécificité de ces mouvements construits sur la base de mobilisations profondes et durables alors que la dégradation du rapport de force pèse lourdement sur les possibilités ici.

Le succès de la marche du 12 avril a permis un travail commun entre organisations syndicales, associations, personnalités et partis politiques à la gauche du parti socialiste, à l'exception de LO. Le caractère inédit de ce rassemblement qui traduit une inquiétude sur l'évolution de la situation sociale et politique avec la montée de l'extrême droite et une volonté de bousculer de la part des équipes syndicales parties prenantes la routine des confédérations notamment de la CGT installée dans la politique de « dialogue social », ouvre des possibilités de débat et d'action commune sur la durée. Elle ouvre aussi un débat dans la CGT et la FSU sur le rapport au gouvernement et sur les moyens de s'opposer à sa politique comme sur le rapport aux organisations politiques, débat qui n'épargne pas Solidaires. Les

difficultés à ancrer dans la durée un mouvement structuré et militant, à s'organiser à l'échelle nationale ainsi que le relatif échec des manifestations du 15 novembre initiées par le même collectif reflètent à la fois 5 disparités d'intérêts et d'objectifs et à la fois la faiblesse du rapport de force. Pourtant le NPA doit être partie prenante de l'ensemble de ces débats et contribuer par son expression propre à proposer des alternatives et 10 des perspectives de mobilisation.

La reconstruction d'un mouvement ouvrier combatif passe inévitablement par la reconstruction d'un syndicalisme de lutte et 15 d'indépendance de classe qui s'approprie le meilleur de l'expérience acquise par les générations précédentes tout en y intégrant les nouvelles questions comme l'écologie. SalariéEs et militantEs au sein des entreprises où ils et elles travaillent, les membres du NPA ont un point de vue sur le syndicalisme et sur la politique des organisations. Ils et elles cherchent en permanence non seulement à construire les syndicats 25 comme outil de lutte et de transformation de la société mais à développer une orientation syndicale indépendante, unitaire et de masse, pour la construction du rapport de force permettant de s'affronter dans 30 les meilleures conditions au patronat et aux gouvernement - de droite comme de gauche - à son service et refusant toute compromission. A cette étape, le cadre général de cette activité ne peut être que l'agitation 35 pour que les organisations syndicales se situent nettement en opposition au gouvernement Hollande-Valls, rompent leur soutien de fait au gouvernement.

40 **8. Un projet de transformation sociale,
écologique et démocratique**

Les pas en avant de la gauche social-démocrate dans sa transformation en parti démocrate à l'américaine et la mise en œuvre 45 des politiques néolibérales entraînent toute la gauche vers l'abîme. L'absence d'une nouvelle perspective de transformation sociale appropriable à une échelle de masse concoure à décrédibiliser les 50 forces politiques qui refusent de rompre avec le social-libéralisme. Mais elle pèse paradoxalement aussi lourdement sur les

1 organisations ou partis anticapitalistes
 et révolutionnaires. Pour autant, dans le
 contexte de crise, le clivage droite/gauche,
 expression déformée du clivage social bour-
 5 geoisie/classe ouvrière, est brouillé à la fois
 par les effets des politiques menées par le
 PS et par un clivage national, ethniciste.
 Cela se traduit dès lors par un rejet de la
 gauche institutionnelle identifiée au social
 10 libéralisme, par l'abstention massive et par
 le vote en faveur du FN. La social-démocra-
 tie apparaît de plus en plus pour ce qu'elle
 est, un mouvement appartenant au monde
 institutionnel bourgeois ne visant qu'à sou-
 15 tenir les intérêts de l'oligarchie financière et
 du grand patronat contre les travailleurs.
 L'ensemble des partis se réclamant de la
 gauche se retrouve assimilé à ces choix. Cela
 peut conduire à questionner la pertinence
 20 de cette référence vidée pour beaucoup de
 tout contenu autre que celui d'un parti ins-
 titutionnel voué aux classes dominantes
 et à l'austérité et à discuter de comment
 remettre au premier plan des références so-
 25 ciales, de classe et programmatiques. Pour
 tenir compte de cette situation complexe,
 nous devons à la fois combattre la gauche li-
 bérale et donner un contenu anticapitaliste
 aux aspirations d'une partie du « peuple
 30 de gauche » qui se sent encore de gauche.
 La reconstruction d'un mouvement ouvrier
 combatif et d'une nouvelle conscience de
 classe ne pourra ignorer les traditions en-
 core portées par de nombreuses équipes
 35 militantes. Le NPA doit donc continuer à
 s'adresser aux militantes et militants du
 mouvement ouvrier organisé, à leurs partis
 – du Front de gauche à LO et AL - et à tra-
 vers eux aux dizaines de milliers de salariés
 40 qu'ils continuent d'influencer avec l'objectif
 de transmettre aux nouvelles expériences
 de lutte le meilleur de ces traditions, nota-
 tamment d'auto-organisation. S'opposer au
 gouvernement et au Medef c'est mener une
 45 politique de classe indépendante de toutes
 manœuvres et combinaisons parlemen-
 taires. Toutefois, de ce point de vue, la ques-
 tion de la chute du gouvernement ne peut
 être esquivée. Aux replâtrages et combinai-
 50 sons institutionnelles, à la reconstruction
 d'une union de la gauche gestionnaire nous
 opposons la construction du rapport de
 force et la définition d'un contenu alternatif.

La perspective d'un gouvernement an-
 ti-austérité au service des exploités et des
 opprimés, sur un programme de rupture
 anticapitaliste, porté par la mobilisation
 et l'auto-organisation répond de manière
 compréhensible à une échelle large à cette
 préoccupation.

Nos interventions trouvent leur cohérence
 dans l'opposition au gouvernement et au
 patronat, au système capitaliste dans la
 perspective d'une transformation révolu-
 tionnaire de la société. Le débat sur la poli-
 tique pour les luttes rejoint celui du contenu
 de l'alternative politique anticapitaliste.
 Face à la montée des nationalismes réac-
 tionnaires et aux gouvernements libéraux
 de droite comme de gauche, il est impératif
 de défendre une perspective de rassemble-
 ment unitaire de tous les courants, partis,
 syndicats, associations qui s'opposent au
 danger populiste et fasciste et veulent com-
 battre les politiques capitalistes. La ques-
 tion de l'unité d'action devient une question
 structurante dans la période présente. Le
 NPA réaffirme sa volonté de construire avec
 celles et ceux qui le souhaitent, individus et
 forces politiques et sociales, une opposition
 de gauche anti-austérité appuyée sur les
 mobilisations sociales et écologistes, tout
 en débattant avec ces forces politiques sur
 le contenu de rupture que nous donnons
 à cette formule qui ne saurait être amalga-
 mée avec une perspective de majorité par-
 lementaire alternative. Cette démarche se
 combine avec la volonté politique de ras-
 sembler dans un cadre démocratique toutes
 les forces qui se revendiquent de la transfor-
 mation révolutionnaire de la société.

Face aux conséquences des politiques d'aus-
 térité à la fois désastreuses pour les classes
 populaires et inefficaces du point de vue de
 l'objectif affiché - le retour de la croissance -,
 notre critique et nos solutions doivent être
 radicales. Il faut répondre d'urgence aux
 questions sociales par des mesures de rup-
 ture qui s'en prennent à la propriété privée
 et affirmer que la réponse à la crise n'est pas
 la relance par une politique de la demande
 à la fois illusoire et catastrophique pour
 l'environnement et le climat. Notre plan
 d'urgence – compris comme un ensemble

de mesures transitoires adaptées à la situa- 1
 tion et au niveau de conscience - est social et 1
 écologique : réduction massive du temps de
 travail, interdiction des licenciements et de 5
 la précarité, augmentation des salaires et de 5
 la protection sociale, défense et extension
 des services publics avec création massive
 d'emplois, expropriation des secteurs clé de
 la finance et de l'énergie avec mise en place
 d'un contrôle des salariéEs et des usagerEs, 10
 réorganisation de secteurs entiers comme
 l'agriculture, remise en cause des grands
 projets inutiles, sortie rapide du nucléaire...

Mais face à la crise politique et institu- 15
 tionnelle nous devons aussi avancer des
 réponses démocratiques radicales de rup-
 ture avec les traités et les institutions euro-
 péennes et avec les institutions de la Vème
 République (élection du Président au suf- 20
 frage universel, Sénat...) dont le caractère
 antidémocratique apparaît de plus en plus.
 Le passage en force (chantage à la dissolu-
 tion, ordonnances, 49-3) alors que les orien-
 tations du gouvernement sont minoritaires 25
 alimente la crise de représentation. Pour
 dénouer cette crise politique, il faut donner
 la parole au peuple, mais la question n'est
 pas de remplacer une majorité par une autre
 dans le cadre de ces mêmes institutions et 30
 de ces mêmes politiques d'austérité enga-
 gées par la droite ou la gauche dite tradi-
 tionnelle. La crise actuelle exige la rupture
 avec les institutions actuelles et l'ouverture
 d'un processus constituant qui mette au 35
 centre la « démocratie réelle » : des assem-
 blées élues au suffrage universel de la com-
 mune au niveau national qui décident de
 toutes les questions politiques, sociales et
 économiques. Ainsi seront posées concrète- 40
 ment les questions vitales : quelle organisa-
 tion de la société ? Que produire ? Comment
 ? Qui décide ?

9. Construire le NPA utile à la classe 45 ouvrière

Depuis notre dernier congrès, le NPA a su
 s'orienter correctement et répondre présent
 dans une situation difficile. Notre parti a
 été confronté à des mobilisations dont cer- 50
 taines questionnaient nos fondamentaux.
 Par exemple, lors des mobilisations contre
 les fermetures d'entreprises et l'écotaxe en

1 Bretagne à l'automne 2013 où il a fallu dis-
 5 puter à des forces sociales réactionnaires la
 défense des intérêts ouvriers et lutter contre
 le dévoiement des mobilisations contre les
 10 licenciements alors qu'une bonne partie
 du mouvement ouvrier désertait ce terrain.
 Ou bien quand il a fallu répondre sur le
 terrain de l'unité du mouvement ouvrier
 à la poussée des mouvements fascisants
 15 qui occupaient la rue au printemps 2014 et
 créer les conditions d'une marche unitaire
 de gauche le 12 avril rassemblant syndica-
 listes, associations, personnalités et partis à
 la gauche du PS. Contre les grands projets
 20 inutiles, coûteux et dangereux, pour la dé-
 fense de l'écosystème et le respect de l'envi-
 ronnement et des habitants, à Notre-Dame-
 des-Landes ou à Sivens, contre la politique
 du gouvernement, le NPA a été et est actif
 ; présent encore aux côtés des cheminots,
 des intermittents et précaires en lutte contre
 la politique de casse sociale du gouverne-
 25 ment ou lorsque la solidarité internationa-
 liste exigeait de braver les interdictions de
 manifester et la répression pour soutenir la
 résistance du peuple de Gaza et de Palestine
 contre l'offensive militaire de l'État d'Israël.
 A chaque fois, nous avons fait le choix de la
 mobilisation et de la construction de l'unité
 30 la plus large possible.

Face à tous ces événements, le NPA a dé-
 montré son utilité et sa capacité à agir dans
 la période malgré les difficultés et les reculs
 35 du mouvement ouvrier et du rapport de
 force, il a su développer l'orientation cohé-
 rente adoptée au congrès précédent. Actif
 dans toutes les mobilisations contre les poli-
 tiques patronales et gouvernementales, sou-
 40 tenant le développement des luttes sociales
 et écologistes et l'auto-organisation, inter-
 nationaliste, unitaire mais indépendant et
 défendant ses propres propositions, notre
 parti entend articuler en permanence ré-
 45 ponses politiques et sociales, mobilisations,

lutte antifasciste et reconstruction d'une
 perspective anticapitaliste globale par la
 défense d'un programme écosocialiste
 c'est-à-dire écologiste, féministe, antira-
 ciste, antifasciste, pour l'égalité des droits,
 internationaliste...

Nous devons donc développer une dé-
 marche, une politique de parti. Et pour
 cela, construire des rapports démocra-
 tiques et efficaces sur la base d'une volonté
 d'indépendance politique pour œuvrer à
 la renaissance d'une conscience politique
 de classe. C'est sur cette base que se forge
 la solidarité de parti, au contraire de la
 méfiance réciproque et de la construction
 parallèle de chaque courant. De plus, les
 problèmes de fonctionnement que nous
 connaissons, en partie liés à nos difficultés
 politiques et à celles de la période, doivent
 aussi être l'occasion de nous confronter
 aux problèmes inhérents à la construction
 d'organisations quelles qu'elles soient : for-
 50 mer les militant-e-s, se répartir les tâches,
 agir ensemble et tirer des bilans collectifs
 de nos campagnes et actions... Ces pro-
 blèmes ne se résoudront pas par des me-
 sures administratives mais par des débats
 politiques de fond brassant les différentes
 traditions du mouvement ouvrier anticapi-
 taliste et révolutionnaire, les expériences
 récentes d'auto-organisation, l'apport de
 différentes générations et courants, et par
 des pratiques communes. Ce qui suppose
 que toutes les sensibilités du parti tra-
 vaillent au développement du NPA.

Alors que le NPA durant ces deux dernières
 années a repris une certaine place sur le
 terrain social et politique, les instances
 de direction (CPN et CE) fonctionnent
 mal. Au stade actuel, elles sont souvent
 paralysées par les tensions fractionnelles.
 Trop souvent, les comités et les régions
 doivent compter sur leurs ressources pour

faire face aux activités du quotidien ou à 1
 des situations aux enjeux politiques plus
 importants. Surmonter cette crise signifie
 mettre en place à ce congrès des équipes
 au niveau national (CPN-CE-commis- 5
 sions) de militantEs décidéEs à travailler
 ensemble, sans ignorer les nuances et les
 divergences qui existent sur des questions
 particulières mais animéEs de la volonté
 de les dépasser, des camarades prêts à 10
 s'engager pour la construction du NPA et
 de ses directions. Les comités sont le cadre
 de discussion et d'élaboration de cette po-
 litique de construction que ce soit sur les
 lieux de travail, les quartiers, sur les lycées 15
 ou les facs. Il faut noter que plusieurs com-
 missions nationales ont eu un vrai impact
 sur les justes positionnements de notre or-
 ganisation, notamment, les commissions
 santé, écologie, culture... pour ne donner 20
 que quelques exemples.

Afin d'améliorer le fonctionnement quoti-
 dien et le lien entre la direction et les co-
 mités, une réunion nationale des comités 25
 sur le fonctionnement et la construction se
 tiendra en juin 2015. Il y aura aussi fin 2015,
 une rencontre de salariéEs du privé et du
 public pour discuter plus précisément de
 notre intervention sur les lieux de travail. 30
 C'est au travers de cette pratique que le pro-
 jet du NPA de construction d'un parti pour
 la rupture avec le capitalisme et la transfor-
 mation révolutionnaire de la société prend
 35 forme. S'il est légitime d'interroger ce projet
 et de chercher à en améliorer les contours et
 le programme ainsi que le fonctionnement
 du parti lui-même pour le mettre en adéqua-
 tion avec notre volonté d'intervention et les
 valeurs de la société nouvelle que nous vou- 40
 lons construire, un acquis reste à défendre
 : celui d'un projet de parti ouvert, de ras-
 semblement des anticapitalistes, basé sur
 une ligne combinant indépendance, unité
 et radicalité. 45

Texte 2 : Une orientation anticapitaliste et révolutionnaire pour construire, ensemble, le NPA

50

Alain Krivine (93 CPN), Alice Collonges (38
 CPN), Antoine Larrache (75 CE), Aurélie (93
 CPN), Cathy Billard (93 CE), Danièle Patinet

(21 CPN), Galia Trépère (91 CE), Ian (31
 CPN), Isabelle Ufferte (33 CPN), Isabelle
 Larroquet (33 CPN), Jean-Marc Bourquin

(93, presse), Jihane Halsanbe (75 CPN),
 Julien Pacontan (75 CPN), Julien Salingue
 (93), Kaya Doyeux (76 CPN), Laurent Delage

50

1 (33 CPN), Marino Paris (75, énergie), Mi-
mosa Effe (75, BSJ), Pascal Adams (27 CPN),
Pauline Salingue (75 CPN), Raphaël Greg-
gan (93 CPN), Raymond Adams (59 CPN),
5 Robert Pelletier (92 CE), Malika-Sandrine
Charlemagne (75 CE), Simon Lambert-Bi-
linski (26 CPN), Simon Picou (93, GTE),
Sylvain Loube (75 CPN), Yvan Lemaître (91
CE), Yves Hollinger (21 CM)

10

Signataires du projet de texte d'orientation
« Une orientation anticapitaliste et révo-
lutionnaire pour construire, ensemble, le
NPA », nous souhaitons initier un rassem-
15 blement autour de clarifications politiques
qu'imposent l'évolution de la situation
sociale et politique comme la crise que
connaît notre parti.

Le processus que nous engageons est le ré-
20 sultat de convergences politiques de cama-
rades issus de l'ancienne majorité X, des
ex-position W et Y.

Nous refusons la politique bloc contre bloc
qui est le plus court chemin vers l'accentua-
25 tion de notre crise. Nous constatons déjà
que les logiques fractionnelles paralysent
la discussion comme l'activité du parti en
particulier au niveau de sa direction. Le
projet même du NPA, la réalité qui est la
30 sienne aujourd'hui, nous imposent une dé-
marche toute autre, de libre débat et d'éla-
boration collective.

Bien trop d'énergies et de compétences se
perdent dans des conflits le plus souvent
35 stériles au lieu d'être investis dans le tra-
vail collectif.

Le bilan que nous faisons, depuis la créa-
tion du NPA, nous conduit à mettre à jour
le contenu que nous donnons au projet du
40 NPA de regroupement des anticapitalistes
et des révolutionnaires.

Nous souhaitons pouvoir enrichir notre
texte à travers le débat préparatoire au
congrès.

45 Nous voulons commencer à trouver une is-
sue à nos problèmes de direction et de fon-
ctionnement, une issue qui a pour condition
que s'affirme une majorité soucieuse de
permettre à l'ensemble des camarades,
50 sensibilités ou courants de notre parti de
travailler collectivement à notre œuvre
commune sans étouffer les débats mais
en nous considérant comme des militants

d'un même parti.

C'est pour aller plus avant dans notre po-
litique de rassemblement et de ratification
que nous avons mis au vote du CPN une
motion demandant au CE de mettre sur
pied un groupe de travail du CPN afin de
préparer en fonction des débats des AG
et de leur évolution une déclaration enga-
geant le congrès.

La crise chronique dans laquelle est en-
trée l'économie mondiale sous l'effet de
l'offensive des classes capitalistes boule-
verse les rapports entre les classes et les
Etats. Elle accentue les inégalités sociales,
concentre toujours plus les richesses, ag-
grave la domination de la bourgeoisie et
généralise l'économie de l'endettement.
Dans le même temps, la crise écologique
s'accroît à un point où les conditions
d'existence de l'humanité sont en jeu. Il
s'ensuit une situation de grande instabi-
lité : les tensions internationales s'exa-
cerbent ainsi que le mécontentement
populaire. La crise mondiale favorise
des mouvements de masse et redessine
la carte de la domination des grandes
puissances. L'offensive des classes domi-
nantes est aussi une offensive politique,
idéologique qui s'accompagne d'une
montée des forces réactionnaires. Nous
entrons dans une ère de guerres et de
révolutions.

Malgré des mobilisations de masse dans
une série de pays, le mouvement ouvrier
reste sur la défensive. Son affaiblisse-
ment, en particulier en Europe, et l'incapacité
du mouvement anticapitaliste et
révolutionnaire à se développer laissent
le terrain libre à l'offensive des différentes
bourgeoisies. En France, ces contradic-
tions s'expriment avec une acuité particu-
lière du fait de la présence de la gauche
libérale au pouvoir.

**Malgré ces difficultés, le contexte nous
ouvre des possibilités comme l'ont
montré les récentes mobilisations à la
SNCF ou en solidarité avec la Palestine.
Néanmoins, la crise qui nous touche
depuis la fondation du NPA nous oblige
à repenser notre projet en tirant les en-
seignements des cinq années passées.
Il s'agit d'en dégager les points d'appui**

et les limites pour construire un mou- 1
vement anticapitaliste révolutionnaire
capable de contribuer à la renaissance
d'une conscience de classe politique,
à la compréhension que l'avenir de la 5
société dépend de l'intervention des
classes exploitées pour transformer le
monde dans un sens socialiste.

I. Exacerbation des tensions 10 sociales et internationales

1) Crise chronique du capitalisme, 15 stagnation économique et régression sociale

Bien qu'encore partiellement tirée par
le développement des pays émergents
comme la Chine ou l'Inde, l'économie
mondiale ralentit. Causée par la crise de
surproduction, la crise est aggravée par la 20
logique de financiarisation de l'économie
qui pousse les capitalistes à abandonner
les investissements productifs au bénéfice
d'une rentabilité à court terme.

La zone euro, notamment la France, 25
connaît une quasi-stagnation. Dans les
pays les plus touchés par la crise, la bour-
geoisie met en place deux types de ré-
ponse : la diminution des salaires directs
et indirects et la destruction du capital 30
excédentaire, c'est-à-dire les fermetures
d'usine trop peu rentables et les restructu-
rations. Des masses d'argent public sont
directement transférées aux capitalistes
afin de « rétablir la compétitivité » des 35
entreprises tandis que les dépenses socia-
lement utiles sont réduites de façon dras-
tique au nom de la lutte contre les déficits.
Enfin, les bourgeoisies entreprennent de
modifier en leur faveur le cadre légal dans 40
lequel s'effectue l'exploitation, de revenir
sur les droits sociaux concédés au mouve-
ment ouvrier (l'ANI de 2013 en France, le
Jobs Act en Italie, etc).

Ces politiques compriment la demande 45
intérieure et peuvent à court terme aggra-
ver la crise qu'elles prétendent résoudre.
Elles répondent en fait au seul objectif des
capitalistes : redresser les profits, quitte
à accentuer les inégalités et la pauvreté. 50
Les débats au sein des institutions finan-
cières et monétaires internationales, dans
les partis de droite et sociaux-libéraux

1 portent sur les rythmes de mise en œuvre
de cette politique mais son principe est
accepté unanimement. Si les bourgeoisies
parviennent à mener ce projet jusqu'au
5 bout, la « sortie de crise » pour l'écono-
mie capitaliste mondiale se paiera par un
abaissement brutal et durable du niveau
de vie des populations, notamment dans
les pays impérialistes. Les premier-e-s
10 exposés sont d'ores et déjà les jeunes,
les femmes, les immigré-e-s, les plus
précaires...

Il serait erroné de croire que les derniers
soubresauts de la crise sont derrière
15 nous : des signes de déflation existent
dans la zone euro, même s'ils ne se tra-
duisent pas encore par des baisses de prix
en spirale et une nouvelle récession. Mais
surtout, les activités spéculatives ont re-
20 pris de plus belle, alimentées notamment
par les liquidités injectées par les banques
centrales, créant les conditions de forma-
tion de nouvelles bulles et d'un nouvel
épisode de crise financière.

25 **Il n'y a pas d'autre moyen d'en finir avec
la crise économique, sans subir une dé-
gradation terrible du niveau de vie des po-
pulations, que d'imposer l'annulation de
la dette, l'interdiction des licenciements,
30 l'expropriation de l'oligarchie financière
et des capitalistes, la prise de contrôle des
grands moyens de production et la créa-
tion d'un monopole public bancaire et de
l'énergie. C'est le seul moyen de satisfaire
35 les besoins de la population dans le res-
pect des équilibres écologiques.**

**2) Exacerbation de la concurrence et
des rivalités entre grandes puissances**

40 La globalisation capitaliste a exacerbé la
concurrence entre les nations et entre les
grandes puissances, entraînant une mul-
tiplication de conflits.

La domination des USA et de ses alliés
45 dans l'OTAN est de plus en plus contes-
tée. Même si les USA restent la première
puissance militaire mondiale, les rap-
ports de forces leur sont moins favorables
que par le passé. L'échec de leur politique
50 est flagrant en Irak en Afghanistan, en
Ukraine, en Afrique, en Amérique latine
et en Asie. Partout elle engendre le chaos
et s'appuie sur des dictatures peu fiables

et contestées. Elle dresse les peuples les
uns contre les autres, brise les solidarités
et sème la misère.

La guerre en Irak, la tragédie de Ro-
java, l'infamie turque avec la complicité
d'Obama et Hollande, dans la foulée de
l'agression meurtrière contre Gaza en sont
la terrible illustration. L'hypocrisie, les
mensonges, les manœuvres des grandes
puissances n'ont qu'un objectif : imposer
par la force, la guerre, leur domination.

Les prétentions d'Obama à tourner la
page de l'ère Bush s'avèrent vaines alors
que le leadership américain est de plus
en plus contesté du fait de l'émergence de
nouvelles grandes puissances comme la
Chine et de puissances régionales qui as-
pirent à jouer leur propre jeu dans les riva-
lités internationales. La France, avec Sar-
kozy, maintenant avec Hollande, s'aligne
de plus en plus sur les Etats-Unis.

La guerre est la manifestation de la
lutte entre les classes sur le terrain in-
ternational : lutte pour l'appropriation
des richesses, le contrôle des matières
premières, des énergies, des voies
d'échange... L'accentuation de la concu-
rence mondiale débouche inévitablement
sur une exacerbation des tensions et une
montée des militarismes.

Si les travailleurs/euses et les peuples
n'apportent pas leurs propres réponses
à la crise globale provoquée par les
classes dominantes, nous irons vers des
conflagrations militaires de plus en plus
importantes.

**Notre démarche vise à dénoncer les ob-
jectifs de la politique de notre propre
impérialisme et le jeu des grandes puis-
sances, à faire le lien entre la guerre so-
ciale menée contre les travailleurs/euses
et la guerre contre les peuples, entre la
concurrence mondialisée et les rivalités
entre puissances sur le terrain interna-
tional. Notre combat contre la guerre
est indissociable de notre combat pour
le socialisme. Il ne saurait faire appel
à la prétendue « communauté interna-
tionale » ni à l'ONU dont la fonction est
de donner un paravent démocratique à
la politique des grandes puissances. A
l'opposé nous mettons en avant la né-
cessaire solidarité entre les travailleurs/**

**euses et les peuples, seule issue aux 1
politiques agressives et militaristes des
grandes puissances. Notre solidarité in-
ternationale critique sans concessions 5
les politiques nationalistes bourgeoises 5
qui dévoient les révoltes et les aspira-
tions démocratiques des peuples. Notre
internationalisme se définit comme la
recherche constante d'une politique
indépendante pour la classe ouvrière 10
combinée à la lutte contre notre propre
impérialisme.**

**3) La crise écologique : socialisme ou
barbarie**

15 La logique du profit aboutit à une organisa-
tion aberrante de la production à l'échelle
mondiale au mépris des populations et des
équilibres écologiques. La marche du sys-
tème menace la planète de séquelles irrémé-
20 diables, avec des conséquences humaines
et sociales catastrophiques. En particulier,
le développement capitaliste basé sur les
énergies fossiles nous conduit aujourd'hui
vers une crise climatique majeure. Ainsi, la
25 crise écologique ne vient pas de la crise du
capitalisme mais du développement capita-
liste lui-même. Celui-ci est structurellement
incompatible avec la préservation de l'envi-
ronnement et les dégâts cumulés atteignent
30 aujourd'hui un point critique.

**La combinaison de la crise écologique
et climatique d'un côté, et de la crise
économique et sociale de l'autre, pose
à l'humanité des enjeux inédits. Quand
35 bien même une sortie de crise par la «
relance » serait possible, elle ne ferait
qu'accélérer la crise écologique de ma-
nière encore plus catastrophique. Il n'y
a pas de solution sans sortie du capita- 40
lisme ni à l'échelle d'un seul pays.**

Les gouvernements sont bien conscients
de la gravité de la crise climatique, mais
ils ne peuvent proposer aucune réponse
sérieuse dans le cadre du système : droits
45 à polluer vendables, pressions indivi-
duelles sur les populations, normes en-
vironnementales... Non seulement ces
mesures sont totalement insuffisantes
voire contre-productives, mais ce sont
50 toujours les classes populaires qui paient
la facture. Le capitalisme vert n'est qu'un
énorme bluff.

1 Si nous partageons avec les décroissants leur critique radicale du gaspillage capitaliste, de la création de besoins artificiels et de la recherche de la croissance à tout prix, nous rappelons qu'il n'est pas non plus possible de se contenter d'alternatives concrètes ou de sobriété volontaire, sans en finir avec la domination du capital, sans en passer par la construction d'un rapport de force dans la lutte des classes.

Répondre à la crise écologique nécessite la prise de contrôle des moyens de production par les travailleurs/ses eux-mêmes, afin de réorienter l'appareil de production vers la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des contraintes environnementales, et une planification démocratique fondée sur la coopération des peuples à l'échelle mondiale.

4) L'Europe capitaliste sous tension

La construction inachevée d'un espace de libre échange, doté d'une monnaie unique sans Etat et avec d'immenses déséquilibres entre les économies qui ont intégré la zone euro, fait de l'UE le cadre où se concentrent les contradictions de l'économie mondiale. Les spéculations sur la dette des Etats exacerbent les tensions nationales, alors que l'UE était censée harmoniser leurs relations. Loin de protéger de la concurrence mondialisée leur Europe y participe pleinement. Elle est un instrument de destruction des droits des salarié-e-s, de nivellement par le bas. Elle est d'ailleurs largement perçue comme un espace de décision antidémocratique contre les peuples, comme l'a confirmé l'abstention massive aux dernières élections européennes. C'est un sentiment sur lequel surfent les courants d'extrême droite, chauvins et nationalistes.

L'UE qui s'est construite au nom d'une volonté de paix durable en Europe est un instrument de guerre sociale et économique contre les pays dominés en son sein. La libre circulation des hommes et des femmes dans l'UE se double de barbelés le long de ses frontières, où chaque jour, viennent se briser les vies et les espoirs de celles et ceux qui fuient la misère, la guerre, la dictature.

En Europe, la crise économique et sociale se combine avec une crise politique. Elle renforce la nécessité d'une prise de conscience par une large fraction du monde du travail et de la jeunesse de l'urgence qu'il y a à intervenir sur la scène sociale et politique pour construire une Europe des travailleurs/euses et des peuples. L'UE ne peut en aucun cas être un tel cadre. Construire une telle Europe ne peut se faire sans en finir avec l'UE et ses différents traités.

5) Crise de la domination des classes capitalistes et du parlementarisme bourgeois

Le recul social entraîné par la politique des classes dominantes ruine leur légitimité à diriger la société. La crise accroît le discrédit qui touche les politiciens comme les partis. L'explosion de la corruption jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat (Sarkozy, Cahuzac...) révèle le niveau de pourrissement de la classe capitaliste. Les institutions apparaissent déconnectées des préoccupations de la grande majorité de la population. La démocratie parlementaire, cette machine à canaliser le mécontentement populaire dans le cadre du système, se grippe car elle ne parvient plus à masquer la domination du patronat.

Paralysée par ses difficultés pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière, ne se sentant pas représentée, se détourne de la politique ou se laisse flatter par des démagogues. Pour l'instant, plus que la révolte, cette situation nourrit la passivité politique. L'absence notable de toute réponse de classe aux problèmes qui traversent le monde du travail y contribue.

Il s'agit donc pour les anticapitalistes révolutionnaires de développer une politique propre à redonner confiance aux exploité-e-s.

II. Au cœur de la crise, l'incapacité du mouvement ouvrier à reprendre l'offensive

6) Une politique pour la classe ouvrière
Dans plusieurs pays d'Europe, on assiste à

l'éclatement de contradictions et à des luttes de masse en même temps qu'à la montée des forces réactionnaires. En France, la présence du PS au pouvoir comme les liens qui existent entre le gouvernement et les organisations syndicales expliquent en partie que c'est aujourd'hui la droite réactionnaire et l'extrême droite qui sont à l'offensive, comme nous l'avons vu avec les « Manifestations pour tous » ou les scores du FN.

L'offensive de la bourgeoisie vise à éradiquer des consciences tout espoir qu'il puisse y avoir une alternative à l'économie de marché. Les solidarités collectives sont cassées par les modifications de l'organisation du travail mises en place pour accompagner le libéralisme : la précarité, les réorganisations, les fermetures de grandes unités de production, le racisme, le sexisme, ... atomisent la classe ouvrière et réduisent sa capacité à se concevoir comme une force sociale. Non seulement les syndicats n'organisent pas la contre-offensive, mais leurs directions collaborent, pour la plupart, à la mise en œuvre des politiques d'austérité. Tout cela sème le désespoir, crée un terrain favorable à tous les démagogues semeurs d'illusions, de faux espoirs, intégrismes religieux ou chantres de la patrie...

La lutte pour inverser le rapport de force entre la bourgeoisie et les classes exploitées est nécessairement une lutte politique pour armer les consciences et donner confiance aux opprimé-e-s en leur capacité à construire une autre société fondée sur la solidarité et la coopération entre les producteurs/rices et les peuples.

7) Contre la droite et l'extrême-droite

La montée des idées réactionnaires et du FN est une conséquence de la crise du capitalisme et des institutions bourgeoises en l'absence d'une réponse des travailleurs/euses et des classes populaires.

La droite, englobée dans le même rejet de l'opinion que le PS, connaît une crise très profonde. L'UMP, tiraillée par la guerre des chefs, touchée par les affaires qui mettent au grand jour sa corruption, a bien du mal à trouver sa voie entre le PS qui fait sa politique et le FN.

Le FN cherche à s'imposer comme force

1 hégémonique à droite.

La lutte contre le danger qu'il représente n'a d'issue que dans une lutte globale pour reconstruire le mouvement ouvrier, chan-
5 ger le rapport de force entre les classes, c'est-à-dire en premier lieu lutter contre la politique du gouvernement PS-Medef. Pour nous, elle est indissociable non seule-
10 ment de la lutte contre l'offensive des classes dominantes mais de la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société. Ce combat ne saurait se limiter au cadre hexagonal, son arène est bien l'Eu-
15 rope. Il combine en permanence politique unitaire et politique de construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire.

**Notre démarche unitaire ne peut s'apparenter d'une façon ou d'une autre à un Front républicain ni à une solidarité
20 avec la majorité gouvernementale. Il n'y a ni raccourci ni substitutisme. Il s'agit à chaque fois de travailler à l'unité la plus large pour construire une contre-offensive idéologique et militante à l'extrême
25 droite. Nous participons à la construction d'initiatives et à l'animation de collectifs militants contre l'extrême droite, tout en ayant la préoccupation de ne pas minoriser le mouvement antifasciste. Nous voulons au contraire en faire un point d'appui pour la mise en mou-
30 vement de l'ensemble de notre camp social, l'inscrire dans une politique globale pour inverser les rapports de force.**

8) La rupture des travailleurs/euses et des classes populaires avec la gauche

Depuis un an, s'est développé un début de contestation de la politique du gouverne-
40 ment avec la mobilisation parisienne contre les rythmes scolaires, celles contre Notre-Dame-des-Landes, des intermittent-e-s, certaines bagarres contre des fermetures d'usines, à la Poste, mais aussi dans un
45 autre domaine les manifestations du type « 12 Avril » et la contestation au sein de la CGT autour du Pacte de responsabilité.

La grève des cheminotEs a été le premier mouvement d'ampleur nationale d'une
50 fraction de la classe ouvrière contre le gouvernement, l'expression d'un mécontentement profond qui a obligé la direction de la CGT à aller bien au-delà de ce

qu'elle voulait .

Elle n'a pas pu imposer un retrait de la réforme, mais elle a posé la question du nécessaire affrontement en montrant le visage du pouvoir Hollande-Valls, celui d'adversaires décidés à tout pour briser la résistance ouvrière. Elle montre une nou-
10 velle fois le piège du dialogue social et des faux-semblants parlementaires, ainsi que le rôle que joue la classe ouvrière dans la société et qui lui donne sa force. Par la grève, elle peut bloquer toute l'économie. La grève et le changement de climat vis-à-
15 vis du gouvernement sont aussi, dans le prolongement de l'abstention et du score « historiquement » bas du PS aux municipales et aux européennes, l'expression de la rupture des classes populaires avec le libéralisme de gauche, ami du libéralisme de droite. Le rejet devient rupture et potentiellement volonté d'en découdre.

La mobilisation contre le barrage absurde de Sivens, la mort de Remi Fraisse assassiné par l'acharnement policier du gouvernement intervient comme le sym-
20 bole de cette rupture qui débouche sur une attitude de plus en plus répressive de Hollande-Valls.

Cette rupture, combinée à la « modernisation » du PS souhaitée par ses diri-
25 geants, c'est-à-dire la liquidation de tout ce qui pourrait être une référence à son passé, souligne le besoin de reconsidérer l'habitude de pensée qui consiste à voir le clivage droite-gauche comme une expression déformée du clivage social entre bourgeoisie et classe ouvrière. La gauche
30 libérale appartient au monde institutionnel bourgeois, elle est une force politique qui ne vise qu'à servir les intérêts de l'oligarchie financière et du grand patronat contre les travailleurs et les classes
35 populaires. Elle participe d'une grande coalition pour imposer l'austérité aux travailleurs/euses et aux peuples. Ces dernier-e-s ont rompu avec elle, avec les illusions qu'ils/elles avaient sur elle en France comme, à des degrés divers, dans l'ensemble des pays d'Europe en particu-
40 lier en Grèce et en Espagne.

Cette rupture est le point de départ de la reconstruction d'une conscience de classe, associant anciennes et nouvelles

générations, dans les mobilisations et
1 les campagnes politiques, pour redonner sa légitimité à une démarche transitoire
5 qui, partant des exigences les plus immédiates, pose la question du pouvoir.

9) L'improbable renaissance d'un courant réformiste indépendant des institutions et du parti socialiste

10 La profondeur de la crise, l'âpreté de la lutte des classes rendent bien improbable le renouveau du réformisme sous forme d'un antilibéralisme. L'intégration à la bourgeoisie des partis issus de la social-démocratie
15 comme l'évolution des PC l'attestent. Toute prétention à changer le système de l'intérieur, au sein même des institutions, rentre en contradiction avec la réalité et s'avère vite illusoire, provoquant conflits
20 et crise comme aujourd'hui dans le Front de gauche.

L'appel à la VIè République dont Mélen-
25 chon compte se servir comme d'un marchepied pour l'élection présidentielle ne remet pas en cause le caractère antidémocratique des institutions parlementaires
30 bourgeoises, quel que soit le numéro de la République. Nous défendons pour notre part une démocratie révolutionnaire en rupture avec le capitalisme et ses insti-
35 tutions, qui supprime la présidence de la République et le Sénat, qui impose la proportionnelle à tous les échelons, qui limite le salaire des élu-e-s au salaire
40 moyen et instaure leur révocabilité, l'organisation des salarié-e-s et de la population sur les lieux de travail et les quartiers pour qu'ils soient en mesure de décider et de contrôler la marche de la société.

45 Les « frondeurs » du PS, de leur côté, sont intimement liés au capitalisme, aux institutions et au parti qui les nourrit. Cela ne veut pas dire qu'il est impossible de voir apparaître des partis ou des coa-
50 litions réformistes antilibérales, comme on le voit dans différents pays d'Europe, autour du Parti de la gauche européenne (Front de gauche, Syriza, Die Linke, l'ex PRC italien...). Mais ces organisations sont
50 condamnées, tant qu'elles refusent de poser la question du nécessaire affrontement avec l'Etat et la bourgeoisie, à s'adapter aux

1 institutions pour gérer l'ordre existant.
 Les forces de la gauche antilibérale (politiques, syndicales ou associatives) incarnent cependant une forme de rupture avec les PS libéralisés. Cela doit nous encourager à mener une politique vis-à-vis d'elles visant l'unité pour les mobilisations sans rien lâcher de nos propres perspectives anticapitalistes et révolutionnaires.

III. Le NPA, un instrument pour la reconstruction du mouvement ouvrier et pour la révolution

10) Reconstruire une conscience de classe

L'enjeu de la période est la reconstruction du mouvement ouvrier, d'une conscience de classe politique. Cela passe par des expériences de luttes permettant d'unifier des secteurs en apparence sans lien (cheminot-e-s, intermittent-e-s, ZADistes, etc.), différentes générations, différentes histoires ou expériences militantes (militants issus des années 70 notamment dans les syndicats, Bonnets rouges, jeunes générations pas encore syndiquées, mouvements associatifs ou de solidarités influencés par les libertaires...). Par des expériences qui changent le centre de gravité dans le mouvement ouvrier en faveur d'un affrontement global avec la classe dirigeante, une grève générale qui aille jusqu'au bout.

On l'a vu dans la dernière période, entre le 12 Avril et la grève des cheminots, la question politique et la question sociale se rejoignent. En pratique, toute exigence sociale, défense du service public, lutte contre les licenciements ou pour l'augmentation des salaires, lutte contre la précarité et le chômage, prend nécessairement une dimension politique où les salarié-e-s se trouvent confronté-e-s au conseil d'administration de l'oligarchie financière, le gouvernement.

Cela implique pour nous d'aborder les luttes, la grève dans leur dimension politique, de les considérer comme des moyens de faire de la politique pour gagner l'opinion, l'adhésion et la solidarité

de la population. Elles ne sont pas un simple affrontement entre patron ou direction et salarié-e-s, elles sont aussi un moyen pour changer le rapport de force politique, aider à l'émergence d'une conscience de classe.

La conscience de classe ne peut se limiter à l'affrontement immédiat entre patrons et salarié-e-s, elle est la conscience d'appartenir à une classe qui a un rôle historique à jouer, un rôle révolutionnaire pour conquérir le pouvoir de décider et de contrôler la marche de la société, pour la conquête d'une démocratie complète et la disparition des classes sociales.

Une grande radicalité sans le souci de la dimension politique de la lutte par rapport aux intérêts généraux, sans le souci de l'unité du monde du travail, peut avoir des conséquences négatives, isoler, prêter le flanc à la répression. C'est encore plus vrai dans une période de recul.

Nous œuvrons à la construction des luttes, à leur auto-organisation pour imposer des victoires, même partielles. Nous mettons en avant une autre façon de militer, notamment dans les syndicats, indépendante des institutions même si nous y participons (commissions administratives, comités d'entreprises, CHSCT, etc.), tournée vers le militantisme de terrain.

C'est ainsi que, dans le mouvement des cheminot-e-s, nous avons défendu le retrait de la loi, la construction de l'auto-organisation, de comités de grève, d'AG unitaires entre syndicats, d'échéances de mobilisations communes entre CGT, Sud et FO.

Le contexte politique, la crise et les débats qui traversent, les syndicats, en particulier la CGT mais aussi Solidaires, posent en des termes nouveaux l'activité de nos militant-e-s dans le mouvement syndical et le lien entre syndicats et partis. Il s'agit de reconstruire une conscience de classe politique. Il faut partir des réalités concrètes de notre intervention pour élaborer une politique qui aide les mobilisations, les prises de conscience combinant processus de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires et rassemblement dans sa diversité du monde du

travail contre le patronat et son État. 1
 En particulier, il est possible de faire un saut dans la construction d'oppositions syndicales dans la CGT : nous encourageons les débats, les regroupements face à la direction confédérale pour contribuer à la construction d'un pôle clairement opposé à la collaboration de classe incarnée dans le dialogue social, au gouvernement et à sa politique. Il ne s'agit pas de casser l'unité mais de déborder les directions bureaucratisées en entraînant les militants qui commencent à rompre avec elles, y compris au sein des appareils.

11) Une opposition du monde du travail contre le gouvernement et le MEDEF

Le PS arrive au bout d'un « cycle historique » selon les mots mêmes de Valls. Sa crise suscite une agitation à gauche pour envisager la constitution d'une majorité alternative à travers de nouvelles combinaisons parlementaires entre la gauche du PS, EELV et le Front de gauche.

Ces deux faits politiques remettent en discussion la pertinence et le contenu de la formule de l'opposition de gauche. Cette dernière peut laisser entendre que nous pourrions nous inscrire dans « un nouveau front large à gauche porteur de majorités alternatives » pour reprendre la formule d'Ensemble qui reprend à son compte l'orientation du PC et du PG. Cette politique est selon nous une impasse qui prépare de nouvelles défaites. S'opposer au gouvernement et au Medef, c'est mener une politique de classe indépendante de toute manœuvre et combinaison parlementaires et non bluffer les classes populaires sur une nouvelle majorité vraiment à gauche.

Le débat avec le FDG et ses différentes composantes, avec ses militantEs et ses proches, avec les militantEs et équipes syndicales qu'ils influencent a pris un autre contenu. Notre politique unitaire ne se confond d'aucune façon avec les discussions en vue d'une majorité de gauche alternative, quelles que soient, par ailleurs, les divergences entre le PC et le PG, sur la façon d'y aboutir. Agir pour construire l'unité contre la politique du gouvernement implique d'écarter toute

1 confusion ou ambiguïté.
 Nous avons besoin de souligner le contenu social – une opposition du monde du travail – et le contenu politique de notre démarche. En effet, il ne s'agit pas pour nous d'opposer mobilisations sectorielles, de type syndical, et mobilisations politiques comme le 12 Avril. De telles manifestations, le collectif AAA, peuvent contribuer à unifier le mouvement ouvrier contre le gouvernement. Il ne s'agit en aucun cas pour nous d'aboutir à un programme politique pour une alternative de gouvernement. Il ne peut y avoir d'unité de la classe uniquement « par en bas », construire l'unité, y compris partielle (Bretagne, Palestine...) sur telle ou telle lutte exige une politique vis-à-vis des directions, des appareils car ils continuent d'influencer des secteurs entiers de notre camp social.

12) A travers toutes les mobilisations, unir notre camp social

Même si nous sommes convaincus que le changement de rapport de force passe fondamentalement par la convergence des luttes du monde du travail, nous sommes aussi convaincus que toutes les luttes contribuent à la reconstruction de la conscience de classe et à l'affaiblissement du gouvernement et du patronat.

Les mobilisations de solidarité avec la Palestine dont la campagne BDS, avec le peuple kurde, contre les interventions militaires de la France, la solidarité avec les révolutions arabes posent des questions politiques de fond. Nous soutenons les mobilisations démocratiques des peuples qui portent en elles une dimension anti-impérialiste progressiste, tout en nous réclamant du monde du travail et de la révolution comme seule solution pour une indépendance nationale réelle, démocratique instrument pour une coopération des peuples vers le socialisme.

Nous intervenons dans les mobilisations écologistes, et en particulier lors du sommet climatique, en y portant la nécessité du pouvoir des travailleurs/euses pour contrôler la finalité de la production au travers d'une planification démocratique : s'il y a une thématique qui ne peut pas trouver de solution dans le cadre du capitalisme et qui prouve

l'urgence d'une révolution, c'est bien l'écologie. Les revendications comme la sortie urgente du nucléaire et des énergies fossiles (et donc bien-sûr l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste), la socialisation du secteur de l'énergie au sein d'un monopole public, l'arrêt des « grands projets inutiles » sont au cœur de notre démarche transitoire. Dans les mobilisations contre l'extrême droite, nous œuvrons à la construction d'un mouvement unitaire, nous travaillons à l'unité militante entre les secteurs réformistes et libertaires. Cet objectif est au cœur de toutes les luttes tant il concentre le recul global de la société.

Dans les luttes pour les droits des femmes ou des LGBTI, qui ont mobilisé largement dans la période récente, nous combattons les divisions et le sectarisme qui affaiblissent considérablement ces mouvements, nous combattons pour l'unité du mouvement. Nous proposons des revendications et des formes d'actions cherchant à lier les différents courants, à construire l'unité de l'ensemble des luttes d'émancipation, à mobiliser largement, à les lier au combat global pour l'émancipation sociale. Nous œuvrons également à la (re)construction de courants féministe et LGBTI lutte de classe.

La lutte contre le racisme est également un élément essentiel à la fois de construction de l'unité de notre camp social, de lutte contre le gouvernement et contre l'influence de l'extrême-droite. Nous soutenons et aidons à construire les mobilisations contre les démantèlements des camps de Roms, contre la chasse aux sans-papier-e-s, pour la régularisation des tout-e-s les sans-papier-e-s, pour l'accueil des réfugié-e-s, pour l'ouverture des frontières, pour l'égalité des droits. Dans les quartiers populaires, la lutte contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme est essentielle pour combattre l'influence grandissante des courants réactionnaires d'extrême droite ou religieux.

Nos interventions trouvent leur cohérence dans l'opposition au gouvernement et au patronat, au système capitaliste dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Nous sommes maintenant souvent

confrontés à la présence de courants radicaux, libertaires ou autonomes, parfois très hostiles aux partis ou aux organisations traditionnelles. Ces courants pacifistes ou parfois violents incarnent une forme de révolte contre la société et les partis. Si nous pouvons les côtoyer et construire certaines mobilisations avec eux, notamment lorsque les organisations traditionnelles en sont absentes, nous nous opposons à leurs orientations et comportements qui marginalisent et aident les appareils à justifier leur passivité. Au contraire, nous travaillons pour l'unité démocratique des mouvements afin d'aider à unifier les secteurs traditionnels et la fraction de la jeunesse qui se politisent et se radicalisent tout en défendant nos propres orientations et mots d'ordre.

13) Poser la question du pouvoir, œuvrer au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires

Le débat sur la politique pour les luttes rejoint celui du contenu de l'alternative politique, d'un gouvernement anticapitaliste et révolutionnaire dont le programme, nécessairement transitoire, concentrerait ses mesures contre la propriété et l'État. Ce gouvernement véritable émanation de l'auto-activité des masses, serait un instrument vers le pouvoir des travailleurs. Notre politique inscrit les luttes dans une perspective de rupture avec le capitalisme et les institutions. Elle consiste, à partir de l'expérience collective sociale et politique des travailleurs, à mettre à nu les rapports de classes et la logique qui commande aux politiciens leurs actes.

Nous mettons en avant dans notre intervention la question du pouvoir et de la remise en cause de la propriété privée, par des revendications transitoire anticapitalistes.

Nous indiquons une méthode, une « hypothèse stratégique » : la généralisation des luttes, la grève générale contre le patronat et le gouvernement, le développement des luttes immédiates en luttes politiques contre la bourgeoisie dans son ensemble, pour poser la question du pouvoir.

1 C'est à travers l'ensemble de ce travail que se construit notre parti, non pas par en haut, mais au cœur même du monde du travail et de la jeunesse.

5 **Cette démarche se combine avec la volonté politique de rassembler dans un cadre démocratique toutes les forces qui se revendiquent de l'anticapitalisme et de la révolution. Mais la question ne se pose plus dans les mêmes termes qu'au moment de la fondation du NPA, les clarifications politiques s'imposent.**

Pour autant, nous gardons la préoccupation de nous adresser aux composantes anticapitalistes d'Ensemble, à LO, à Alternative libertaire, à des équipes militantes locales – dont certaines au Front de gauche – ou syndicales. Nous leur proposons des débats et des collaborations dans les luttes et les élections sur la base d'un programme anticapitaliste et d'une démarche transitoire. Au contraire, si nous débattons et construisons les luttes avec tout le monde, nous rejetons la possibilité d'accords programmatiques et électoraux avec le Front de gauche et EELV aux élections régionales, législatives et présidentielles prochaines. Dans cette perspective, le NPA se prépare dès ce congrès à présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire en 2017.

Notre parti est un creuset où se confrontent, se dépassent les histoires comme les générations.

35 Nous ne pourrions construire un parti que si nous raisonnons en termes de processus, si nous pensons notre politique en relation avec l'évolution des rapports de force, les évolutions au sein des organisations du mouvement ouvrier... Cette démarche est au cœur même de l'idée de regroupement des anticapitalistes, elle implique une rupture avec les politiques de construction autotournée des petits groupes. Les pratiques militantes, les conceptions politiques différentes ont toute leur place dans notre parti à partir du moment où elles se placent dans un cadre de débat démocratique et d'action commune.

50 **Cette politique ne s'arrête pas aux frontières de l'hexagone. Nous militons pour le regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires à l'échelle européenne,**

et aussi, avec nos modestes moyens, internationale.

14) Tourner la page de la crise du NPA

La crise du NPA trouve, pour une part, son origine dans l'illusion qu'il pourrait exister des raccourcis sur la route de la construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire, sur la surestimation du rapport de force entre les révolutionnaires et les réformistes. Ces illusions étaient accompagnées d'un manque de fermeté par rapport aux antilibéraux ou d'une grande difficulté à avoir une politique vis-à-vis de ces derniers autre que la dénonciation, c'est-à-dire, au final, le manque de confiance dans nos propres idées, nos propres capacités collectives à formuler une politique de parti pour intervenir dans les luttes de classes. Il ne s'agit pas de savoir comment on se positionne par rapport aux uns ou aux autres, LO ou le Front de gauche, mais avant tout de définir notre propre politique.

Nous devons en toutes circonstances développer une démarche, une politique de parti. C'est aussi le moyen de combattre nos faiblesses organisationnelles. Des rapports démocratiques et efficaces ne peuvent se construire que sur la base d'une volonté d'indépendance politique pour œuvrer à la renaissance d'une conscience de classe politique. C'est sur cette base que se construit la solidarité de parti, au contraire de la méfiance réciproque et de la construction parallèle de chaque courant.

De plus, les problèmes de fonctionnement que nous connaissons, s'ils sont en partie liés à nos difficultés politiques, doivent aussi être l'occasion de nous confronter aux difficultés inhérentes à la construction d'organisations quelles qu'elles soient : formation des militant-e-s, répartition des tâches, construction d'une confiance et d'une solidarité de parti qui nous permettent de militer ensemble et de tirer des bilans collectifs... Ces problèmes ne se résoudront pas par des mesures administratives mais par des débats politiques de fond brassant les différentes traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, les expériences récentes d'auto-organisation, l'apport de

différentes générations et courants.

Répondre aux difficultés de la situation nationale et internationale, réussir à faire du NPA un outil utile à la reconstruction d'un mouvement ouvrier révolutionnaire nécessite de trouver les moyens de surmonter collectivement notre crise de direction.

Depuis les débuts du NPA, nous connaissons une crise de direction rampante. Marquée d'abord par une volonté démagogique de donner des gages de la rupture avec la LCR, la direction du NPA a provoqué la mise en retrait de nombreux camarades expérimentés qui ont manqué dans les comités et n'a pas cherché à armer politiquement les nouveaux. Ce manque s'est ressenti dans la difficulté à associer dans la durée les nouveaux-nouvelles venus à la politique. Nombreux sont éloignés, non seulement sur des désaccords politiques mais aussi parce que le NPA ne leur donnait pas d'aliment pour développer une activité politique, ne construisait pas une volonté consciente de « faire parti ensemble ».

La rupture de la GA a entraîné le départ de nombreux cadres, affaiblissant encore le NPA et son potentiel de direction. Ce qui a renforcé les tensions fractionnelles. On se trouve dans une situation où les comités, et régions doivent compter sur leurs ressources pour faire face aussi bien aux activités du quotidien qu'à des situations aux enjeux politiques plus importants comme les Bonnets Rouges en Bretagne. Là où il y a des militant-e-s ayant la préoccupation de fonctionner collectivement et d'impulser l'activité quotidienne qui se sont réimpliqués ou qui se sont formés, les comités tiennent le coup mais peinent à se renforcer et se développer. C'est à travers une politique globale de formation autour des conceptions marxistes que le NPA pourra aider à l'émergence de tels militant-e-s, des cadres pour notre organisation.

Au stade actuel, le CPN et le CE sont paralysés par l'incapacité de débattre politiquement sans procès d'intention, prendre des décisions et les mettre en musique, constituer des équipes pour assurer le suivi des régions, des commissions et

1 définir une politique d'intervention en
relation avec nos forces et nos réalités (y
compris contrastées). Souvent aussi par
le manque de transparence et de respect
5 des cadres collectifs. Les difficultés à im-
pulser les campagnes électorales munici-
pales et européennes, la souscription, la
formation sont l'expression de cette crise
de direction.

10 **Surmonter cette crise signifie mettre en
place à travers ce congrès des équipes au
niveau national (CPN-CE) de militantEs
décidéEs à travailler ensemble, sans
ignorer les nuances et les divergences
15 qui existent sur des questions particu-
lières mais animéEs de la volonté de les
dépasser pour permettre la construction
du parti. Une équipe qui rompe avec
le fonctionnement actuel, ce sera une
20 équipe qui fasse vivre chaque instance
sans craindre aucun débat, condition
indispensable pour construire des rap-
ports de confiance. Chercher le débat
politique en réunion, partager les dé-
25 bats et les expériences aussi bien en par-
tant du CPN vers les comités que dans
l'autre sens, cela veut dire du temps, de
l'implication personnelle pour faire le
compte-rendu des réunions, se déplacer
30 pour animer les commissions, les for-
mations, assurer les liens entre le comi-
tés, les commission et les instances de
direction au plus près des besoins et des**

préoccupations des militantEs. C'est in-
dispensable pour renforcer la cohésion
politique de l'organisation et se donner
une chance d'être au rendez-vous des
luttons et des bouleversements politiques
qui sont devant nous.

**15) Une politique pour nous
construire**

Nous avons besoin d'une politique de re-
crutement, convaincre autour de nous,
éduquer, former, cultiver, aider à militer
celles et ceux qui nous entourent en parti-
culier sur les lieux de travail.

Les comités sont le cadre de discussion
et d'élaboration de cette politique de
construction que ce soit sur les lieux de
travail, dans les quartiers ou sur les ly-
cées ou les facs. Ils prennent en charge
la formation politique, par des débats sur
l'actualité, l'histoire, la théorie marxiste.
Les fédérations prennent aussi en charge
la formation par des stages régionaux ou
départementaux.

Alors que le NPA avait constitué un saut
positif dans l'intervention dans la classe ou-
vrière et la jeunesse, notre intervention est
aujourd'hui en net recul. Il est urgent de re-
construire la CILT nationale et les branches,
de leur donner des moyens de diffusion et
d'élaboration collective (bulletins internes,
tracts, réunions nationales...). Chaque co-
mité doit aussi avoir la préoccupation de

construire une intervention dans une entre- 1
prise, publique ou privée, ou en direction de
la jeunesse (université, lycée, CFA...). Il est
nécessaire de faire des points réguliers sur
la question, travailler à éviter l'isolement de 5
nos camarades dans les entreprises, assurer
le lien entre tous les secteurs du parti.

La faiblesse de la diffusion de notre presse
est un élément de mesure de notre rayon-
nement politique, c'est à dire de notre 10
capacité collective à défendre nos idées en
nous tournant vers l'extérieur. Nous de-
vons à court terme remettre en place des
débats stratégiques par des conférences
publiques, voire une revue trimestrielle 15
spécifique.

C'est aussi la voie pour sortir de notre crise
de direction. Des rapports de confiance ne
pourront renaître que d'un réel débat po-
litique ouvert qui ne soit pas prisonnier 20
des luttes de tendances et qui ne se limite
pas au moment du congrès, un débat en
lien avec les tâches de construction et
d'intervention.

Avancer dans ce sens implique un choix, 25
une volonté politique qui suppose que
nous soyons, les uns et les autres, toujours
d'accord pour travailler, ensemble, au re-
groupement des anticapitalistes et des ré-
volutionnaires en vue de la construction 30
d'un parti pour la transformation révolu-
tionnaire de la société, pour le socialisme
et le communisme.

35 **Texte 3 : Pour un parti utile et implanté dans le monde du
travail et la jeunesse. Tourner la page d'une orientation
polarisée par l'interpellation des réformistes**

40 **Construire un NPA révolutionnaire**

*Armelle (CPN-CE, 92N), Catherine (CPN,
93), Christophe (CPN, 14), Claude (CPN, 78),
Damien (CPN-CE, 59), Daniela (CPN-CE, 93),
45 David (CPN, 13), Gaël (CPN, 57), Gaël (CPN-CE,
92N), Guillaume (CPN-CE, 75), Jean-Bap-
tiste (CPN, 92N), Jean-François (CPN, 93),
Jean-Philippe (CPN-CE, 75), Laura (CPN, 93),
Léa (CPN, 92N), Marie-Hélène (CPN-CE, 76),
50 Mathilde (CPN-CE, 92N), Mina (CPN, 92N),
Oriane (CPN, 72), Régis (CPN, 76), Vincent
(CPN, 68), Virginia (CPN, 75), Xavier (CPN-CE,
92N), Yann (CPN, 75), Annie (CPN/85),*

*Christian (CPN/78), Claude (CPN/78), Daniela
(CPN/CE/93), François (CPN/85) Guillaume,
(CPN/CE/75) Jean-Baptiste (CPN/93), Laura
(CPN/93) Nicolas (CM/93), Sarah (CPN/75),
Vincent (CPN/68), Jacques (CPN/68), Tess
(CPN, 51), Jérémy (CPN/69), Angela (CPN/75),
Gabriel (CPN/92N), Dimitri (CPN/92N), Mar-
celo (CM/75).*

*Le contexte dans lequel se présente ce
congrès est celui d'une crise profonde du
NPA (perte d'effectifs, baisse de l'activité*

*militante, crise de direction...). Face à
l'exacerbation de la crise capitaliste, au
discrédit général de la gauche, à la désori-
entation et à la confusion croissantes, 45
les choix fondamentaux de la direction
du NPA depuis sa fondation ont consisté
à accompagner cette situation en menant
une politique suiviste vis-à-vis des réfor-
mistes comme lors des élections régionales 50
et municipales hier ou des collectifs trois
A aujourd'hui. Au contraire, lorsque nous
avons mené une politique indépendante de*

1 celle des réformistes (*Bonnets rouges, Pa-*
lestine), nous avons gagné en lisibilité vis-
 à-vis du monde du travail et de la jeunesse.
 C'est pourquoi il faut aujourd'hui rompre
 5 définitivement avec cette politique, ce que
 ne font aucune des deux plateformes is-
 sues de la majorité. L'une – la plateforme 1
 – propose de continuer la même politique,
 tandis que l'autre – la plateforme 2 – reste
 10 à mi-chemin en proposant de changer les
 formules sans pour autant clarifier concrè-
 tement nos rapports avec les réformistes
 sur le terrain politique et électoral.

Nous pensons au contraire qu'il nous faut
 15 défendre une orientation de front unique
 dans les luttes, mais refuser tout front po-
 litique et électoral avec les courants réfor-
 mistes du Front de gauche ; centrer notre
 activité sur le développement des mobilisa-
 20 tions et de l'organisation des travailleurs et
 de la jeunesse, en premier lieu dans les en-
 treprises ; comprendre et affirmer qu'une
 alternative politique, une perspective de
 25 pouvoir issue des mobilisations des ex-
 ploités et des opprimés, ne pourront surgir
 qu'en dehors des institutions.

Cette orientation découle de notre compré-
 hension de l'actualité d'un projet révolution-
 naire. Comme nous l'écrivons dans notre
 30 plateforme : « La transformation révolution-
 naire de la société, c'est la révolution socia-
 liste ; la rupture avec les institutions, c'est le
 renversement de l'Etat et son remplacement
 par un pouvoir des travailleurs basé sur des
 35 organes de démocratie ouvrière et populaire.
 Les travailleurs ont à y jouer un rôle central,
 car ce sont eux qui ont les moyens de bloquer
 l'économie par la grève générale et d'ouvrir
 ainsi la possibilité de la prise du pouvoir.
 40 Notre objectif à long terme est celui d'une
 société communiste, débarrassée de toute
 forme d'exploitation et d'oppression, capable
 d'en finir avec la destruction systématique de
 la nature ainsi qu'avec la division entre tra-
 45 vail intellectuel et travail manuel. »

C'est autour de ces objectifs que le courant An-
 ticapitalisme et Révolution et le Courant Com-
 muniste Révolutionnaire se sont regroupés ;
 nous sommes convaincus que ces objectifs
 50 sont partagés par bien d'autres, et c'est pour-
 quoi nous regrettons qu'à ce stade, les cama-
 rades de l'Étincelle et de la Tendence Claire
 aient fait le choix de présenter des plateformes

séparées. Ce congrès doit être l'occasion de
 faire converger tous ceux qui souhaitent dé-
 fendre ces perspectives politiques et rompre
 avec l'orientation qui a contribué à maintenir
 le NPA dans la crise actuelle.

1. UNE SITUATION GÉNÉRALE DE CRISE ET D'INSTABILITÉ

1.1. Un monde capitaliste tourmenté et instable

1.1.1. La crise économique mondiale ou-
 verte en 2008 ne montre aucun signe de
 solution. La « reprise » a fait long feu.
 Cette crise touche maintenant des régions
 du monde jusqu'alors épargnées, comme
 l'Amérique latine. La croissance ralentit
 en Chine, où des contradictions de tout
 type s'accumulent. L'arrivée de la crise
 dans les pays dits « émergents » affecte les
 économies de tous les vieux pays dévelop-
 pés. Plusieurs pays d'Europe de l'Ouest,
 dont la France, sont au bord de la réces-
 sion. Les contradictions de l'Union euro-
 péenne (UE) et de la zone euro, construc-
 tions bancales qui ne parviennent pas
 à unifier les intérêts et les politiques des
 différentes bourgeoises européennes,
 ressurgissent. La crise des dettes souve-
 raines en Europe, et en conséquence celle
 de l'euro, se font à nouveau menaçantes.

1.1.2. À la crise économique s'ajoute une
 crise environnementale d'une ampleur
 inégalée. Le réchauffement climatique
 et l'épuisement des ressources fossiles –
 conséquences directes de la course aux pro-
 fits capitalistes – atteignent un niveau tel
 que les conditions de reproduction de la vie,
 naturelle et humaine, commencent mainte-
 nant à être menacées. Ce sont les classes
 populaires, notamment dans les pays les
 plus pauvres, premières victimes des ca-
 tastrophes climatiques à répétition, qui en
 paient dès à présent le prix. Les gouverne-
 ments bourgeois répondent par des me-
 sures partielles, inscrites dans les canons
 du néolibéralisme (droits à polluer, etc.),
 qui sont totalement incapables d'inverser le
 processus de dégradation en cours.

1.1.3. La mondialisation néolibérale

s'accompagne d'une recrudescence des ten- 1
 sions et affrontements entre grandes puis- 1
 sances – Russie contre OTAN en Ukraine,
 Chine contre Japon (soutenu par les USA)
 en Extrême-Orient –, plus généralement 5
 des guerres entre Etats, blocs d'Etats et cli- 5
 ques bourgeoises, avec dans ce cadre une
 montée de la barbarie. C'est au Proche-
 Orient que ces tendances sont aujourd'hui
 les plus manifestes, incarnées par les suc- 10
 cès de Daesh et la nouvelle intervention
 impérialiste sous direction états-unienne.
 Dans le même temps, des forces populaires
 continuent à résister, dans des conditions
 très difficiles et une indépendance relative 15
 vis-à-vis des régimes bourgeois de la région
 et des puissances occidentales. Leur com-
 bat, avec toutes ses contradictions, exprime
 la permanence de la lutte des peuples et en
 particulier la continuité des « révolutions 20
 arabes » en dépit des reculs et des répres-
 sions subis.

1.1.4. De même assiste-t-on, face aux
 désordres grandissants dans de larges 25
 parties du monde, saccagées par les poli-
 tiques néolibérales, à une recrudescence
 des interventions militaires impéria-
 listes. C'est le cas aujourd'hui en Irak et
 en Syrie, où les Etats-Unis et leurs alliés 30
 – dont la France – tentent de réimposer
 un ordre bourgeois et impérialiste viable
 après les effets catastrophiques de leurs
 deux guerres en Irak, ainsi qu'au Mali et
 en Centrafrique où l'impérialisme fran- 35
 çais se trouve en première ligne. Notre
 opposition résolue à ces interventions va
 de pair avec une solidarité active envers
 les peuples et les forces qui résistent à la
 guerre et à la barbarie, en agissant en de- 40
 hors de l'agenda des grandes puissances.

1.1.5. La poursuite de la crise économique
 mondiale entraîne deux types de consé- 45
 quences. D'un côté, les bourgeoisies ag-
 gravent leur offensive contre les classes
 populaires afin de défendre ou rétablir leurs
 taux de profits. De l'autre, depuis l'irruption
 des révolutions arabes, des mobilisations et
 révoltes de masse touchent la plupart des 50
 régions du monde (Etat espagnol, Bosnie,
 Turquie, Brésil, Burkina-Faso, etc.). Mais
 ces grands mouvements de lutte ont pour

1 caractéristique commune de n'avoir ni direction claire, ni objectif un tant soit peu défini de transformation sociale : les masses en lutte savent ce dont elles ne veulent plus, mais pas par quoi remplacer l'existant. Cette carence permet aux bourgeoisies de garder le contrôle de la situation et de poursuivre leurs attaques. Cela génère aussi, par endroits, des processus de décomposition favorisant l'émergence de mouvements ultra-réactionnaires voire fascistes ou fascisants.

1.1.6. Les salariés et les secteurs populaires sont globalement à la défensive. Leur capacité de résistance sur les lieux de travail est affaiblie par les politiques de restructuration productive permanente, et ils restent sans solution face à l'adaptation croissante au néolibéralisme et à la crise de leurs vieilles organisations, politiques et syndicales. Ils n'ont jamais cessé de lutter mais, jusqu'à présent, les expériences de lutte et les processus de radicalisation n'ont pas pu se cristalliser de façon durable dans de nouvelles organisations de classe et de masse. La reconstruction du mouvement ouvrier sur le plan de l'organisation et des idées, le développement d'une force politique anticapitaliste et révolutionnaire, sont deux tâches interdépendantes qui ne peuvent être menées que de front.

1.2. Une exacerbation de la crise sociale et politique

1.2.1. Pour le capital, la fonction du gouvernement Hollande-Valls est de faire le sale boulot que Sarkozy n'avait qu'esquissé, de façon à résoudre le différentiel de compétitivité dont le capitalisme français souffre vis-à-vis de ses principaux concurrents. Mais cette politique entraîne aujourd'hui la rupture des classes populaires avec le gouvernement et le Parti socialiste. La prise de distance d'alliés du PS (Europe écologie – les Verts) et le phénomène des « frondeurs » du PS – par-delà leurs évidentes inconséquences et calculs politiques – en sont une conséquence directe.

1.2.2. La crise concomitante de l'UMP fait que c'est le dispositif traditionnel de domination

politique de la bourgeoisie, basé depuis 1981 sur l'alternance droite-gauche, qui est également entré en crise. Ebranlée comme le PS par les scandales, écartelée entre les ambitions de ses différents « présidentiables », l'UMP peine à trouver sa place face à la pression du Front national d'un côté, à la droitisation du PS de l'autre. À la rupture des classes populaires avec le PS s'ajoute, au niveau de l'ensemble de la société, un rejet croissant de la politique et des partis. C'est l'expression hexagonale de la crise des mécanismes de représentation démocratiques bourgeois que connaissent la quasi totalité des pays d'Europe.

1.2.3. Réceptacle d'un vote-sanction anti-système et anti-UE, le FN est aujourd'hui le principal bénéficiaire de cette situation. Produit de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, la progression de ses idées pourrait handicaper durablement la capacité des classes populaires à s'organiser de façon indépendante. La lutte contre le FN doit se mener autour de la dénonciation de son caractère pro-capitaliste et réactionnaire, la démonstration qu'il est le pire ennemi des travailleurs et des opprimés.

1.2.4. Après s'être divisé lors des municipales sur ses rapports au PS et donc au gouvernement, le Front de gauche est mal en point. Il se retrouve aujourd'hui écartelé entre l'orientation de la direction du PCF, qui pour défendre ses dernières positions électorales reste collée à « la gauche » et vise à une nouvelle Union de la gauche avec les « frondeurs » et les Verts, et celle impulsée par Mélenchon, qui mise sur l'émergence d'un mouvement de type Podemos (sans comprendre que celui-ci a surgi dans un contexte de luttes de masse extra-institutionnelles), tout en se posant plus que jamais comme l'homme providentiel. Les uns et les autres maintiennent une stratégie réformiste, électorale et institutionnelle, qui est parfaitement illusoire.

1.2.5. Toutes les directions syndicales continuent à se situer sur le terrain du « dialogue social » avec le patronat et le gouvernement. Dans le même temps, les contradictions sont manifestes au sein de la CGT, en proie

à des tensions récurrentes entre la ligne officielle, collaborationniste, et des secteurs militants mais aussi de l'appareil disposés à en découdre ; de Solidaires, où les dynamiques d'institutionnalisation progressent mais se heurtent aux aspirations et traditions de nombre de militants ; ou encore de la FSU, où ces dynamiques sont plus anciennes et davantage consolidées.

1.2.6. La brutalité de l'offensive patronale et gouvernementale se double d'une répression et d'une criminalisation qualitativement accrues envers tous les mouvements de résistance et de lutte, dans et hors des entreprises. À La Poste, entreprise contrôlée par l'Etat, des responsables syndicaux sont ainsi menacés de licenciement pour fait de grève, et des fonctionnaires de révocation pour la première fois depuis 1953. Pendant l'été 2014, le gouvernement PS a interdit des manifestations de soutien à la Palestine et a fait condamner lourdement plusieurs de leurs participants. Rémi Fraisse a été tué par les forces de répression au cours d'une manifestation : le précédent datait de 1986. Face à cette escalade contre les droits de grève et de manifestation, nous œuvrons à une riposte unitaire de toutes les forces du mouvement ouvrier et démocratique.

1.2.7. Les luttes ouvrières et populaires en France se situent encore en retrait par rapport à celles d'autres pays européens. Elles constituent pourtant le seul facteur capable de débloquer la situation dans un sens favorable aux salariés. Ainsi, au printemps et à l'été 2014, après une séquence électorale marquée par les victoires de la droite et de l'extrême droite, les mouvements de la SNCF et des intermittents, ainsi que la mobilisation en solidarité avec Gaza, avaient sensiblement modifié le climat politique.

1.2.8. Si des luttes massives nationales de la jeunesse comparables au CPE ou au mouvement lycéen de 2008 ne sont pas réapparues dernièrement, des secteurs de la jeunesse ont commencé à se mobiliser contre le gouvernement : mouvement lycéen contre les expulsions en 2013,

1 manifestations en solidarité avec le peuple
palestinien, résistances sur le terrain
de l'écologie (Notre-Dame-des-Landes,
Sivens...), blocages et manifs lycéennes,
5 AG étudiantes suite à la mort de Rémi
Fraisie... Des mobilisations réelles, mais
plus isolées, un peu à l'image de l'épar-
pillement des luttes du monde du travail,
ont vu le jour dans l'éducation, contre les
10 conséquences des politiques d'austérité.
Ces mobilisations expriment un ras-le-bol
généralisé et diffus, mêlé parfois à un rejet
des organisations traditionnelles. Dans
un contexte d'affaiblissement important
15 du gouvernement, qui n'épargne pas les
institutions, et où la classe ouvrière peine
à passer à la contre-offensive, le retour de
phénomènes de radicalisation et de mo-
bilisations à caractère plus massif dans
20 la jeunesse, s'il se confirme, peut être un
élément qui redynamise la situation. C'est
pourquoi le NPA y intervient de toutes ses
forces et cherche à converger avec la nou-
velle génération militante qui y émerge.

25

2. CONSTRUIRE LE NPA AUTOUR D'UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DE CLASSE

30

2.1. Aider notre classe à s'unifier et à reprenre l'offensive, en menant une politique sans concessions envers les réformistes

35

2.1.1. Changer le centre de gravité du NPA

Seule une contre-offensive du monde du
travail et des opprimés pourra inverser
le rapport des forces. A l'heure actuelle,
40 les luttes sont dispersées, défensives
mais loin d'être inexistantes. Le centre
de gravité de l'organisation, de ses dis-
cussions et prises d'initiative, que ce soit
dans les comités, dans les directions in-
45 termédiaires ou dans le conseil politique
national (CPN) et le comité exécutif (CE),
doit être l'intervention dans ces luttes afin
qu'elles se coordonnent et obtiennent des
victoires. C'est sur cette base que les tra-
50 vailleurs et les opprimés commenceront
à se dire que la lutte de classe est la mé-
thode pour s'en sortir.
C'est aussi la capacité à mener de tels

combats victorieux qui peut donner du
poids à nos arguments contre l'extrême
droite, à la dénonciation de son caractère
anti-ouvrier, raciste et réactionnaire, don-
ner envie aux travailleurs et à la jeunesse
de s'opposer au FN comme aux autres
groupes d'extrême droite.

Il ne s'agit pas seulement de soutenir les
luttes qui existent, mais aussi de les im-
pulsuer en y intervenant de l'intérieur et
en y menant notre propre politique. Cela
suppose de combattre la politique des
directions syndicales, en travaillant à re-
grouper les équipes combattives.

Dans la jeunesse, les militants du NPA
visent à construire les mobilisations sur
les lieux d'étude, de formation et de tra-
vail. A partir d'une implantation dans ces
milieux, il est possible de développer une
implantation dans les quartiers popu-
laires. Nous soulignons les intérêts com-
muns que l'immense majorité des jeunes
ont avec les salariés : soutenir les luttes
des travailleurs (comme nous l'avons fait
récemment à La Poste ou à la SNCF) afin
de les aider à remporter des victoires ren-
force les mobilisations de la jeunesse elle-
même et l'ensemble de notre camp social.

2.1.2. Articuler front unique pour l'ac- tion, construction de l'auto-orga- nisation et défense d'une politique indépendante

Nous menons une politique de « front
unique » vis-à-vis des autres courants du
mouvement ouvrier. Mais cela ne veut
pas dire qu'il faille faire n'importe quelle
alliance à n'importe quel moment. Nous
commençons par nous appuyer sur les
franges de notre camp social qui veulent
en découdre, et nous faisons alors tout
ce qui est en notre pouvoir pour qu'un
maximum de forces qui se réclament de
la classe ouvrière et des luttes démocra-
tiques participent à la bagarre.

Nous cherchons à contraindre les directions
réformistes à participer aux mobilisations
qui s'opposent à la politique du patronat
et du gouvernement, car nous savons que
leur participation élargit la mobilisation.
En retour, cet élargissement a tendance
à accroître la confiance des travailleurs
et des jeunes dans leurs propres forces.

Cependant, nous gardons en tête que ces 1
directions ne sont que des alliés tempo-
raires : il s'agit d'utiliser la situation créée
par l'alliance plutôt que de sauvegarder
l'alliance elle-même. Cela implique de don- 5
ner les moyens aux travailleurs de rompre
avec les réformistes quand leur politique
finirait par entrer en contradiction avec les
intérêts vitaux de la lutte. Nous cherchons
en conséquence à promouvoir les moyens 10
qui permettent aux travailleurs de contrôler
eux-mêmes le cours de la lutte (notamment
les AG et comités de grève) et à proposer une
politique de confrontation avec la classe di-
rigeante qui puisse être assumée largement. 15
La question de l'extension des luttes et de
leur convergence est une donnée essentielle
vu l'éclatement actuel de notre camp so-
cial. C'est la généralisation des expériences
d'auto-organisation, dans un contexte de 20
confrontation entre les classes, qui donnera
à notre camp social la force de dépasser les
politiques réformistes et de s'affronter au
système capitaliste, tout en lui permettant
de se transformer lui-même pour devenir 25
capable d'exercer le pouvoir.

2.1.3. A l'opposé du front social et po- litique, pour une politique de front unique

30

Cette politique de front unique est à l'op-
posé de celle du « front social et poli-
tique », qui pose la recherche d'alliances
avec tout ou partie du Front de gauche
comme préalable à l'émergence d'une 35
« alternative politique » ainsi que d'une
dynamique de mobilisation d'ensemble. Il
ne faut pas confondre unité des organisa-
tions et unité de notre classe sociale. Par-
fois, l'unité des organisations peut se faire 40
contre la mobilisation, et l'on doit alors
être capable d'agir seul, en s'opposant à la
politique des autres forces. Les directions
réformistes sont trop intégrées à l'Etat et
aux institutions capitalistes, et leurs liens 45
avec les travailleurs trop faibles pour
qu'elles puissent prendre d'elles-mêmes
la moindre initiative ouvrant la voie à une
mobilisation d'ampleur de notre classe
sociale.

50

C'est précisément quand, par la force des
choses, le NPA s'est fortement distingué de
la politique des réformistes que son écho a

1 été le plus fort. Ainsi, au moment des « Bon-
nets rouges » ou des manifestations inter-
dites sur la Palestine, nous avons su tracer
une ligne correspondant aux besoins et as-
pirations des secteurs mobilisés. Il ne pou-
vait alors être question de commencer par
proposer une « alternative politique » à des
forces réformistes qui restaient passives ou
s'opposaient directement à la mobilisation.
Inversement, lorsque nous avons choisi de
les suivre, comme lors du rassemblement
silencieux organisé le 2 novembre à Paris
en hommage à Rémi Fraisse, cela nous a
empêchés de jouer notre rôle, qui était de
permettre que la colère de la jeunesse s'ex-
prime ; heureusement, l'intervention volon-
tariste d'un secteur de l'organisation aux
côtés des jeunes mobilisés, puis un débat
et des décisions de direction collectives ont
alors permis de rattraper en grande partie
cette erreur.

Face au rejet de Hollande et de Valls par les
classes populaires, les forces réformistes en-
visagent désormais une « majorité alterna-
tive à gauche » avec les Verts et des secteurs
du PS. Dans cette situation, publier avec ces
forces des déclarations affirmant un pro-
jet politique et programmatique commun,
dont on sait pertinemment qu'il n'offre au-
cune perspective véritable (comme cela a
été le cas au sein du collectif dit 3A, « pour
une alternative à l'austérité »), nous handi-
cape pour développer une politique anti-
capitaliste indépendante. La même raison
nous conduit à acter dès à présent l'impos-
sibilité de constituer des listes communes
avec le Front de gauche aux prochaines
élections régionales.

2.1.4. Un programme d'action anticapitaliste

Nous défendons partout en tant que parti, y
compris dans l'ensemble des cadres de front
unique dans lesquels nous intervenons,
les grands axes d'un programme anticapi-
taliste qui favoriseraient une dynamique
de regroupement des luttes et d'affron-
tement d'ensemble ; un programme qui,
partant des conditions et de la conscience
actuelles des exploités et des opprimés,
conduit à une seule et même conclusion : la
nécessité de la prise du pouvoir.
Cela inclut l'interdiction des licenciements/

le refus de toutes les suppressions d'em-
plois, l'augmentation des salaires et leur in-
dexation sur les prix, l'abolition de tous les
contrats précaires, l'ouverture des livres de
comptes des entreprises, le contrôle ouvrier
de la production et des services publics,
l'expropriation des secteurs-clés de l'éco-
nomie et des entreprises qui ferment ou li-
cencient, l'annulation de la dette publique,
la lutte contre l'Union Européenne, pour
une Europe des travailleurs et des peuples.
Nous défendons également une série de
mesures démocratiques radicales comme
l'abolition de la fonction présidentielle et
du sénat, la réduction du salaire des élus
au niveau d'un ouvrier qualifié, leur révo-
cabilité. Nous développons l'idée que c'est le
fonctionnement du capitalisme lui-même,
basé sur la dictature des patrons et des ac-
tionnaires, qui est la plus grande entrave à
la démocratie.

Nous participons pleinement aux luttes
et mouvements féministes, LGBTI, écolo-
giques, antiracistes, avec pour préoccu-
pation non seulement de faire aboutir leurs
revendications mais aussi d'aider l'ensemble
des mobilisations à converger contre le patro-
nat et le gouvernement à son service. Partout
nous défendons un point de vue de classe et
nous œuvrons à construire les mouvements
sur des bases de masse. Dans l'intervention
féministe, cela implique de recentrer nos
préoccupations, débats et interventions sur
les questions qui concernent l'immense ma-
jorité des femmes, en particulier les femmes
travailleuses : égalité face au travail (en pre-
mier lieu salariale), lutte contre les violences
machistes et sexistes, défense des droits re-
productifs des femmes (contraception, avor-
tement, PMA).

Nous ne nous contentons pas de popu-
lariser la nécessité de prendre dans la si-
tuation actuelle les mesures d'un tel pro-
gramme. Nous cherchons à faire en sorte
que les travailleurs et les secteurs popu-
laires en lutte se saisissent d'une partie de
ces mots d'ordre.

Nous expliquons que pour imposer l'en-
semble de ces revendications, il est néces-
saire que les travailleurs s'emparent du pou-
voir politique ; que face à la succession de
gouvernements de droite et de « gauche »
défendant tous les intérêts des patrons,

c'est bien un gouvernement des travail-
leurs qu'il faudrait mettre en place. Dans
le même temps, les objectifs que nous pro-
posons seront impossibles à atteindre sans
le développement de très grandes mobili-
sations. Faire plier la bourgeoisie, défaire
ses attaques et ouvrir une autre voie, cela
impliquera un mouvement d'ensemble du
type des grèves générales de Juin 36 et Mai
68, dans lequel les travailleurs pourront
prendre conscience de leur force et de leur
capacité collective à changer la société.

2.1.5. Une politique pour le regroupement des révolutionnaires

Prendre au sérieux un tel programme im-
plique de ne pas mettre à égale distance
les courants réformistes et ceux qui se ré-
clament de la révolution. Etant donné que
LO, AL et d'autres groupes à une échelle
plus locale ont avec nous une série de
points d'accords programmatiques, et
qu'ils influencent des jeunes et des tra-
vailleurs qui veulent en découdre avec la
classe dirigeante, nous devons leur propo-
ser systématiquement des initiatives com-
munes : interventions coordonnées dans
la lutte de classe chaque fois que c'est
possible, listes communes aux élections,
initiatives politiques anti-impérialistes...
Les directions de l'extrême gauche ont,
chacune à leur manière, cultivé un secta-
risme confortable. Les désaccords entre les
différents courants sont bien évidemment
réels. Cependant, chaque fois que c'est pos-
sible, l'action commune permet de peser au
maximum sur le rapport de forces, et c'est
aussi à la lumière d'expériences communes
qu'il devient possible de discuter des diver-
gences de manière politique et constructive.

2.2. S'implanter, une tâche centrale pour influencer la lutte des classes

Nous devons rompre avec l'idée que parti-
cipier à une recomposition à gauche autour
d'un « front social et politique » offrirait
un raccourci pour gagner une véritable
influence. Pour développer notre orienta-
tion, il faut en avoir les moyens, c'est-à-dire
disposer de militants capables de jouer
un rôle quand les travailleurs, la jeunesse
et les couches populaires se mettent en

1 mouvement. Cela a été le cas à plusieurs re-
prises ces dernières années (retraites, luttes
contre les fermetures d'usines, Poste, SNCF,
etc.). Sans négliger le travail de soutien ex-
térieur qui peut être très utile et permettre
de nous lier à des travailleurs en lutte, on a
pu constater que c'est là où nous étions im-
plantés en amont que nous avons pu avoir
une influence et défendre une orientation
de la façon la plus efficace. C'est pourquoi
la question de l'implantation et de l'inter-
vention dans la lutte de classes doit être au
centre des préoccupations des différentes
instances de direction.

2.2.1. Centralité de la classe ouvrière

La volonté de s'implanter prioritairement
dans les entreprises est avant tout liée à
notre projet politique : le renversement du
capitalisme par une révolution socialiste.
Nous savons que seule la classe ouvrière,
c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs ex-
ploités, a la capacité, de par la place qu'elle
occupe dans la production et l'économie, de
bloquer la société et de jouer un rôle moteur
dans le renversement du système. La grève
dans les raffineries en 2010, celles de PSA
Aulnay ou encore de la SNCF dernièrement,
montrent que la classe ouvrière, qu'elle soit
industrielle ou des services, est toujours en
situation de jouer un rôle déterminant. Elle
est dans la société la classe largement majori-
taire. Ses potentialités sont bridées par le
déclin et la crise des vieilles organisations
politiques et syndicales, d'origine social-dé-
mocrate ou stalinienne. Mais malgré toutes
les confusions héritées de leurs trahisons,
on voit aujourd'hui entrer en lutte de nou-
velles générations combattives.

2.2.2. L'implantation au centre de nos préoccupations

Nous devons démultiplier nos interven-
tions en direction des entreprises. Chaque
comité du NPA devrait prendre en charge
une ou plusieurs diffusions régulières sur
une entreprise du public ou du privé. Les
directions intermédiaires devraient se
charger de recenser les militants dispo-
nibles, discuter des priorités et organiser
une répartition des forces pour augmenter
le nombre des interventions.

2.2.3. Structurer des bulletins

L'objectif de ces interventions est bien évi-
demment de diffuser les points de vue du
NPA sur l'actualité et notre projet de société,
mais il est aussi de se lier aux salariés, de les
entraîner sur notre politique et d'en gagner
à l'organisation. Seule une intervention ré-
gulière, avec un matériel adapté, permet
de gagner leur confiance. Dans ce cadre,
les bulletins d'entreprise ou de branche qui
partent des préoccupations immédiates des
salariés sont un outil important. Le rôle des
CILT locales et de la CILT nationale devrait
être de centraliser ces différents bulletins et
d'aider à la sortie de nouveaux.

2.2.4. Renforcer le travail de branche et les comités de boîtes

Pour aider à l'intervention, à formuler
une politique pour les différents secteurs,
nous devons renforcer la structuration
des branches (Poste, SNCF, santé, auto-
mobile...) dans le NPA par la tenue de
réunions nationales régulières, de listes
de diffusion permettant d'échanger des
informations précises sur les luttes, l'état
d'esprit des salariés, la publication des
bulletins, etc. De même, partout où c'est
possible, il faut pousser à la construction
de comités de boîtes regroupant les mili-
tants d'une ville ou d'un département qui
travaillent ou interviennent sur la même
entreprise. Ce cadre permet de discuter et
de coordonner une intervention politique
des militants, en s'extrayant des pressions
de la routine syndicale et de la politique
des directions syndicales. Il s'avère aussi
un moyen efficace d'intégrer aux discus-
sions de l'organisation les salariés que
nous gagnons dans ces entreprises.

2.2.5. Soutenir activement toute lutte significative

A chaque conflit important et chaque fois
que c'est possible, les militants du NPA
doivent se mettre à la disposition des sa-
lariés pour les aider à défendre et popula-
riser leur lutte. Les collectes pour la caisse
de grève, les rassemblements, concerts
et réunions publiques de solidarité sont
d'abord des moyens d'aider la lutte à être
victorieuse, mais ils permettent aussi
d'établir des rapports de confiance sur la

base desquels nous pouvons gagner de 1
nouveaux sympathisants et militants.

2.2.6. Une politique d'embauche

**L'organisation doit se donner une po- 5
litique et des cadres appropriés pour
aider les camarades qui le souhaitent à
trouver un emploi, en particulier dans
des entreprises et services stratégiques.**

2.2.7. S'implanter dans la jeunesse

La jeunesse, qu'elle soit scolarisée, en for-
mation ou déjà travailleuse, joue un rôle
particulier. Moins installée dans la rou-
tine que ses aînés, il lui reste toute une vie
à construire dans cette société, ce qui lui
donne d'autant plus l'envie d'en finir avec
un système qui ne lui offre aucun avenir. À
l'image de ce qu'on a pu voir en Tunisie ou
en Turquie, la jeunesse est souvent plus
radicale, plus prompte à se mobiliser, et
ses luttes peuvent être des déclencheurs
insufflant de la confiance aux salariés et
à la population.

Pour une organisation révolutionnaire, 25
être liée et implantée dans ce secteur de
la société est ainsi déterminant. Un effort
collectif conscient est donc nécessaire
pour intervenir dans les lieux où la jeu-
nesse se concentre, comme les facs et les
lycées, mais aussi pour s'adresser à elle de
manière spécifique, à la fois autour de ses
préoccupations concernant son avenir, ses
diplômes, ses conditions d'études, et en ré-
pondant à son potentiel particulier de radi- 35
calité. Chaque fédération du NPA doit aider
de manière volontariste à la construction
du secteur jeune, en soutenant matérielle-
ment et politiquement les camarades qui
élaborent et mènent cette activité. 40

2.2.8. Une politique pour les luttes

Bien sûr, il ne suffit pas d'être implantés
pour influencer la lutte des classes, en-
core faut-il y défendre une orientation qui
aide à lever les obstacles : blocages des di- 45
rections syndicales, luttes parcellaires et
isolées qui se soldent souvent par des dé-
faites... Dans le cadre des mobilisations,
en fonction des conditions et lorsque c'est 50
possible, nous poussons à l'extension aux
autres métiers de l'entreprise et, au-delà,
à d'autres secteurs professionnels. Pour

1 que les salariés prennent leurs luttes en
main et pour lever le blocage des direc-
tions syndicales, nous poussons à l'orga-
nisation d'AG souveraines et à la structu-
5 ration de comités de grève. Nous pouvons
aussi impulser des coordinations de sec-
teur à l'image de ce qui s'est mis en place
dans la santé. L'orientation à défendre
dans les luttes doit être au centre des pré-
10 occupations de nos instances (comités,
directions locales, CILT, CPN, CE).

**3. NOTRE OBJECTIF
STRATÉGIQUE : UN PARTI
POUR LA RÉVOLUTION ET LE
SOCIALISME**

**3.1. À six ans du congrès de fondation :
un bilan pour avancer**

Telles sont les grandes lignes de l'orienta-
tion que nous défendons pour les mois et
années à venir. Elles impliquent un bilan
15 d'étape de l'expérience du NPA jusque-là,
d'autant plus nécessaire qu'il existe des
liens indissociables entre l'orientation im-
médiate, la stratégie et le type d'organisa-
tion à construire.

3.1.1. Même si des facteurs objectifs – dont
l'émergence du Front de Gauche – ont
joué un rôle, la crise de notre organisation
est aussi liée à l'orientation mise en place,
35 ainsi qu'à la faiblesse de ses délimitations
stratégiques.

3.1.2. L'idée selon laquelle il faudrait faire
émerger une « alternative politique cré-
dible » pour pouvoir débloquer la situa-
tion, tout comme le fait d'avoir délimité
fondamentalement la politique du NPA
par la seule indépendance vis-à-vis du PS,
ont conduit toute une partie de ses mili-
45 tants à rejoindre le Front de gauche. Ce
sont les mêmes conceptions qui justifient
aujourd'hui la formule d'« opposition de
gauche », pensée comme un front social et
politique avec les composantes du Front de
50 gauche et les secteurs qu'elles influencent
; cela conduit à centrer les préoccupa-
tions du NPA autour de la recherche d'ac-
cords unitaires au sommet, au lieu de son

implantation et de la politique qu'il peut
défendre dans la lutte de classe.

3.1.3. Nous avons pourtant bien vu, par
exemple à l'occasion du mouvement sur les
retraites en 2010, à quel point les limites de
notre implantation nous handicapent pour
mener une politique. La participation à des
collectifs unitaires a été l'alpha et l'oméga
de notre intervention, sur des contenus po-
litiques parfois très faibles et sans que nous
y menions de réelles batailles pour notre
propre politique.

3.1.4. Nous avons aussi parié sur une
construction reposant en grande partie
sur les apparitions médiatiques de
nos porte-parole et sur de bons scores
électoraux, en négligeant les tâches de
construction et d'implantation dans la
classe ouvrière et la jeunesse.

3.1.5. Pour relancer le NPA, il nous faut
rompre avec cette orientation. Nous avons
également besoin d'expliquer plus large-
ment les divergences politiques et straté-
giques que nous avons avec les réformistes.
L'absence d'un projet de société alternatif et
d'une vision sur les moyens d'y parvenir re-
présente aussi un handicap pour offrir une
perspective face au désarroi qui s'est installé
après les dégâts que le stalinisme a infligés
à tout projet émancipateur. Avancer sur ces
questions est pourtant indispensable pour
ne pas laisser au FN l'espace d'une radica-
lité anti-système.

**3.2. L'actualité d'un projet
révolutionnaire**

3.2.1. Les premiers processus révolu-
tionnaires du XXIème siècle au Sud de la
Méditerranée n'ont pas débouché sur un
processus de rupture avec le capitalisme.
En Egypte ou en Tunisie, les travailleurs
ne disposaient pas d'un parti capable
d'exploiter à leur profit le surgissement
de situations révolutionnaires. Ce sont les
jeunes et les travailleurs qui se sont battus
en risquant (et parfois en perdant) leur
vie, mais ce sont d'autres qui ont récolté
les fruits de la lutte : différentes fractions
des classes dirigeantes (islamistes, armée

ou débris relookés de l'ancien régime) 1
se sont emparées du pouvoir. Malgré les
reculs actuels, ces processus révolution-
naires ne sont sans doute pas terminés et
ils ont beaucoup à nous apprendre. Ils n'en 5
ont pas moins confirmé la nécessité de la
construction de partis révolutionnaires im-
plantés, à même de proposer une perspec-
tive de classe et indépendante, en amont
de l'apparition de situations où le pouvoir 10
de la classe dirigeante est ébranlé.

3.2.2. En Europe, dans les pays où les luttes
de classe ont été les plus fortes, des partis
« larges » néo-réformistes, parfois pré- 15
sentés comme des modèles à reproduire
partout ailleurs (Syriza ou Podemos), ont
réussi à acquérir une audience de masse.
Mais ils sont incapables d'orienter l'éner-
gie des mobilisations vers une remise en 20
cause des bases du pouvoir de la bour-
geoisie et de l'UE. Ces partis, basés sur la
perspective d'une forme ou d'une autre
de gouvernement de gauche, ont été très
rapidement polarisés par la recherche 25
d'un débouché institutionnel, synonyme
d'adaptation au système capitaliste. Se
préparer aux possibles explosions so-
ciales à venir nécessite de construire un
tout autre type d'organisation. 30

3.2.3. Dans les rapports de forces actuels
et dans un contexte de crise des partis
bourgeois traditionnels, ce sont le plus
souvent les courants les plus à droite qui 35
parviennent à se positionner comme « an-
ti-système » et à capter ainsi une bonne part
du mécontentement populaire. Préciser
nos orientations stratégiques fondamen-
tales, radicalement distinctes de celles des 40
réformistes, devient essentiel si l'on veut
contribuer au surgissement d'un pôle anti-
capitaliste et de classe, capable de disputer
à l'extrême droite l'espace du mécontente-
ment et de la radicalité. De la même façon, 45
afin de chercher à converger avec les phé-
nomènes de radicalisation dans la jeunesse
(que l'on a observés en Grèce ou dans l'Etat
espagnol, et qui pourraient trouver un écho
en France), nous devons être celles et ceux 50
qui proposent la perspective, ambitieuse
mais la seule réaliste, du renversement du
système capitaliste et de la nécessité de

1 construire un parti afin de le préparer.

3.2.4. C'est pourquoi, dans le cadre du débat stratégique et programmatique qui s'ouvrira à partir de ce congrès, le NPA devrait pouvoir avancer dans une série de clarifications. La transformation révolutionnaire de la société, c'est la révolution socialiste ; la rupture avec les institutions, c'est le renversement de l'Etat et son remplacement par un pouvoir des travailleurs basé sur des organes de démocratie ouvrière et populaire. Les travailleurs ont à y jouer un rôle central, car ce sont eux qui ont les moyens de bloquer l'économie par la grève générale et d'ouvrir ainsi la possibilité de la prise du pouvoir. Notre objectif à long terme est celui d'une société communiste, débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, capable d'en finir avec la destruction systématique de la nature ainsi qu'avec la division entre travail intellectuel et travail manuel.

3.2.5. La reconstruction de la conscience de classe passe fondamentalement par les expériences de lutte du monde du travail et de la jeunesse. Pour autant, parvenir à expliquer et à populariser nos idées contribuerait à la réhabilitation d'un projet émancipateur, qui redonne un sens à un engagement militant et révolutionnaire. Ces mêmes idées tracent aussi les contours du parti que nous devons construire.

3.3. Construire une organisation pour la révolution, intimement liée aux processus de lutte

3.3.1. Nous ne sommes pas une organisation comme les autres. Nous ne pensons

pas que nous pourrions faire changer les choses dans le cadre des institutions actuelles, même si nous obtenions de gros scores aux élections et beaucoup d'élus. Nous nous présentons aux élections parce qu'elles nous permettent d'avoir une audience et d'exprimer nos idées. Mais le centre de gravité de notre activité se situe sur le terrain des luttes. Nous n'aspérons à avoir des élus que dans la mesure où cela peut servir notre objectif de renversement du système capitaliste.

3.3.2. Nous cherchons en permanence à montrer notre utilité immédiate sur le terrain de la lutte des classes, des combats sociaux et politiques. C'est face à ces échéances que l'organisation se forge et se prépare aux affrontements plus sérieux qui suivront.

3.3.3. C'est pour cela que nous ne construisons pas une organisation d'adhérents passifs mais de militants, qui donne à chacun de ses membres la possibilité de participer activement à sa construction et à son intervention pour influencer la lutte des classes.

3.3.4. Nous cherchons à y regrouper les militants les plus combattifs des différentes luttes : grévistes de PSA, de la SNCF, jeunes mobilisés contre les violences policières... C'est en apparaissant comme l'organisation qui permet à toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés de continuer à lutter, en coordonnant leur activité, que nous gagnerons en influence.

3.3.5. La formation des militants est une nécessité pour intervenir à partir d'une vision d'ensemble du système capitaliste,

mais c'est aussi une garantie de démocratie interne, car elle permet de donner à chacune et à chacun les outils afin de maîtriser les débats et de prendre position en se déterminant soi-même. La lutte pour les idées marxistes est inséparable de la lutte pour une politique indépendante des réformistes. Le NPA doit être capable de discuter collectivement des expériences faites par ses propres membres et d'en tirer des leçons, y compris sur le plan programmatique, tout comme de s'appuyer sur des discussions théoriques pour l'élaboration de son orientation.

3.3.6. Le système capitaliste est international, la lutte des classes l'est aussi : une victoire pour les travailleurs dans un pays peut encourager notre classe partout ailleurs, une défaite ici est une opportunité pour les capitalistes de gagner du terrain dans les autres pays. Nous cherchons à apprendre des expériences de la classe ouvrière et des organisations révolutionnaires dans le monde. La construction d'une organisation révolutionnaire en France est donc indissociable de celle d'une organisation révolutionnaire internationale. Aucune des tendances internationales existantes ne peut répondre seule à cette tâche, c'est pourquoi nous prenons des initiatives visant à échanger et regrouper les révolutionnaires sur la base de campagnes communes et de discussions programmatiques. Tout en luttant d'abord et avant tout contre notre propre impérialisme, nous nous situons en solidarité active avec les luttes des travailleurs et des opprimés du monde entier.

45 Texte 4 : Texte d'orientation soumis aux débats du CPN, des comités, des assemblées préparatoires et du congrès

Aurélien (75, CPN), Bernard (92), Christian (78, CPN), Clément (92, CPN), Hervé (91, CPN), Florès (93, CPN), Isabelle (67, CPN), Marie (67, CPN), Zara (75, CPN)

[Préambule]

Le texte ci-dessous n'aborde que quelques

points en débat dans le NPA à la veille de ce troisième congrès. Délibérément. Aujourd'hui, l'accord est unanime : le problème qui est devant nous est celui de la reconstruction du parti après une période difficile. Comment ? Par quels moyens ? Avec quelles priorités ? Le NPA a

certainement bien d'autres problèmes à résoudre : le programme fondateur est-il adéquat (nous, qui ne l'avons pas voté, nous lui trouvons bien des défauts et des ambiguïtés) ? Quelle est la nature de la crise actuelle ? En quoi consistent les changements, politiques et économiques, parfois

1 *gigantesques, qu'a connus le monde puis*
 15 *15 ans ? Ce sont là, avec bien d'autres, des*
questions essentielles, mais qui nécessitent
 5 *d'être préparées par des discussions*
approfondies basées sur des expériences
 10 *dans la lutte de classe encore à venir. Pas*
par un vote sur un tour du monde en pré-
cipité après deux ou trois jours de congrès,
 15 *basé sur le sentiment qu'un « parti » doit*
 20 *parler de tout (même là où le NPA n'a rien*
à dire de spécifique et, hélas, vu ses forces,
pas d'intervention réelle à proposer). Nous
 25 *avons choisi de proposer une autre mé-*
 30 *thode à ce congrès.*

15 **I - Se construire pour**
 20 **se donner enfin les**
 25 **moyens d'une politique**
 30 **révolutionnaire**

20 Pour jouer un rôle sur la scène politique,
 le NPA doit d'abord exister. C'est-à-dire ac-
 quérir une influence dans les couches po-
 pulaires (les 99 % de la population comme
 25 diraient les militants d'Occupy, même si
 ce pourcentage est un peu forcé) et d'abord
 dans le prolétariat, industriel ou autre, qui
 constitue toujours la grosse majorité de ces
 99 %. Voilà, à notre avis, qui doit être un
 30 des objets essentiels de nos débats à l'oc-
 casion du prochain congrès.

Pas exister seulement aux yeux des mé-
 dias, critère dont nous avons un peu trop
 exagéré l'importance. Le petit regain d'in-
 35 térêt qu'ils montrent aujourd'hui tient à ce
 que « nous sommes toujours là », comme
 l'a rappelé Olivier Besancenot lors des
 récentes manifestations pour Gaza. Il ne
 s'agit donc pas de pleurer sur la réduction
 40 de notre influence, qui ne fut jamais bien
 grande, ou du nombre de nos adhérents,
 celle-là certaine. Une fois constaté que
 l'impact sur la jeunesse et le milieu mili-
 tant a faibli (ce qui ne veut pas dire qu'il
 45 n'en reste rien, il y aurait même un petit
 renouveau d'intérêt, voire d'adhésions
 que le congrès aura à évaluer), quelles
 peuvent être les orientations les plus à
 même de nous construire ?

50 **Où sont les manques ?**

Une des options proposées par certains est
 de refonder notre programme, le rendre

explicitement (ou plus explicitement)
 révolutionnaire dans son fondement et
 durcir nos propositions pour l'immédiat.
 Il est vrai que le programme initial du NPA
 est bourré d'ambiguïtés, adoptées pour
 ratisser large. Ce fut rapidement un échec,
 les réformistes patentés s'étant contentés
 de faire un petit tour dans nos rangs. Nous
 sommes pour continuer la discussion à ce
 sujet, certainement importante, mais ce
 n'est pas le manque de radicalisation de
 notre programme qui explique le délite-
 ment actuel, c'est essentiellement la si-
 tuation objective.

De même, d'ailleurs, rien n'est plus faux
 que d'attribuer notre régression à l'exis-
 tence des tendances. Elles existaient de-
 puis le début. Y compris dans la (courte)
 période faste du NPA. Y compris lorsque
 la direction avait l'adhésion de la grande
 majorité et donc tout loisir d'appliquer sa
 politique, ce qui n'a rien empêché. En fait
 chaque tendance a pu mener sa politique,
 ce dont nous nous félicitons, mais aucune
 n'a empêché le recul du parti, pas plus la
 tendance majoritaire que les autres. C'est
 au contraire dans la confrontation pratique
 des différentes politiques que le NPA peut
 trouver sa voie. Loin d'être un remède à
 nos problèmes, les entraves à chacun d'ex-
 35 périmentier ne feraient qu'aggraver le mal
 et les tensions sans rien apporter. À condi-
 tion que ce ne soit pas la guerre entre nous
 – qu'il ne faut pas confondre avec le débat
 même vif – mais qu'il y ait au contraire la
 volonté d'agir ensemble sur les sujets où
 nous nous retrouvons d'accord. Heureuse-
 ment, ils ne manquent pas.

Ne nous trompons donc pas de diagnos-
 tic. Pour prendre un seul exemple, si les
 travailleurs de PSA-Aulnay n'ont pas vu les
 moyens d'étendre et renforcer leur combat,
 ce n'est certainement pas parce que nos
 slogans n'auraient pas été révolutionnaires
 à leurs yeux ou que l'interdiction des li-
 cenciements n'aurait pas été assez mise en
 avant (ce mot d'ordre était même celui de la
 direction de la grève). En revanche, ce qui
 a sans doute compté, c'est que les révolu-
 tionnaires qui leur apportaient un soutien
 symbolique, apprécié, ont été incapables
 d'aller au-delà. Or c'est cela qui aurait
 pu aider à changer la donne : apporter le

soutien des travailleurs d'autres entre- 1
 prises ou de groupes significatifs de tra- 1
 vailleurs d'autres entreprises, prêts à se 1
 joindre à la lutte des Citroën. L'exemple 1
 pourrait être étendu à bien de nos interven- 5
 tions dans le champ des luttes sociales ou 5
 politiques de ces dernières années.
 Nous parlons de redonner une conscience
 de classe à des travailleurs qui l'auraient
 perdue. Mais les luttes ne démarrent pas 10
 en fonction du degré de conscience de 10
 classe, c'est au contraire dans les luttes
 que cette conscience se forge. Il est d'ail-
 leurs un peu contradictoire de noter que
 les luttes n'ont pas cessé, limitées en 15
 France, de masses dans certains pays, 15
 et se donner comme priorité d'apporter
 une nouvelle conscience... pour lancer
 les luttes. Demandons-nous plutôt à
 20 quelles conditions nous aurions pu diri- 20
 ger ces luttes dans une orientation qui ne
 conduise finalement pas à une impasse.

Drôle de « crise de régime »

Nous pouvons, nous devons de même dis- 25
 cuter de ce que pourrait être un pouvoir 25
 ou un gouvernement des travailleurs,
 pour affiner notre programme, pour notre
 politique et son avenir car nous ne dou-
 tons pas que des conditions différentes 30
 surgiront qui mettront cette question 30
 à l'ordre du jour. Mais pas comme une
 question clivante d'urgence. Il n'y a pas
 aujourd'hui dans ce pays une crise poli-
 tique majeure, à peine une crisette gou- 35
 vernementale propre au personnel poli- 35
 tique bourgeois, encore moins une crise
 de régime. La France a plus de 10 % de
 chômeurs, le niveau de vie de la majorité 40
 stagne ou régresse mais la bourgeoisie 40
 continue à faire ses profits, ne serait-ce
 que grâce à la mondialisation qui permet
 d'investir ailleurs quand ça ne semble pas
 suffisamment juteux ici.

Le gouvernement est discrédité, mais ce 45
 n'est certainement pas une raison pour 45
 la bourgeoisie de provoquer un bazar
 politique, encore moins de changer de ré-
 gime, sauf à la marge. D'ailleurs aucun de
 ses partis de l'extrême-droite à la gauche 50
 de la gauche ne le cherche, préparant sim-
 plement les prochaines élections, dont les
 capitalistes français s'accommoderont

1 parfaitement des résultats, quel que soit
le vainqueur.

Il est temps de tirer les leçons de l'alter-
nance gauche-droite : non seulement de
5 la présidence de Hollande, mais aussi de
celle de Mitterrand, pour ne pas remonter
plus de cinquante ans en arrière, à Guy
Mollet et la Quatrième République. Tant
que les couches populaires ne menaceront
10 pas, c'est, de notre part, se payer de mots
que de disserter sur une crise politique
dans laquelle le prolétariat et les couches
populaires pourraient tirer leur épingle
du jeu. D'ailleurs s'il y avait aujourd'hui
15 une vraie crise politique et de régime, ce
ne serait ni le NPA, ni notre camp social
qui en sortiraient gagnant, quel que soit
le numéro de la prochaine république,
mais Marine Le Pen ou même Mélenchon
20 si par le plus grand des hasards sa posture
de De Gaulle au petit pied réussissait.

Le piège d'une « alliance politique durable »

25 L'autre option qui nous est proposée est
de conclure une alliance politique durable
avec les forces ou des forces de la gauche
de la gauche, syndicale et politique, voire
au-delà. Quelle que soit l'appellation que
30 l'on donne à cette alliance, opposition de
gauche ou autre, le raisonnement est le
même : puisque nous sommes trop faibles
pour avoir un impact réel, unissons-nous à
d'autres, prétendument plus forts. Ainsi,
35 une raison qui devrait nous mener à dé-
fendre notre indépendance est avancée
pour l'abandonner. Oui, nous sommes
faibles, c'est la constatation dont nous
partons tous. Trop faibles justement pour
40 espérer exercer par nous-mêmes une pres-
sion durable et tirer vers nous d'éventuels
alliés, ouvertement ni révolutionnaires
ni même anticapitalistes. Ne restera plus
alors, pour faire durer l'alliance, que de
45 les suivre et nous laisser tirer vers eux.
Une vieille tentation, mais qui n'a amené
jusqu'ici que désillusions et défaites quand
l'extrême gauche s'y est laissée aller.

Certes, aujourd'hui, par peur d'être en-
globée dans le discrédit du PS et de Hol-
lande, cette gauche de la gauche se veut
plus virulente, en paroles. PG ou PCF se
veulent même en opposition, eux qui,

il y a si peu, rêvaient d'être admis à la
table gouvernementale, voire mendiaient
pour. Mélenchon se proposait même alors
comme Premier ministre de Hollande. Des
bouts de la gauche, EELV ou « frondeurs »
du PS, ont fait mine de se détacher, tout
en bêlant devant le bercail pour y être ré-
intégrés, sans rien faire qui pourrait nuire
au gouvernement. Les belles oppositions
que voilà !

Nous pouvons nous retrouver avec des
bouts de la gauche dans l'action, dans
les luttes sociales d'abord, dans la rue
ensuite, à condition de ne pas oublier
que ceux qui en politique jugent sur les
déclarations du moment sont des sots
– et d'éternels trompés et déçus. Il ne
s'agit certainement pas de chercher des
divergences à tout prix, ni de mégoter
un soutien ou une alliance ponctuels si
nous sommes d'accord sur les buts immé-
diats. Mais dans quelle lutte ouvrière, ces
dernières années, nous sommes-nous re-
trouvés longtemps réellement ensemble,
avec les dirigeants syndicalistes se récla-
mant plus ou moins d'une ou de l'autre
tendance du Front de Gauche ? À part
quelques rassemblements ou meetings de
soutien, ce qui ne mange pas de pain, où
leaders syndicaux ou politiques tentent de
présenter une image de combattants tout
en s'échinant de fait à entraver les luttes,
les potentialités de les étendre et à contrer
l'auto-organisation des travailleurs ? Car,
soyons clairs, ce programme qui est le pro-
gramme du NPA non seulement n'est celui
d'aucune bureaucratie syndicale mais est
combattu par toutes. Et pas seulement
sous les gouvernements de gauche aux-
quels elles sont liées politiquement. Mais
autant sous les gouvernements de droite,
même si elles se permettent alors parfois
d'afficher une posture plus radicale.

Dans les alliances ponctuelles, ne pas renoncer à notre politique

Nous pouvons prendre les devants et pro-
poser ces actions ponctuelles quand nous
pensons en avoir l'opportunité : nous
l'avons fait pour organiser une manifesta-
tion le 12 avril dernier ou le 15 novembre.
Proposer à ceux qui prétendent lutter contre
la politique du pouvoir actuel de manifester

ensemble contre ce pouvoir, pourquoi pas ? 1
A condition d'y apparaître pour défendre
notre politique comme d'autres défendent
la leur et pas de brouiller les cartes par des
compromis en ajoutant notre signature au 5
bas de tracts ou d'appels destinés d'abord à
noyer les différences.

Que recouvre le collectif du 12 avril ou au-
jourd'hui 3A ? Sinon un rassemblement
de politiques opposées, d'une part le NPA 10
et les quelques-uns qui se situent de son
côté, de l'autre la gauche de la gauche
politique et syndicale. Nous n'avons pas
les mêmes buts : le nôtre ne peut pas être
de préparer une relève de gauche, dans le 15
cadre accepté d'avance du capitalisme,
soit pour remplacer le PS (peu probable)
soit pour l'obliger à s'allier. Dans tous
les cas refaire une nouvelle fois la même
politique. 20

L'appel du collectif 3A pour le 15 novembre
est significatif : dénonciation du gouverne-
ment certes mais programme assez vague
pour constituer celui d'une future gauche
qui le jetterait aux orties si, d'aventure, elle 25
parvenait au gouvernement. Le NPA n'a
aucune raison de se prêter au jeu et de si-
gner de tels documents. Même au nom de
l'unité, ce mythe qui a toujours servi à ral-
lier les plus radicaux aux plus modérés, en 30
l'absence d'une extrême gauche faisant le
poids. Manifester avec ceux qui prétendent
s'opposer à une politique gouvernemen-
tale néfaste, oui. Mais sous notre drapeau
et notre politique (même s'il ne s'agit au 35
aujourd'hui que d'une agitation propagand-
diste) et non dans une confusion qui ne
peut que préparer futurs retournements et
trahisons de nos alliés momentanés. 40

Notre priorité

Nous sommes sans grande force ni in-
fluence. Mais pour changer cela, il n'y
aura pas de raccourci.

Si nous faisons le bilan depuis le dernier 45
congrès, on constate néanmoins que le
NPA (ou l'une ou l'autre de ses tendances)
a été à peu près présent dans la plupart
des luttes sociales et ouvrières qui ont
eu quelque visibilité. De PSA Aulnay 50
jusqu'aux grèves de la SNCF en passant
par l'agro-alimentaire breton, les inter-
mittents du spectacle, Notre Dame des

Landes, la Poste et récemment dans le mouvement pour une convergence des luttes dans les hôpitaux. Certes très minoritaire, jamais dans un rôle dirigeant, sauf localement, mais présents et capables de trouver l'oreille d'un certain nombre de travailleurs, voire d'aider à des débuts d'offensive ou des embryons d'auto-organisation.

Cela n'est jamais allé très loin, du fait que dans les entreprises ou les secteurs en lutte, nous n'avons pas ou peu de camarades au préalable et encore moins ce que nous pourrions appeler une véritable implantation. Du fait aussi peut-être qu'elles n'ont généralement pas été l'objet de l'attention et de la mobilisation de tout le parti. Pourtant, à condition de ne pas nous contenter de nous aligner sur les directions syndicales, y compris quand elles se disent plus ou moins dans l'opposition ou se réclament de la gauche de la gauche, et sans non plus chercher à nous en distinguer à tout prix, mais en défendant ouvertement notre politique – le pouvoir aux grévistes eux-mêmes, tout faire pour que la lutte s'étende au maximum de ses possibilités – à chaque fois nous avons déjà pris notre (encore trop) petite place.

Nous ne construirons le parti qu'en poursuivant dans ce sens, en nous saisissant de toutes les opportunités d'intervenir dans les luttes de classe, petites ou grandes. C'est pour multiplier ces opportunités qu'il est impératif d'étendre l'implantation, d'abord dans les entreprises (dont les travailleurs, par leur place dans l'économie du pays, continuent à jouer le rôle de locomotive de la lutte de classe, même dans un pays où les grandes entreprises diminuent en taille) mais aussi, quand nous en avons les forces, dans les quartiers (là où nous pouvons rencontrer la majorité du prolétariat) et, enfin, dans la jeunesse, parmi les étudiants et lycéens (à condition de ne pas y aller, encore moins qu'ailleurs, sous la seule couverture syndicaliste, Unef ou autre, mais sous notre drapeau, avec notre programme révolutionnaire).

Partout où le parti a des militants, il doit être possible d'assurer une présence politique régulière (au moins quinzomadaire

et, si possible, une fois par semaine), devant une entreprise, sur un marché, dans une fac à ou à la porte d'un lycée. Certains d'entre nous le font déjà. Mais il importe que ce soit la préoccupation de l'ensemble du parti. Les moyens d'affirmer cette présence politique des révolutionnaires (et pas seulement au nom d'un syndicat, d'un comité ou d'une association) dans chacun de ces secteurs ne manquent pas : bulletin d'entreprise ou tract régulier, vente de la presse, réunion publique, discussions systématiques, etc. Participer aux collectifs ou comités qui militent contre telle ou telle injustice ou oppression est sans doute souhaitable, participer aux élections aussi, si nous en avons les forces. Mais cela ne doit pas se faire au détriment ni des efforts prioritaires de l'implantation, ni de l'affirmation publique de nos orientations politiques.

Il n'est certainement pas facile de grandir ou recruter aujourd'hui mais c'est aussi en s'y efforçant dans une telle période qu'un parti révolutionnaire prépare l'avenir. Bien sûr, les couches les plus profondes du prolétariat, les plus désillusionnées par la politique sont aussi, en partie, les plus promptes à laisser leur sort aux mains des démagogues, de droite ou de gauche. À ce propos, il est d'ailleurs aussi dérisoire pour faire face au Front national de miser sur une alliance de la gauche que d'organiser des manifestations de l'extrême gauche à l'occasion des sorties publiques de Marine Le Pen. Indépendamment de la tranquille intégration institutionnelle du FN, ses succès viennent du crédit qu'il a gagné dans les couches populaires au fur et à mesure que la gauche a perdu du sien. C'est donc là que nous le combattons politiquement, en défendant résolument notre orientation révolutionnaire, et non en constituant des alliances politiques contre nature avec des gens qui n'entendent s'opposer qu'à ses seuls succès électoraux et avec qui nous n'avons pas intérêt à être confondus aux yeux des travailleurs.

Nos orientations pour la période doivent donc, à notre avis, porter pour l'essentiel sur l'intervention dans les luttes de classes et l'implantation dans le prolétariat pour y défendre systématiquement

l'auto-organisation de ceux en lutte, l'extension de celle-ci quand les revendications ou la situation du secteur le permettent et à bref ou long terme la convergence de ces luttes jusqu'à la réalisation du mouvement d'ensemble, un objectif éminemment politique qui seul serait susceptible d'imposer nos objectifs, le changement de société et le renversement du capitalisme. Et ceux d'entre nous qui insistent, à juste titre, sur la nécessité de donner une perspective politique aux luttes devraient reconnaître que celle que nous proposons-là est tout de même d'une autre portée qu'un bricolage entre partis de gauche en vue des prochaines élections.

II. Notre solidarité avec les peuples ne signifie pas le soutien politique à leurs dirigeants

La situation générale du monde est marquée actuellement par deux choses : une offensive généralisée contre les classes populaires, pas seulement en France ou en Europe mais à l'échelle de la planète ; un enchaînement de guerres (d'une ampleur inédite depuis la fin de la guerre du Vietnam en 1975, qui clôturait la longue période des guerres d'indépendance des colonies) menées par les grandes puissances impérialistes, ou dans lesquelles elles sont impliquées par le jeu complexe et changeant des alliances entre puissances régionales,

L'offensive contre le monde du travail et les plus pauvres ne date pas de ces dernières années. Mais, depuis la crise financière de 2008, elle a connu un changement de braquet.

De même pour les guerres. Le capitalisme n'a jamais vraiment cessé d'ensanglanter la planète, et la France de multiplier ses interventions en Afrique. Mais la disparition de l'URSS s'est accompagnée d'une plus grande instabilité encore qu'à l'époque de la « guerre froide », où le maintien de l'ordre contre les peuples se partageait entre les deux Grands. Avec l'invasion de l'Afghanistan en 2001 puis de l'Irak deux ans plus tard, les USA, se

1 sentant manifestement les mains libres, ont cherché à s'assurer un contrôle accru de la principale région pétrolière de la planète ainsi que des routes d'accès
5 aux ressources pétrolières des marges sud de la Russie et de l'Asie centrale. Depuis 2011, les interventions militaires des puissances impérialistes sont aussi une riposte à l'explosion des révolutions du
10 monde arabe. D'où la guerre qui reprend de plus belle au nord de l'Irak et en Syrie, où les bombardements contre l'État Islamique n'empêchent pas le soutien aux forces les plus réactionnaires de la région.
15 Face à cette situation, force est de reconnaître que le NPA, comme l'extrême gauche dans son ensemble, n'ont pas de moyens d'intervention concrète et en sont essentiellement réduits aux dénonciations propa-
20 gandistes. Reste l'expression de notre solidarité (prises de position et manifestations diverses) envers les peuples opprimés ou victimes des guerres, tout en essayant de définir les grandes lignes d'une politique
25 indépendante de classe.

Face à l'État Islamique et aux puissances impérialistes

La question la plus débattue aujourd'hui dans le NPA est celle de l'offensive de l'« État Islamique » et de la résistance kurde. Disons d'entrée que nous ne pensons pas qu'il soit juste d'en appeler au gouvernement français, voire à celui des USA, pour fournir des
30 armes aux combattants kurdes qui résistent à l'EI dans le nord de l'Irak et à Kobané. Passons sur l'aspect dérisoire d'une telle demande : ni Hollande ni Obama ne nous ont attendus pour, en fonction de leurs calculs
35 propres, commencer à envoyer des troupes (conseillers militaires au sol, chasseurs dans le ciel) et se réjouir eux-mêmes d'avoir trouvé dans les milices kurdes la piétaille qu'ils ne veulent pas envoyer eux-mêmes
40 pour le moment. Ils utilisent donc les combattants recrutés au sein d'un peuple opprimé, dont ils se débarrasseront probablement demain, tant il n'est pas question pour eux de gêner leurs principaux alliés
45 du Moyen-Orient, à commencer par la Turquie, en soutenant vraiment la revendication d'indépendance et d'unité du peuple kurde. Dans le contexte présent, il serait

illusoire d'y voir une convergence d'intérêts que des opprimés pourraient exploiter pour faire aboutir leurs revendications fondamentales.

Les grandes puissances sont aux prises avec des forces qui, certes, peuvent paraître leur échapper, mais qu'elles ont pourtant elles-mêmes engendrées : par l'occupation de l'Irak en 2003 et les exactions de l'armée américaine lors de l'intérim de Paul Bremer (administrateur civil de l'Irak jusqu'en juin 2004), puis les répressions menées par gouvernement Maliki mis en place par les USA en 2006 ; sans omettre le financement direct par les alliés régionaux des grandes puissances (Arabie Saoudite, Qatar, etc.), en Syrie, des forces les plus réactionnaires et de milices islamistes (dont l'EI). Mais l'EI est devenu l'ennemi à abattre, comme Ben Laden en son temps l'était devenu, après avoir été l'homme des Américains en Afghanistan contre l'URSS.

On peut comprendre que, dans la situation ainsi créée, les organisations nationalistes kurdes demandent des armes et des appuis militaires aux grandes puissances occidentales qu'elles aident de fait en freinant l'avancée des troupes de l'EI. Mais n'oublions pas que, par cette politique, les directions nationalistes kurdes préparent probablement pour le peuple kurde de nouveaux déboires, avec le retournement de ces alliés impérialistes d'un jour.

Ces directions nationalistes, aussi bien les dirigeants du PKK (en Turquie mais pas seulement) et du PYD (en Syrie) que Barzani (actuel chef du gouvernement régional du Kurdistan irakien), ont leurs propres intérêts à conquérir le pouvoir. Qui plus est, elles rivalisent entre elles pour le monopole de la représentation du peuple kurde : il est évident que l'envoi de renforts du PKK au Kurdistan irakien est mu non seulement par la poussée de sympathie de tous les Kurdes mais aussi par la concurrence entre ce parti et celui de Barzani pour le pouvoir au Kurdistan irakien. Avec leur passé plus ou moins maoïste et leur dirigeant Öcalan emprisonné en Turquie, avec leurs femmes combattantes et une laïcité affichée, le PKK et sa branche syrienne, le PYD, apparaissent comme

des partis plus « à gauche », plus modernes. Mais, vis-à-vis de leurs peuples, ils ne sont pas moins dictatoriaux, pas moins prêts à éliminer toute opposition.

Les dirigeants du PYD syrien jouent aujourd'hui sur deux tableaux. D'une part, ils ont noué une alliance tactique avec Assad, qui leur a permis de gagner momentanément l'autonomie de leur zone ; tant pis pour le reste du peuple syrien, tant pis
10 pour les Kurdes eux-mêmes dont cette politique accroît l'isolement par rapport aux autres opprimés de Syrie. D'autre part, ils se proposent de nouer une alliance avec les grandes puissances (sans rompre avec
15 Assad), en quête de cette reconnaissance internationale dont ils espèrent obtenir un jour un territoire à gouverner. L'alliance militaire leur vaut un début de reconnaissance dont ils semblent se féliciter, avec
20 des grandes puissances qui les lâcheront probablement demain. Toute l'histoire de la lutte du peuple kurde a été faite de pareilles alliances avec tel gouvernement ou tel autre, suivies d'autant de trahisons. 25

Notre tâche est donc d'abord de dénoncer (ce que nous faisons tous) les responsabilités de nos propres gouvernements dans la création de cet EI qu'ils prétendent combattre et, plus largement, dans la
30 mise à feu et à sang de l'Irak et de la Syrie, voire d'une grande partie du Moyen-Orient. C'est-à-dire dénoncer les buts réels de leurs interventions, à savoir mettre en place des régimes à leur solde, même si
35 c'est au prix d'une autre barbarie. L'obsession des grandes puissances étant de garder la main dans cette région du monde, en parant à tout ce qui pourrait aller dans le sens d'une issue révolutionnaire et démocratique pour les masses populaires. 40

Autant de raisons pour ne pas appeler de nos vœux quelque intervention militaire des grandes puissances impérialistes. On a eu l'expérience amère de toute la
45 gauche, Front de gauche et jusqu'à certains camarades de la IV^e internationale, soutenant l'intervention militaire occidentale pour prétendument « sauver le peuple libyen » de la dictature de Kadhafi. 50 La population libyenne est aujourd'hui livrée à des bandes armées aussi réactionnaires que rivales, ces mêmes bandes sur

1 lesquelles la coalition occidentale s'est appuyée.

Notre solidarité va évidemment aux populations menacées en Irak par les hordes réactionnaires de l'EI, à celles qui, en Syrie, sont sous les feux croisés de la dictature de Assad et des diverses coterie armées qui rivalisent avec lui pour le pouvoir, qui s'entendent au moins à étouffer les revendications démocratiques et sociales. Mais cette solidarité ne doit se confondre en rien avec un soutien politique à des dirigeants nationalistes, même à ceux d'entre eux, kurdes ou pas, qui se prétendent progressistes.

Nous avons eu quelques occasions d'exprimer ici dans des manifestations et rassemblements (certes d'une portée bien limitée) notre solidarité envers les peuples qui sont soumis aux dictatures et aux guerres fomentées par les appétits impérialistes. Malheureusement, nous n'avons guère les moyens de leur apporter une solidarité plus effective. En revanche, il est sans doute à notre portée (et de notre devoir) d'apporter le maximum d'aide politique, voire matérielle, aux petits groupes révolutionnaires de ces pays, là où ils existent et se situent sur le terrain de la lutte de classe, de l'anticapitalisme et de l'internationalisme.

De Gaza...

Il en est de même de notre solidarité avec le peuple palestinien, que nous avons manifestée cet été contre les attaques sur la bande de Gaza, malgré les pressions du gouvernement français, les critiques de ceux qui avaient le culot de dire que nous allions alimenter l'antisémitisme. En aucune façon, pourtant, cette solidarité ne peut conduire à un soutien politique au Hamas, pas plus qu'à l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

Notons au passage que la plupart des organisations nationalistes des années 1960-1970, qui se disaient plus ou moins de gauche, ou plus ou moins laïques, ont été vaincues ou se sont déconsidérées, comme l'OLP par exemple, ne serait-ce qu'à cause de la corruption de leur dirigeants. Celles qui ont pris le relais et ont pu attirer une partie de la jeunesse par leur apparent radicalisme sont souvent,

comme le Hamas en Palestine (il en est de même du Hezbollah libanais, aujourd'hui allié de Assad), des organisations profondément réactionnaires et dictatoriales.

Le radicalisme du Hamas (l'époque où Israël le tolérait voire le propulsait contre l'OLP est loin), fait d'attentats suicides ou d'envoi de quelques roquettes sur Israël, facilite d'une certaine façon la propagande du gouvernement israélien pour faire accepter à la population la guerre qu'il mène au peuple palestinien. Sur ce terrain, la révolte des pierres de 1987-1988, lancées par des jeunes en colère, avait fait plus de mal à la politique d'Israël que les tirs du Hamas, ne serait-ce que parce que des jeunes appelés de l'armée israélienne prenaient conscience de se retrouver face à des semblables. Les manifestations contre la guerre en Israël même eurent alors une autre ampleur que les maigres manifestations de cet été. Et, quand on voit, en pleine offensive israélienne sur la bande de Gaza, le Hamas exécuter de prétendus traîtres (ou simples opposants ? nous n'en savons rien), on ne peut s'empêcher de penser que le caractère public des exécutions a pour but de terroriser la population de Gaza, de la contraindre à se ranger derrière la dictature du Hamas.

Notre propagande doit aussi s'adresser à la population israélienne, victime du chômage, de la hausse des prix et du coût de la guerre. Elle doit épauler ceux qui, en Israël, s'opposent à la politique de leur gouvernement (même s'ils semblent aujourd'hui moins nombreux qu'hier) et doit s'efforcer de contribuer à ce que les opprimés des deux communautés, Israéliens et Palestiniens, se retrouvent dans un même combat, celui de leur classe.

La campagne BDS, lancée par une poignée d'anticapitalistes et révolutionnaires israéliens souligne certes les complicités impérialistes avec la politique d'Israël. Elle n'a guère de chance d'infléchir la politique de cet État. Plutôt qu'espérer vainement asphyxier cet État, ne vaudrait-il pas mieux chercher à soutenir par tous nos faibles moyens ceux qui, en Israël même, luttent contre l'oppression des Palestiniens ?

... à Tunis

En Tunisie et en Égypte, depuis trois ans,

toutes les forces de la contre-révolution, indépendamment de leurs concurrences entre elles, l'armée, les politiciens de l'ancien régime (recyclés notamment dans le parti Nidaa Tounes en Tunisie ou derrière le général Sissi en Égypte) et les partis islamistes, s'efforcent d'en finir avec les aspirations démocratiques et les revendications sociales qui avaient conduit aux révolutions renversant Ben Ali et Moubarak.

Ces révolutions étaient parties de revendications démocratiques, d'un mécontentement général contre des régimes corrompus, contre le manque de liberté, l'arbitraire policier, en même temps que le chômage et la misère. Elles brassaient pêle-mêle bien des couches de la société et, en premier lieu, la jeunesse. Les travailleurs y ont participé avec les autres, sans politique spécifique, même s'il est notable qu'aussi bien en Tunisie qu'en Égypte les grèves ont joué un rôle important dans la chute des régimes. Mais c'est à partir de là que la tâche des révolutionnaires était de s'efforcer de répondre au mécontentement politique et social par une politique pour les travailleurs et les chômeurs, un programme à la fois démocratique et social, privilégiant le terrain des luttes et des mobilisations de classe, plutôt que le piège des impasses électorales que la bourgeoisie – toutes tendances confondues – a tendu aux classes populaires.

Car ce n'est pas par le seul poids des traditions religieuses que les démagogues d'extrême droite, les partis islamistes, ont pu avoir l'oreille des couches populaires et gagner leurs voix aux élections. C'est aussi parce qu'en face aucune autre politique n'était proposée aux travailleurs, aux populations pauvres, que celle d'attendre une nouvelle Constitution, puis encore une nouvelle élection, etc.

L'extrême gauche est certes bien faible. Mais, au nom de cette faiblesse, certains ont conclu à la nécessité de prétendus « fronts uniques », qui se sont résumés à des fronts électoraux, d'où une politique d'oscillations et, généralement, d'alignement sur des courants réformistes. En Égypte, on a vu une partie des militants d'extrême gauche, ceux du groupe « Socialistes Révolutionnaires », soutenir un jour Morsi à l'élection présidentielle, et la même extrême gauche

1 se diviser ensuite sur le sens de son renver-
sement par l'armée. En Tunisie, il s'est plu-
tôt agi d'un suivisme par rapport au PCOT
dont la politique s'est résumée essentielle-
5 ment à vouloir d'abord garantir la démoc-
ratie et, comme tant d'autres nationalistes
de gauche, « redresser » le pays avant d'en
venir aux revendications sociales. Le pro-
gramme du Front populaire pour l'élection
10 du 26 octobre 2014 promettait ainsi de re-
dresser économiquement le pays par un
budget plus « équilibré », grâce à l'appui de
« chefs d'entreprises patriotes » prétendu-
ment créateurs d'emplois.

15

En Europe :

Face à l'offensive du patronat contre le
monde du travail, c'est à des problèmes
politiques similaires que nous sommes
20 confrontés en Europe occidentale, où
nous sommes un peu moins démunis sur
le plan militant, et dans une situation
moins dramatique.

Le mouvement ouvrier, politique et syndi-
cal, y est affaibli par rapport à ce qu'il était
25 il y a 50 ou même 20 ans. Même s'il faut
rappeler que les partis communistes qui
le dominaient étaient stalinien, avec des
moyens non négligeables de paralyser ou
30 trahir les luttes. La faiblesse actuelle du
mouvement ouvrier organisé ne signifie
pas l'absence de combativité : des grèves
et manifestations massives ont eu lieu

contre les plans d'austérité en Grèce, en
Espagne, au Portugal, etc. C'est une pers-
pective de classe qui manque à ces luttes.
La quasi-disparition des PC stalinien
a généralement laissé la place à des dé-
mocrates de gauche, sur le terrain poli-
tique comme à la tête des syndicats, au
PS ici, au Pasok en Grèce ou au PSOE en
Espagne. Des partis dits de « gauche de la
gauche », issus des PC ou des PS (Syriza
en Grèce), se distinguent en réalité peu de
la gauche classique, que ce soit par leurs
programmes ou par leurs perspectives
politiques gouvernementales. Là où il fau-
drait parler d'alliance de tous les travail-
leurs d'Europe, de convergences de leurs
luttes, on n'entend que l'expression de la
nostalgie de la gauche d'antan, le regret
d'un keynésianisme des lendemains de la
Seconde Guerre mondiale, les illusions sur
les possibilités de développement d'une
économie vraiment « nationale »... Autant
de voies de garage pour la classe ouvrière,
quand il ne s'agit pas d'un chauvinisme
qui sert de fait la démagogie d'extrême
droite – en particulier quand, par exemple,
ils rendent l'Europe, ou même, plus bête-
ment encore, l'euro, responsables de la
crise et des politiques d'austérité.

Le mouvement des « Indignés » qui a su
mobiliser, comme en Espagne, des frac-
tions importantes de la jeunesse révoltée
par la crise, flatte de son côté un certain

apolitisme. Cela n'a pas empêché Podes-
mos d'en drainer les forces et, sur la base
d'un relatif succès électoral aux euro-
péennes, de chercher à le structurer en un
nouveau parti. Pour quels objectifs et sur
5 quel programme ? Faire le ménage parmi
les dirigeants politiques ? Un peu plus
d'impôts pour les riches ? Un audit de la
dette et d'éventuelles nationalisations
pour donner à l'État les moyens de contrô-
10 ler les secteurs stratégiques ? Jusque-là,
rien de ce que des politiciens de gauche
un peu démagogues ne peuvent proposer
à des élections.

Nous devons bien sûr nous adresser à
15 ceux qui sont « indignés » par les men-
songes politiques, à ceux qu'attire de ce
fait Podemos (qui ne sont pas que des
jeunes), participer à leurs manifesta-
tions, leurs assemblées, mais en essayant
20 de montrer les liens entre leur révolte et
les luttes des travailleurs. En expliquant
surtout qu'il y a une marge entre une
politique repeinte en rose d'un parti qui
n'aspire qu'à devenir un parti institution-
25 nel comme les autres et l'anticapitalisme
révolutionnaire.

On retombe là encore sur l'incontournable
problème de la nécessité et des moyens
d'opposer une politique révolutionnaire
30 de classe aux impasses, voire aux pièges,
de la « gauche de la gauche ».

9 novembre 2014

35 Texte 5 : Pour le communisme autogestionnaire !

35

*Premiers signataires : Alexie (Meuse),
Antonio (Lot-et-Garonne), Assane (Paris 13^e),
Bastien (Besançon, Doubs), Benjamin (Di-
40 jon, Côte d'Or), Blaise (Meuse), Céline (Nan-
terre, Hauts-de-Seine), Charlotte (Saint-Na-
zaire, Loire Atlantique), Christian (Paris 11^e),
Claude (Meuse, CPN, CNE), Florent (Lyon,
Rhône), Florine (Jeunes travailleurs RP, SRP
45 jeune), Gilles (Meuse), Jean-Baptiste (Pays
d'Aix, Bouches-du-Rhône, suppléant CPN),
Jean-Jacques (Meuse), Jean-Marc (Meuse),
Jorge (Paris 14^e), Julien (Jeunes travailleurs
RP, BSJ), Luc (Renault Cléon, Seine Mari-
50 time), Ludovic (Alpes de Haute-Provence),
Ludovic (Paris ENS, CPN), Marie (Jeunes
travailleurs RP, CPN), Maxime (Paris 13^e,
Secrétariat 75), Mireille (Paris 13^e), Monique*

*(Nîmes, Gard), Pascal (Alpes maritimes),
Quentin (Pays d'Aix, Bouches-du-Rhône),
Rajaa (Paris 14^e, suppléante CPN, CNIF),
Renaud (Nantes, Loire Atlantique), Serge
(Brest, Finistère), Stéphane (Paris 11^e, com-
mission Educ nat, suppléant CPN), Sylvain
(Paris 14^e, CE, GTE), Victor (Paris ENS)*

Pour nous contacter, écrivez-nous à
l'adresse suivante : [pf_communisme_au-
tgestionnaire@yahoo.fr](mailto:pf_communisme_autogestionnaire@yahoo.fr)

Nous n'en pouvons plus de la pauvreté si
répandue dans un monde riche à en cre-
ver ! Nous ne supportons plus de voir les
populations massacrées sous les bombes
des impérialistes qui n'ont que les mots « li-
berté » et « démocratie » à la bouche alors

qu'ils les étouffent partout ! Nous en avons
marre du chômage de masse qui prive
des millions d'un emploi quand les autres
perdent leur vie à la gagner, marre de la
40 précarité avec ses horaires impossibles et
son stress permanent, marre des patrons
qui se gavent de pognon et nous font des le-
çons de morale ! Nous sommes révolté-e-s
par la destruction aveugle de l'environne-
45 ment au nom du fric roi, par la double jour-
née de travail imposée aux femmes et les
violences qu'elles subissent, l'oppression
des LGBTI, le racisme et la xénophobie, la
police qui mutile et qui tue, l'autoritarisme
50 des chefs, la pub qui envahit l'espace, la
folie consumériste et les frustrations qu'elle
créé...

1 *Ces refus et ces combats, ce sont les nôtres ! Une nouvelle génération militante de travailleur-se-s, chômeur-se-s et opprimé-e-s contribue souvent à leur animation. C'est pourquoi notre parti, qui se veut celui des exploité-e-s et opprimé-e-s, doit rechercher l'unification de ces révoltes en un combat contre la société capitaliste. Nous devons porter haut et fort le projet d'une société sans classe, sans État, sans guerre, sans oppression, et qui stoppe d'urgence le suicide écologique. Aucune « nature humaine » ne l'empêche, seulement les capitalistes et les politiciens qui défendent leur système ! Alors osons défendre publiquement un projet communiste autogestionnaire. Loin de renoncer à se battre au quotidien avec les exploité-e-s et les opprimé-e-s, défendre publiquement un projet de société et une stratégie clairs permettra au contraire d'encourager leurs luttes qui seules peuvent aboutir à la société que nous voulons toutes et tous !*

25 **1. Pas de parti révolutionnaire... sans projet révolutionnaire**

30 **a. L'impasse du capitalisme français et des principales forces politiques**

Nous devrions le dire, conformément à ce que nous avons adopté au congrès dernier : la crise actuelle n'est pas due aux politiques d'austérité mais à la baisse du taux de profit dont la solution dans le cadre du capitalisme est la casse de nos conquêtes sociales, la compression des salaires, les licenciements. C'est pourquoi l'un des devoirs de notre parti est d'expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie, il n'y a pas de potion magique antilibérale qui pourrait nous sortir de la nasse. La relance « keynésienne » de 1981 a lamentablement échoué, et le tournant austéritaire était inéluctable à partir du moment où le gouvernement PS-PC avait renoncé à rompre avec le capitalisme.

50 **Face à la crise, les capitalistes aggravent leurs politiques « néo-libérales » pour maintenir leurs profits en faisant payer les**

peuples, en détruisant les acquis sociaux, en cassant les services publics, en rognant les libertés démocratiques. En France, avec l'installation durable de la crise et deux ans et demi de gouvernements Hollande, les derniers espoirs placés par certain-e-s dans le PS se sont brisés et la crise politique peut devenir explosive.

Les principaux syndicats et les forces du Front de gauche, malgré les postures de certains, refusent de combattre le gouvernement.

Les directions syndicales continuent de miser sur le prétendu « dialogue social » au lieu d'impulser et d'organiser les luttes. Le PC refuse de rompre avec le PS et s'est même allié avec lui dans la plupart des cas aux élections municipales pour garder ses élu-e-s et son appareil. Mélenchon est resté longtemps dépendant du PC et manque de forces comme de crédibilité à une échelle large pour réussir à s'ériger en « sauveur » national semi-réformiste en singeant le « modèle » latino-américain... Tous se retrouvent dans un programme fondé sur le maintien du capitalisme, de l'Union européenne et de l'État bourgeois (y compris son drapeau ensanglanté, sa police et son armée). Leur programme n'est pas crédible car fondé sur des illusions : ils promettent de sortir de la crise par une relance des dépenses publiques et de la consommation, sans remettre en cause la propriété privée ! Comme si on pouvait forcer les patrons et les actionnaires à accepter une baisse durable de leurs profits !

Il n'est donc pas étonnant que la majorité des exploité-e-s et opprimé-e-s éprouve un sentiment d'impasse.

Beaucoup sombrent dans le désespoir et une partie croissante imagine une issue en termes de rupture avec l'alternance UMP/PS qui conduit la régression sociale permanente depuis 30 ans. Or seul le FN profite de la crise : il met en avant un programme national-capitaliste, réactionnaire et raciste, mais en affichant un discours « anti-système » et anti-UE qui lui donne une identité politique forte et le rend crédible pour une partie des classes populaires. Sa « dédramatisation », bien aidée par les médias et la politique

de Hollande aggravant encore celle de Sarkozy, lui permet d'agir comme locomotive de l'extrême-droite. Elle permet à de plus petits groupes violents d'occuper la rue et d'agresser des personnes en raison de leur origine, des LGBTI, des féministes, des militant-e-s du mouvement ouvrier. À l'opposé, les forces d'extrême gauche manquent aujourd'hui d'une identité politique forte, d'un discours tranchant contre le système, d'un projet qui donne espoir et envie. Elles se sont figées dans leurs schémas des décennies précédentes, leurs fonctionnements sclérosés qui ont écoeuré tant de camarades. Sans changement radical d'orientation et de méthodes, notre parti continuera à s'enfermer dans une crise irréversible. Pour le relancer, il faut le refonder.

20 **b. Refonder le NPA comme parti révolutionnaire, pas comme « super-syndicat »**

Le mouvement ouvrier est né à la fois, indissociablement, des luttes réelles, petites et grandes, et d'idées neuves, de projets politiques foisonnants et vivement débattus. Les projets socialistes et communistes pouvaient sembler d'autant plus « irréalistes » que les gens étaient majoritairement des paysan-e-s, la plupart illettré-e-s et sous la tutelle de l'Église... Pourtant, ils ont nourri efficacement les luttes syndicales, politiques et idéologiques, contribuant centralement aux progrès démocratiques, sociaux et culturels pour notre classe. De même, la renaissance du mouvement ouvrier au XXI^e siècle ne peut passer que par de nouvelles luttes de classe, mais nourries par de nouveaux combats d'idées. Après les trahisons et l'intégration complète de la social-démocratie dans le capitalisme et l'État bourgeois, après les horreurs du stalinisme contre-révolutionnaire, il est crucial de redonner vie à l'objectif révolutionnaire. Et ce projet ne peut qu'intégrer et fusionner les acquis des luttes ouvrières, des idées communistes, mais aussi des combats plus récents, anti-impérialistes, anti-racistes, féministes, écologistes, des luttes LGBTI.

1 Pour certain-e-s camarades, la solution
serait seulement de donner la priorité
aux luttes et d'en finir avec le suivisme à
l'égard du Front de gauche. C'est en ef-
5 fet une condition indispensable et nous
continuerons bien sûr à défendre avec ces
camarades tout pas en avant dans ce sens.
Mais ce n'est absolument pas suffisant :
nous voulons construire un véritable parti
10 révolutionnaire et non un syndicat radical.
Nous devons défendre notre projet révo-
lutionnaire justement parce qu'il ne sur-
gira pas spontanément des luttes. **En fait,**
l'« **autre répartition des richesses** » et les
15 « **mesures d'urgence** », **supposées plus**
« **compréhensibles** » et « **raisonnables** »,
apparaissent aux salarié-e-s, à juste titre,
seulement incantatoires. Il faut arrêter de
contourner la question clé : celle de la révo-
20 lution et de la prise du pouvoir par le prolé-
tariat, les exploité-e-s, les opprimé-e-s. **Loin**
d'être utopique, la défense de notre projet
révolutionnaire (dans nos interventions,
les luttes, les réunions publiques, notre
25 **presse, nos apparitions médiatiques...)**
serait un formidable encouragement aux
luttes, un vecteur essentiel pour recons-
truire la conscience de classe et pour don-
ner envie de rejoindre notre parti.

2. Une stratégie pour les luttes... articulée à l'objectif de la prise du pouvoir

35 Ce qui fait que ce projet communiste
n'est pas qu'une utopie, c'est la lutte des
classes. Le capitalisme en crise l'attise lui-
même, et lorsque la conscience d'avoir
des intérêts communs rencontre la force
40 du nombre, elle peut progresser très vite.
Les travailleur-se-s font tourner ce sys-
tème : ils-elles peuvent aussi le renverser.

La rupture passe par l'auto-organisation de
45 la classe exploitée, dans les assemblées gé-
nérales, les conseils d'usine, de quartiers et
de villages, formant son propre pouvoir. Un
pouvoir plus direct, exercé de bas en haut,
avec des délégué-e-s élu-e-s, mandat-é-s, ré-
50 vocables et sans cumul, la seule « démocra-
tie réelle ». **Ce pouvoir des travailleur-se-s**
est la condition pour renverser à la fois
les capitalistes (patrons, actionnaires,

rentiers...) et l'État capitaliste (ses politi-
ciens, sa police, son armée, sa justice de
classe...). **C'est la condition pour collec-**
tiviser et transformer les moyens de pro-
duction, définir ensemble nos besoins,
planifier, dégager du temps libre pour se
réunir et décider ensemble, reprendre le
contrôle de nos vies.

Aujourd'hui, ce pouvoir des travailleur-se-s
paraît lointain ou impossible, mais sur-
tout cet objectif n'est tout simplement pas
connu hors de l'extrême gauche ! Il faut
oser le défendre, et critiquer les illusions
réformistes. Cela n'est pas du tout contra-
dictoire avec la défense la plus ferme des
revendications immédiates que portent les
exploité-e-s et opprimé-e-s. **Il nous faut**
montrer le plus simplement possible le
lien entre ces revendications et la révolu-
tion. Cela n'est pas non plus contradictoire
avec la recherche de l'unité d'action sur
les objectifs qui font consensus. Car seules
des luttes massives peuvent permettre
aux salarié-e-s de prendre confiance dans
leurs forces, d'obtenir des succès et de faire
grandir leur propre organisation.

a. Nos interventions

*NB : Nous n'abordons pas dans cette plate-
forme la question spécifique de l'interven-
tion et de la construction dans la jeunesse,
qui relèvent du secteur jeune autonome
(CNJ et instances propres). Mais nous
sommes pour que le parti, sa direction et
les comités aient parmi leurs priorités le
soutien à ces activités dans la jeunesse.*

Luttes des travailleur-se-s

Nous sommes en première ligne pour mo-
biliser contre toute attaque. Nous sommes
aux côtés de celles et ceux qui disent non,
avec les travailleur-se-s de Bretagne à l'au-
tomne 2013, les intermittent-e-s, précaires
et cheminot-e-s au printemps 2014, avec les
salarié-e-s luttant pour leur emploi, dans
les luttes contre la répression patronale...

Le pouvoir des patrons d'embaucher et
de virer est un scandale quotidien ! Pour
contre-attaquer dans les entreprises qui
licencient, il faut un « tous ensemble »
massif pour bloquer les licenciements.

Nous mettons en avant aussi l'interdiction 1
des licenciements, non en semant des il-
lusions parlementaires, mais en reliant
cet objectif à celui du pouvoir des travail- 5
leur-se-s. Dans le même sens, nous défen- 5
dons l'**expropriation sans indemnités ni**
rachat. Mais de simples nationalisations,
qui seraient d'énormes victoires, ne sont
pas notre horizon. Il faut défendre le
contrôle des travailleur-se-s, contre les 10
patrons comme les hauts fonctionnaires.
Dans le public, il faut combattre les sup-
pressions de postes, défendre le statut et
la titularisation immédiate sans condition
de concours ni de nationalité de tou-te-s 15
les précaires. Nous utilisons cet exemple
pour défendre le **droit à un emploi et un**
salaire garantis pour tou-te-s. Nous dé-
nonçons les inégalités et l'hypocrisie du
discours « méritocratique ». Hausse des 20
salaires, des retraites, de toutes les allo-
cations de 300 euros ! Pour des écarts de
salaires ne dépassant pas 1 à 4 ! Défense
du salaire socialisé (sécu, chômage, re-
traites...) et retour à la gestion par les 25
travailleur-se-s ! Pour un vrai droit à la
formation décidée par les salarié-e-s, à
l'opposé de la pression pour s'adapter aux
besoins du capital !

Le gouvernement sert la soupe aux pa- 30
trons avec l'ANI, le pacte de responsabi-
lité, les cadeaux fiscaux... Nous tentons
d'organiser dans l'unité des luttes contre
toutes ces attaques. Mais nous expliquons
que les capitalistes auront toujours le 35
dernier mot tant qu'on leur laissera le pou-
voir. **Le pouvoir aux travailleur-se-s**
est le seul moyen d'en finir avec la
précarité et le chômage, diminuer et
partager massivement le temps de 40
travail, annuler la dette et financer de
vrais besoins sociaux.

C'est seulement par ses propres luttes que
le prolétariat pourra entraîner les petits
paysans et les travailleur-se-s indépen- 45
dants dans le combat révolutionnaire
contre la société capitaliste.

Contre les oppressions

Nous luttons avec tou-te-s les opprimé-e-s, 50
notamment pour que notre classe ne se
laisse pas diviser par des réactionnaires qui
pointent des boucs-émissaires et défendent

1 le capitalisme. Mais nous ne réduisons pas ces luttes à l'entreprise, car elles traversent toute la société. Tout en défendant l'alliance avec le mouvement des travailleur-se-s et la
5 nécessité de la révolution, nous misons sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation.

Pour l'égalité réelle des droits pour tou-te-s : étrangers/français, femmes/
10 hommes, LGBTI/hétéros ; régularisation immédiate de tou-te-s les sans-papiers, droit de vote des étrangers-ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s ; contre la stigmatisation
15 des musulman-e-s, le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches...) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour tous les couples ; changement d'état civil sur simple demande pour
20 les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école...

Internationalisme et

anti-impérialisme

Nous devons construire les mobilisations en solidarité avec les Palestinien-ne-s contre l'État d'Israël, avec les Kurdes contre Daesh, avec les soulèvements populaires
35 des pays arabes, les mouvements anti-austérité en Europe, les luttes en Amérique latine... Nous dénonçons le nouveau traité transatlantique et tous les traités commerciaux au service des capitalistes les plus
40 puissants, l'OTAN leur bras armé, l'ONU leur caution et toutes les interventions impérialistes, à commencer par celles de l'État français (Mali, Centrafrique...). Elles se font sous des prétextes humanitaires,
45 mais cachent toujours les intérêts capitalistes. Nous dénonçons le double discours des impérialistes : ils s'allient avec les plus réactionnaires s'ils sont dociles et ne les dénoncent que quand ils leur désobéissent.
50 Jamais l'impérialisme n'a « apporté » la démocratie, les droits des femmes ou la paix ; c'est par la lutte des classes et la lutte anti-impérialiste conséquente que toutes les

avancées ont été obtenues.

À l'échelle internationale, nous cherchons aussi à nouer et à développer des relations politiques et fraternelles avec toutes les organisations qui se battent pour les mêmes objectifs radicalement anticapitalistes, dans le but d'avancer vers un programme et une activité politique commune. Nous nous donnons l'objectif d'ouvrir les discussions de fond qui permettront de jeter les bases d'une véritable Internationale communiste révolutionnaire et autogestionnaire. Cette construction ne peut être que progressive, collective et non sectaire, intégrant le bilan des organisations actuelles, notamment celles qui se réclament de la IV^e Internationale ou de son héritage.

Écologie

Le mépris des capitalistes pour la planète choque et provoque des résistances locales ou nationales (NDDL, barrage de Sivens...). La crise globale (réchauffement, déforestation...) politise beaucoup de militant-e-s. Prenons appui sur le potentiel révolutionnaire de ces questions : **fin du productivisme et du gaspillage par la réorganisation de l'économie sous le contrôle des travailleur-se-s** (reconversion des industries polluantes, réduction des transports inutiles en relocalisant partiellement, transports collectifs gratuits...), fin de la publicité et de l'aliénation consumériste, sortie du nucléaire, décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles, pour des énergies renouvelables, généralisation de l'agriculture biologique...

Libertés démocratiques

Nous combattons la restriction croissante des libertés démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme, en réalité pour soumettre les exploité-e-s et les opprimé-e-s. Nous dénonçons les interdictions de manifester, les contrôles au faciès et les violences policières, qui frappent surtout les jeunes des quartiers populaires et les militant-e-s. **Pour le retrait de toutes les lois liberticides, le désarmement de la police** (y compris flashball, taser, grenades offensives...), dans la perspective de la dissolution pure et simple des forces de répression.

Union européenne

Les travailleur-se-s ont une colère croissante contre l'Union européenne. Il est important de clarifier notre rapport à l'UE à l'heure
5 où le FN se présente comme son seul adversaire. **Il faut défendre publiquement l'objectif de rompre avec l'UE**, dans une perspective internationaliste et communiste et non pour un repli national-capitaliste qui n'apporterait aucune solution aux souffrances des salarié-e-s. Le pouvoir des travailleur-se-s devra rompre immédiatement avec l'UE et sa monnaie. Il ne s'agit pas simplement de s'opposer aux traités actuels, mais bien signifier qu'un État des travailleur-se-s ne pourra partager des institutions communes avec des États bourgeois. Il s'agira au contraire d'œuvrer à l'extension de la révolution et d'édifier de nouvelles relations entre les peuples, par une politique coopérative et internationaliste.

Culture

Trop souvent la culture est produite par des
25 travailleur-se-s précaires, pour une élite qui est la seule à pouvoir y accéder. **Nous nous battons pour sortir la culture d'une logique de profit, condition pour que la création soit libre et participe à l'émancipation.** Pour cela il faut garantir un statut à celles et ceux qui donnent vie à la culture, et lutter contre la marchandisation imposée par les grands groupes de la communication ou de la distribution. Il faut que
35 l'accès aux arts soit étendu à tou-te-s par le biais de l'école publique. De même pour les médias, notre classe subit le matraquage permanent des « informations » et de l'idéologie des riches, sans avoir le droit
40 à la parole ! Là aussi, nous devons lier la dénonciation des médias bourgeois à l'expropriation des groupes capitalistes et au contrôle des travailleur-se-s du secteur et des usagers-ères.
45

b. Clarifions nos modes d'action

Auto-organisation

Les luttes sont des cadres privilégiés pour
50 le développement de la conscience de classe et l'acquisition d'expérience militante pourvu que celles-ci ne se fassent pas

1 par procuration. Le NPA se bat donc pour
l'auto-organisation (réunions, AG, AG in-
tercatégorielles, AG interpro, délégué-e-s
5 élu-e-s, mandaté-e-s et révocables...) à
tous les niveaux et pour le **contrôle du
mouvement par les travailleur-se-s
eux-elles-mêmes**. Nous n'opposons pas
ces structures aux syndicats, mais nous ne
craignons pas la rupture avec les appareils
10 conservateurs, si c'est le moyen de déve-
lopper la lutte jusqu'à la victoire.

Convergence des luttes et objectif de la grève générale

15 Il y a des luttes tous les jours, mais la plupart
sont isolées et défaites. Il est vital d'aider à
les faire converger pour gagner, en prenant
des initiatives, même partielles (interpella-
20 tion des directions syndicales, mais aussi
organisation de rencontres, manifestations,
coordinations, propositions concrètes aux
équipes syndicales en lutte et aux organisa-
tions d'extrême gauche...). La grève est par-
25 ticulièrement stratégique pour faire plier les
capitalistes. **Nous menons une agitation
autour de la nécessité de construire un
grand mouvement d'ensemble passant
par la grève générale** comme moyen de
stopper et de battre le patronat et le gouver-
30 nement. Nous devons également montrer
les obstacles à un tel mouvement en expli-
quant le rôle des bureaucraties syndicales
qui accompagnent les contre-réformes, par
la stratégie bien rodée des journées d'action
35 dispersées, etc.

Unité d'action

Regrouper les forces de notre classe est un
objectif stratégique. Mais cela ne signifie
40 pas dire amen aux organisations réfor-
mistes, qui souvent sont des obstacles. **Il
s'agit avant tout de massifier les luttes et
d'organiser les travailleur-se-s. L'unité
d'action n'est pas un front programma-
45 tique** : nous ne pouvons pas signer un texte
commun qui inclut des positions contraires
aux nôtres. L'unité se fait sur des points
d'accord, en laissant de côté tout ce qui
fait désaccord. Par exemple nous devons
50 mobiliser ensemble contre les mesures
d'austérité, mais sans en appeler à la « re-
lance » pour sortir de la crise. **L'unité d'ac-
tion n'est pas un front permanent avec les**

réformistes : si des accords ponctuels sont
possibles, un front permanent noierait nos
positions politiques fondamentales. L'unité
d'action n'est pas non plus un front paci-
fié : nous ne devons pas nous abstenir de
critiquer nos partenaires sous prétexte que
nous agissons ensemble. Nous devons au
contraire pointer du doigt leurs manque-
ments, leurs ambiguïtés, leurs trahisons,
en combinant interpellation et dénoncia-
tion en fonction des expériences vécues par
celles et ceux qui luttent.

Contre l'extrême droite

L'unité 'action a ici un enjeu majeur pour la
protection immédiate des militant-e-s, des
femmes, des LGBTI, des personnes stigma-
tisées pour leur origine... L'extrême droite se
nourrit du terreau de la crise et l'influence
de ses idées réactionnaires augmente. Pour
la contrer, nous devons démonter sa fausse
posture « anti-système », lui opposer le com-
bat de classe contre la politique de l'UMP et
du PS, la rupture anticapitaliste avec l'État
bourgeois et l'UE, l'internationalisme. Nous
combattons l'extrême droite en luttant pour
l'unité des organisations du mouvement
ouvrier. Nous participons aussi aux collec-
tifs qui se montent contre l'extrême droite
(s'ils ne sont pas des coquilles vides). Nous
cherchons à nous y lier avec les jeunes radi-
calisé-e-s, tout en nous battant pour les lier
au mouvement ouvrier. En revanche nous
ne devons surtout en aucun cas apparaître
comme des soutiens au PS et nous refusons
tout « front républicain ».

Élections

**Participer aux élections n'est pas une
question de principe pour nous. Cela
doit permettre de diffuser nos idées
largement**, tout en pointant que cette
République est une pseudo-démocratie.
Le Front de Gauche ne pense pas cela et
n'est pas anticapitaliste. Donc aucun front
électoral n'est possible avec lui (sauf ex-
ceptions locales en rupture).
L'abstention massive des travailleur-se-s
exprime leur dégoût, voire leur rejet des
partis institutionnels. Si nous sommes
convaincu-e-s que la voie électorale est une
impasse, il ne sert à rien de chercher à di-
luer nos idées, sauf à faire disparaître la voix

révolutionnaire du débat. Cherchons au 1
contraire à unir nos forces avec des antica-
pitalistes, comme LO, ce qui suppose de ne
pas les traiter sur le même plan que le FdG.

3. Une organisation militante pour tou-te-s les exploité-e-s et opprimé-e-s

a. Se construire parmi les travailleur-se-s

Le NPA doit être un outil pour favoriser
les luttes immédiates des travailleur-se-s
et renforcer la conscience de classe. Il doit 15
**s'implanter dans les lieux de travail par
une activité interne ou par une interven-
tion extérieure sur des grandes concen-
trations de salarié-e-s**. Il faut chercher
à développer les comités de boîte et de 20
secteur/branche autant que possible, car
ils sont en général beaucoup plus adaptés
à l'intervention. D'autre part, il faut aider
tous les comités à avoir une intervention
régulière sur un lieu de travail au moins. 25

Face au chômage et à la précarité qui
isolent voire désespèrent les individus,
notre parti doit se préoccuper de la situa-
tion professionnelle des camarades. Il re- 30
vient bien sûr à chacun-e de décider son
implantation selon ses qualifications, ses
opportunités et ses préférences. Mais les
comités et commissions doivent **aider au-
tant que possible les camarades à trouver 35
du travail et à renforcer notre implanta-
tion dans les secteurs où nous avons déjà
des militant-e-s, notamment les secteurs
clés de l'économie** (transports, énergie,
communications, grosses entreprises de 40
l'industrie et du tertiaire, etc.).

L'activité dans les syndicats est une acti-
vité politique à part entière. Notre parti
doit en discuter plus collectivement, afin 45
de dégager une orientation commune qui
permette aux militant-e-s de peser dans
les syndicats. Nous y mettons en avant la
rupture du « dialogue social », la reprise
des revendications des salarié-e-s, la dé- 50
mocratie, le contrôle des responsables et
des élu-e-s, l'auto-organisation dans le
syndicat et sur le lieu de travail (réunion

1 des syndiqué-e-s, AG, etc.). Nous agissons
pour **regrouper les syndicalistes comba-**
tifs dans un courant intersyndical lutte
de classes, notamment en proposant des
5 **assises nationales du syndicalisme com-**
batif. Ce serait un pas décisif pour vaincre
le sabotage organisé par les directions
syndicales. Les conditions pour lancer un
tel processus sont particulièrement favo-
10 rables avec la maturation à l'œuvre dans
et autour des structures syndicales. Les mi-
litant-e-s du NPA influencent un nombre
suffisant de syndicalistes, voire d'équipes,
pour impulser un tel courant.

15 **b. Relier les luttes spécifiques à notre
combat anticapitaliste**

20 Si le lieu de travail est un lieu de construc-
tion stratégique prioritaire pour en finir
avec le capitalisme, il n'est pas le seul. Le
capitalisme impacte notre environnement
ou encore nos relations sociales. **Le NPA**
doit donc jouer un rôle pour organiser
25 **les opprimé-e-s qui luttent dans diffé-**
rents domaines.

Pour les luttes écologistes, féministes,
LGBTI, antifascistes, comme pour la dé-
fense des besoins concrets de la popula-
30 tion (maintien d'un bureau de poste, d'une
gare, etc.), **nous soutenons ou impulsions**
la création de collectifs avec des individus,
des associations et/ou des syndicats qui
permettent de combiner différents types
35 de militantisme. Par exemple, nous contri-
buons à regrouper les militant-e-s écolo-
gistes radicaux-ales avec les militant-e-s
ouvriers-ères pour mettre en évidence les
intérêts communs de celles et ceux qui
40 veulent lutter contre NDDL, le barrage de
Sivens, l'enfouissement des déchets nu-
cléaires en Meuse, etc. De même, nous
interventions dans les collectifs féministes
et militons pour qu'il en existe dans les en-
45 treprises, les facs, les lycées, si possible sur
des bases de classe. **Nous défendons aussi**
et promouvons les réunions non mixtes
pour permettre aux personnes opprimées
50 de se rencontrer, de prendre la parole, de
discuter, d'élaborer et d'agir entre elles.

**4. Un parti pour
l'émancipation**

Deux ans après le dernier congrès, les
dysfonctionnements sont toujours là, et
les relations sont de plus en plus crispées
entre militant-e-s. La manière dont fonc-
tionne le parti continue d'être un obstacle
à son renforcement.

**Des pratiques militantes en accord
avec notre projet**

Sans prétendre que notre parti puisse être une
« contre-société », il doit être un lieu d'éman-
cipation, vigilant contre la reproduction des
oppressions, où les nouveaux et nouvelles mi-
litant-e-s puissent prendre leur place.

Cela implique des **réunions adaptées à la**
vie des travailleur-se-s par leurs horaires
et leur durée comme par leur contenu
qui articule analyses et conclusions pra-
tiques pour la lutte. Cela implique aussi
de **limiter la division entre tâches** « intel-
lectuelles » (formation, élaboration, etc.)
et « manuelles » (diffs, collages, etc.). La
formation aux acquis théoriques et his-
toriques du marxisme, du mouvement
ouvrier, enrichis plus récemment par
ceux du féminisme, de l'écologie radicale,
etc., est nécessaire pour l'égalité dans les
débat. Il faut aussi **généraliser l'organi-**
sation de gardes d'enfants lors des réu-
nions (comme pour les CPN depuis deux
ans) pour que cette tâche ne repose pas
sur les femmes. Cette responsabilité doit
être portée collectivement.

**Réaffirmer la démocratie interne et la
camaraderie**

Le débat fraternel doit reprendre sa place.
On ne peut pas commencer une phrase par
« camarades » pour ensuite jeter mépris et
mauvaise foi sur un courant opposé. **Il faut**
apprendre à débattre sans que cela dégé-
nère en « drame familial » à chaque ins-
tant. Vu les violences de la société actuelle,
ce n'est pas simple, mais cela fait partie de
la « formation » qui doit être transmise
dans un parti pour l'émancipation.

Donner toute leur place aux comités

Les comités sont les instances de base
du parti. Ils intègrent les camarades, dé-
battent des questions politiques, défi-
nissent leurs priorités... Les regroupements

de comités, notamment au niveau départe- 1
mental, permettent leur coordination 1
et l'élargissement des discussions. Il est
important d'organiser des congrès de fédé- 5
rations, d'élire des secrétariats chargés 5
de l'impulsion et de la coordination. Des
AG départementales ou regroupant des co-
mités doivent être réinstituées partout où
c'est possible. C'est le cadre pour préparer
les CPN, y faire remonter les attentes et les 10
propositions des camarades et en rendre
compte. Des comptes rendus et bilans des
activités menées à la base devraient être re-
groupés et diffusés dans un BI permanent.
Intégrée dans les statuts par le précédent 15
congrès, **la réunion nationale des comités**
doit être l'occasion d'échanger des expé-
riences à partir des comités, de mener
sereinement les discussions de fond qui
dépassent celles de l'orientation immé- 20
diante, d'intégrer les nouveaux/nouvelles
camarades dans les débats du parti.

Un CPN pour l'élaboration politique

25 **Les élu-e-s au CPN doivent rendre compte**
de leur mandat régulièrement et conti-
nuer d'avoir une activité locale régulière
sans quoi ils-elles ne sauraient faire de lien
avec la base. La suppléance des élu-e-s au
CPN inscrite dans les statuts au précédent 30
congrès doit maintenant être généralisée.

Un BI préparatoire du CPN doit toujours
être diffusé assez longtemps en avance
pour pouvoir être discuté avant le CPN.
La responsabilité des courants est aussi 35
d'y inclure leurs propres propositions et
élaborations.

L'élaboration collective du CPN doit se
renforcer et donner lieu quand c'est pos-
sible, pour sortir des logiques de bloc, à 40
des votes de motions à majorité « trans-
versale » (et non comme cela a été fait
jusqu'à maintenant avec une direction qui
impose sa ligne dans ses motions).

L'ordre du jour des congrès doit être éla- 45
boré en partant de la base c'est-à-dire des
comités, à charge pour le CPN de le coor-
donner et de le formaliser.

Un CE pour l'exécution

50 Des décisions, parfois importantes, sont
prises individuellement par certain-e-s ca-
marades en dehors des instances du parti,

1 comme l'a expliqué à juste titre Philippe
lors de sa démission du CE. Cela doit ces-
ser. **Les porte-parole, qui ont un mandat
politique, doivent s'appuyer sur l'éla-
5 boration collective, mais aussi rendre
compte au parti.**
Le CE doit être soumis à un contrôle

accru du CPN, la direction statutaire du
parti. Toutes les réunions du CPN s'ouvrent
sur une présentation du bilan du CE de-
puis le dernier CPN : savoir ce qui a été
fait, si c'était bien en accord avec les dé-
cisions prises, et pourquoi. La clôture du
CPN par les votes est aussi le moment où le

mandatement du CE doit être le plus clair 1
possible.
Le CE étant la direction de fait du parti,
c'est une question élémentaire de démo- 5
cratie qu'il reste composé à la proportion-
nelle des votes de plateformes.

Motion « climat »

*Motion présentée par la Commission nationale
écologie sur la base d'un mandat du CPN.*

10 Le changement climatique est aujourd'hui
un fait majeur que nul ne peut ignorer. Il est
au cœur des différents aspects de la crise
écologique et les échéances sont courtes.
Ses effets se font déjà sentir et risquent
de devenir catastrophiques dans les pro-
chaines décennies. Le moteur de ce chan-
20 gement est la hausse de la température de
la terre, conséquence d'une élévation très
rapide des concentrations atmosphériques
en gaz à effet de serre dus aux activités hu-
maines et en particulier à la combustion
25 massive des combustibles fossiles (char-
bon, pétrole, gaz) et minerais (uranium).
Le basculement climatique en cours est le
produit direct du mode de production et
de consommation imposé par le système
30 capitaliste. Basé sur l'exploitation de la
force de travail, le pillage et le gaspillage
des ressources naturelles, ce système est
structurellement productiviste.
En ce début du XXIe siècle, les causes du
35 réchauffement sont parfaitement documen-
tées. La gravité de la situation augmente à
chaque nouveau rapport des experts du
GIEC1, le dernier en date prévoyant que la
hausse de la température moyenne pourrait
40 dépasser 6°C d'ici 2100. Les mêmes experts
estiment que toute hausse de température
de 1°C entraînerait une élévation de 2,3
mètres du niveau de la mer, à l'équilibre
(soit 13,8 mètres pour une hausse de 6 °C).
45 La folle course du système capitaliste pré-
pare une catastrophe humaine et écolo-
gique irréversible à l'échelle historique des
temps. Elle fait d'ores et déjà peser une me-
nace réelle et sérieuse, à brève échéance
50 sur des centaines de millions d'êtres hu-
mains, les plus pauvres, condamnés à de-
venir des « réfugiés climatiques ». La soli-
darité internationale impose donc comme

une urgence concrète le combat pour la
liberté de circulation et d'installation, la
régularisation des sans-papiers.

D'après les projections du GIEC, il fau-
drait être en mesure de sortir intégrale-
ment des énergies fossiles d'ici 2050. Cet
enjeu amène à penser la perspective du
socialisme pas uniquement comme une
simple appropriation sociale des moyens
de production, mais également comme
une transformation radicale de l'appareil
de production dans son ensemble, et cela
à l'échelle de l'ensemble de la planète.

L'enjeu est double :

1- réduire radicalement la consommation
d'énergie tout en réalisant le passage en
quarante ans à un système énergétique
sans fossiles ni nucléaire.

2- assurer l'accès aux biens et services fon-
damentaux (eau, énergie, alimentation,
santé, culture...) aux milliards d'hommes
et de femmes qui vivent dans des condi-
tions indignes et qui sont les premières
victimes du réchauffement.

Le système capitaliste est bien incapable
d'y répondre, comme le montre le spectacu-
laire échec des conférences internationales,
dont les décisions n'ont fait qu'aggraver
les risques environnementaux tout en ap-
profondissant les injustices sociales (mé-
canismes de flexibilité, marché carbone,
économie « verte »...) Les capitalistes en-
visagent en plus de jouer les apprentis sor-
ciers avec l'ingénierie du climat.

Des mesures anticapitalistes radicales
sont donc indispensables pour pouvoir
relever ces défis.

Le NPA défend un programme énergé-
tique et écologique en rupture avec le sys-
tème capitaliste avec (entre autres) :

- L'expropriation des grands groupes à com-
mencer par ceux de l'énergie et la création
d'un monopole public décentralisé sous le
contrôle des travailleurs et usagers
- L'expropriation du système bancaire et 15
financier, et la création d'un monopole
public permettant de décider et de contrô-
ler les investissements, d'en finir avec les
projets inutiles et destructeurs.
- Un plan qui combine la sortie urgente en 20
moins de dix ans du nucléaire, la sobriété
et l'efficacité énergétiques, la sortie des
énergies fossiles et le développement des
énergies renouvelables.
- L'arrêt des productions inutiles et dan- 25
gereuses, (dont l'armement) la reconver-
sion des travailleurs de ces secteurs
- Une politique permettant de diminuer
l'usage de la voiture : instaurer des trans-
ports en commun publics gratuits, en 30
ville et dans les régions rurales, mettre
un terme à la désertification accélérée des
territoires, aux concentrations d'activités
en dehors des villes et rapprocher les lieux
de production et de consommation... 35
- La mise au pas de l'agro-industrie, l'in-
terdiction des intrants en agriculture,
source très importante d'émission de gaz
à effet de serre et la reconversion de l'agri-
culture en bio sur 10 ans, source de créa- 40
tion de millions d'emplois
- L'interdiction de la publicité ...
- La lutte contre la précarité énergétique
en rendant gratuits les premiers kWh
indispensables. 45
- Enfin et surtout, la réduction drastique
du temps de travail pour tous et toutes sans
flexibilité ni intensification de la producti-
vité avec les embauches correspondantes. 50

Seules des mobilisations puissantes pour-
ront imposer ces mesures : il n'y a pas à
choisir entre urgence climatique et justice

1 sociale, c'est un seul et même combat.

Les politiques d'austérité sont imposées aux populations au nom de la compétitivité des entreprises qui doit ramener la croissance et avec elle le progrès social. Ces politiques qui provoquent reculs sociaux et destruction de la protection sociale, des services publics, des droits des salariéEs... sont de plus en plus insupportables. La réponse à la crise n'est pas la relance par une politique de la demande à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat, mais le partage des richesses, le partage du temps de travail, la démocratie dans et hors des entreprises pour décider, contrôler et planifier la production pour la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des limites écologiques.

20 C'est le capitalisme qu'il faut remettre en cause. La crise climatique donne une actualité brûlante à l'alternative « socialisme ou barbarie », un socialisme nécessairement internationaliste.

25 L'écosocialisme est un projet infiniment plus riche et plus enthousiasmant que la

course aux profits qui détruit nos vies et dégrade le climat.

La Conférence sur le climat (COP 21)² se tiendra à Paris fin 2015. Ni ce sommet et ses fausses solutions ni le gouvernement français n'auront le dernier mot. Ensemble, en faisant converger les luttes, avec les syndicats, associations, organisations politiques « changeons le système, pas le climat! »

1 : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

2 : COP : Conference of parties. A lieu tous les ans, c'est l'organe suprême de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

Amendement soumis aux votes

Présenté par Bruno (Bordeaux, P2), Claude (Meuse, CPN/CNE, P5), Ian (Toulouse, CPN/CNE, P2), Sylvain (Paris, CE, P5)

Remplacer « Des mesures anticapitalistes radicales (page 38, ligne 48) [...] avec (entre autres) : » (ligne 53) par :

Face à la gravité des changements

climatiques et à leur échelle planétaire, seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste peut apporter une solution globale à la hauteur du problème. Cela remet à l'ordre du jour la nécessité de la révolution mondiale et du socialisme comme perspective d'une planification démocratique mondiale basée sur la coopération entre les peuples et d'une transformation radicale de l'ensemble de l'appareil productif. Cette perspective politique dépasse le cadre de raisonnements simplement antiproductivistes ou anticonsuméristes et inscrit pleinement la lutte contre le changement climatique dans notre combat contre la domination de la classe capitaliste, contre la propriété privée des moyens de productions. Nos revendications concrètes s'inscrivent dans une démarche transitoire qui met en avant la nécessaire remise en cause de la propriété privée des moyens de production, la loi du marché, la course au profit pour une transition énergétique et écologique radicale. Concrètement cela implique notamment :

25

Motion d'intervention féministe

30 *Motion présentée par la majorité du CPN.*

Nous nous fixons 3 priorités d'intervention, à la fois dans le mouvement féministe et pour notre intervention propre. Notre orientation vise à participer à la reconstruction d'un mouvement autonome mobilisant largement, et à développer un courant féministe lutte de classe dans le sens où nous cherchons à lier les luttes féministes aux luttes du monde du travail, en démontrant l'impact du capitalisme sur la condition des femmes, et en défendant des méthodes de lutte visant des mobilisations de masse.

Nous développons une activité féministe à la fois par le biais d'une intervention propre du NPA sur nos lieux de travail et d'étude mais aussi dans tous les cadres de masse auxquels nous participons afin de construire des mobilisations.

50

Droit à disposer de son corps avortement et contraception réellement libres et gratuits

Les attaques viennent essentiellement de 2 fronts : les politiques d'austérité et l'offensive réactionnaire. Nous combattons toutes les politiques d'austérité, le démantèlement de la sécu, les fermetures de CIVG, d'hôpitaux, de maternités... qui mettent en danger la santé de tou-te-s et en particulier des femmes, et en premier lieux les plus pauvres d'entre elles. Ces attaquent constituent de fait une remise en cause du droit de choisir, de l'accès à l'avortement et à la contraception. Nous cherchons à construire les cadres de mobilisations unitaires les plus larges possibles comme lors de la manifestation du 1/02/14 en solidarité avec les femmes d'Espagne, ou celle du 17 janvier à l'occasion du 40eme anniversaire de la loi pour le droit à l'avortement, ainsi qu'à d'autres initiatives de rue qui rendent visibles les difficultés des femmes à accéder au service public de santé.

Droit à la PMA pour toutes

Dans la suite des mobilisations pour le mariage pour tou-te-s, face au recul du

gouvernement et aux attaques des réactionnaires, nous continuons à mettre en avant cette revendication. Dans notre matériel, nous développons l'aspect remise en cause de la filiation, de l'ordre patriarcal, la dimension subversive de cette revendication et le lien avec l'IVG et le droit à disposer de son corps. A partir de cette revendication, nous cherchons à faire le lien entre mouvement féministe et LGBTI.

30

35

Contre toutes les violences

40

Nous participons à la construction des mobilisations contre les violences faites aux femmes et combattons les clivages du mouvement féministe en mettant en avant des revendications unifiantes. Nous développons notre analyse propre en particulier le rôle des violences dans le maintien de l'ordre capitaliste et patriarcal.

45

Combattre les offensives réactionnaires, politiques et gouvernementales

50

L'offensive réactionnaire conduite par

1 des courants très divers comprend une dimension sexiste et anti-féministe que nous devons combattre spécifiquement : remise en cause de l'avortement, violences 5 homophobes, « manif pour tous », journée de retrait de l'école, mobilisation contre les ABCD de l'égalité, attaques contre les lignes d'écoute... Ces attaques se combinent avec l'accélération des politiques 10 d'austérité menées par le gouvernement (casse des services publics, restrictions du financement aux associations, fermetures de foyers d'accueil pour les femmes et les LGBTI, recul sur les allocations familiales,...) qui affectent en premier les femmes et LGBTI des classes populaires. Nous devons répondre sur l'ensemble de ces thématiques : défense des droits des femmes, pour l'égalité des droits entre homo 20 et hétéro, pour une éducation non sexiste, incluant l'éducation à la diversité des sexualités et des identités de genre... Nous développons une expression propre sur ces thématiques et une politique unitaire. 25 Notre objectif est de construire un front de résistance à l'offensive réactionnaire et de l'extrême droite le plus large possible (syndicats, associations, organisations de jeunes, féministes, LGBTI, antifascistes...) 30 et d'y défendre des revendications unifiant les mouvements des femmes et LGBTI.

Construire une intervention féministe sur les lieux de travail et d'études

35 La prise en compte de la question « femmes » dans les syndicats et les mobilisations est cruciale pour redonner au mouvement féministe un caractère de masse. Nous devons donc y mener une politique 40 volontariste car l'indifférence ou le mythe de l'égalité déjà gagnée sont des obstacles importants. Nous poussons à ce que la lutte contre l'oppression de genre soit prise en charge par l'ensemble des salarié-e-s comme 45 une manière de combattre le machisme au sein de notre classe, sans nier pour autant l'importance stratégique de l'autoorganisation des femmes elles-mêmes, dans toutes les formes du mouvement autonome, y

50

Motions élections

Des motions seront soumises rapidement,

compris les commissions syndicales, les AG non-mixtes...

Nous cherchons à nous tourner vers les lieux sociaux et de travail fortement féminisés : santé, social, petite enfance, grandes distributions, sociétés de nettoyage... et à visibiliser les femmes là où elles sont supposées absentes : ouvrières, postières, cheminotes...

dans nos interventions syndicales, nous défendons :

La majorité des femmes salariées sont avant tout touchées par les inégalités au travail : des salaires plus faibles que les hommes pour des fonctions et des qualifications équivalentes, une plus grande précarité avec le phénomène des temps partiels imposés, la pénibilité plus importante des emplois occupés. C'est donc autour de ces questions que nous cherchons à intervenir et à déclencher des mobilisations. Les salariées du nettoyage des Hôtels Hyatt ont prouvé qu'il était possible d'obtenir des augmentations de salaires. Plusieurs luttes de femmes salariées du même type ont eu lieu à l'échelle européenne. Nous tentons de populariser ces expériences et organisons un soutien actif à ces grèves lorsqu'elles se produisent. Nous soulignons l'importance de cette thématique, le fait qu'il y a une spécificité de la situation des femmes, que si on veut les organiser il faut s'adresser en particulier à elles sur leurs problématiques spécifiques (pénibilité, temps partiels imposés, horaires décalés, plafond de verre/plancher collant, égalité salariale...). Dans ce sens, nous demandons aussi les syndicats participent et défendent les droits des femmes immigrées ou sans-papiers.

l'importance de la formation sur ce thème au sein des organisations syndicales l'articulation entre démarches juridiques pour faire appliquer la loi en termes d'égalité notamment salariale et la construction de mobilisations sur ce thème. la vigilance et la diffusion large d'informations sur le harcèlement sexuel au travail. l'implication à tous les niveaux de structures

syndicales dans le mouvement féministe 1

Dans les cadres féministes existants

Même si le mouvement féministe en France est plus qu'affaibli, il existe encore 5 quelques cadres dans lesquels nous pouvons intervenir et défendre une orientation (CNDF, 8 mars pour touTEs, collectifs locaux...) Dans ces cadres nous poussons à la prise d'initiatives militantes et qui 10 permettent d'unifier les différentes sensibilités du mouvement féministe.

dans l'intervention propre du NPA

sur les lieux de travail et d'études:

15 nous éditons du matériel NPA spécifique à distribuer sur les lieux de travail et d'études notamment à l'occasion des échéances nationales (8 mars, 25 nov...) en lien avec la CILT sur des thématiques 20 qui font le lien (harcèlement au travail, inégalités salariales, précarité, temps de travail et tâches domestiques, etc...) tout au long de l'année, nous avons la pré-occupation d'inclure cette question dans 25 nos tracts, feuilles de boites, etc...par exemple lorsque l'on parle des retraites, de la santé, de la sécu, de l'éducation, de la précarité, etc...

Nous organisons périodiquement des débats publics, des conférences ou des formations sur les questions féministes dans 30 lesquels nous développons notre vision marxiste de l'oppression de genre en démontrant comment le capitalisme utilise 35 l'oppression des femmes rendant ainsi la lutte pour la libération des femmes indissociable de la lutte contre le système d'exploitation capitaliste. Nous tentons de populariser la formule consacrée « Pas de libération 40 des femmes sans socialisme et pas de socialisme sans libération des femmes ».

Dans les mobilisations :

Nous favorisons la parole et l'action des femmes dans les mobilisations. Nous soutenons l'auto-organisation des femmes au sein du mouvement afin qu'elles y prennent toute leur place et puissent se défendre face aux comportements sexistes.

50

de ce document.

1 **Texte sur l'extrême-droite et le FN**

1

Texte rédigé par Bernard (CNAF), Nado (CNAF), Marino (CNAF), Pierre (CE),

5 Yvan (CE)

La lutte contre la montée des idées réactionnaires et de l'extrême droite, partie intégrante de la lutte pour changer le rapport de force

10

La montée des idées réactionnaires et de l'extrême droite est une des conséquences de la politique du gouvernement de la gauche libérale et du patronat combinée à l'adaptation des grandes confédérations syndicales à la politique du dialogue social, à l'absence aussi de perspective crédible du côté du mou-

15

vement ouvrier dans un contexte de crise globale du capitalisme. Comment concrètement et pratiquement agir aujourd'hui ? Cette discussion est restée une forte préoccupation au sein du mouvement syndical ou dans les organisations à la gauche du PS, dans le monde du travail et la jeunesse. Elle s'impose au centre du débat politique d'autant que le fait que Marine Le Pen puisse gagner l'élection présidentielle de 2017 devient une hypothèse envisageable. Hollande, reprenant un jeu politique pervers déjà pratiqué par Mitterrand, l'a lui-même intronisé dans sa position de « première opposante ».

20

25

30

35

40

45

50

Cette montée de l'extrême droite xénophobe et raciste est organiquement liée à la crise chronique dans laquelle le capitalisme à bout de souffle plonge la société. Elle est un phénomène profond qui se déroule, de différentes façons, à l'échelle européenne. Au centre des mécanismes à l'œuvre, il y a la régression sociale, le rejet de l'Union européenne, l'instabilité politique chronique provoquée par l'exacerbation de la contradiction entre la politique mise en œuvre par les différents gouvernements au seul service de l'oligarchie financière alors qu'elles prétendent servir l'intérêt général. Les politiques d'austérité ne cessent de creuser le fossé entre la population et les partis de gouvernement.

L'offensive des classes dominantes, de l'appareil d'Etat et du gouvernement

s'accompagne d'une large offensive idéologique qui enrôle les Zemmour et autres réactionnaires pour diviser notre camp social et imposer une vision du monde fondée sur l'élitisme, le mépris du monde du travail et des plus déshérités, des femmes, des homosexuels, des étrangers et des immigrés, un monde où la soumission est la règle et où les préjugés tiennent lieu de pensée. Le FN se nourrit de la démagogie réactionnaire dont il fait son fonds de commerce politique.

On ne peut traiter le mal sans l'attaquer à la racine : la crise globale du capitalisme et la faillite politique des classes dominantes, des partis qui les servent, de leurs institutions.

Ce texte voudrait alimenter les discussions du congrès autour de cette question à partir de 3 points : la progression des idées d'extrême droite sous toutes ses formes et en particulier de celles du FN au sein du monde du travail et des classes populaires, sa stratégie pour accéder au pouvoir et son programme aujourd'hui et nos réponses politiques combinant lutte contre le gouvernement PS-Medef, lutte contre la politique du FN et la défense d'une alternative de rupture avec le capitalisme posant la question du pouvoir.

1) la gauche libérale et l'alternance PS-UMP crée le terrain pour la montée en puissance de la réaction

Depuis 1981, la politique du PS, chaque fois qu'il a été au pouvoir, totalement au service de la classe dominante, soutenu par le PCF, a favorisé la montée du FN tout en étant responsable de la démoralisation et de la perte de repères de notre classe.

La période 2012-2015, qui correspondra en mai aux trois ans de l'élection de François Hollande à la tête de l'état a été marquée par des reculs sociaux sans précédent.

L'une des conséquences de cette politique est de créer, d'entretenir, un terrain favorable à l'extrême droite. Le fait que les politiques de droite puis d'un gouvernement de gauche soient à ce point semblables a très largement participé à la montée en puissance de l'extrême droite.

Durant cette même période les affaires politico financières se sont succédées à

un rythme accéléré. Un ministre du budget qui possède un compte en suisse, un autre qui ne paye pas ses impôts depuis trois ans... A droite, l'affaire Bygmalion, les suites de l'affaire Bétencourt ou de celle Tapie-Lagardère...

La multiplication des affaires permettent d'asseoir des discours sur le « tous pourri ». Dans ce contexte une extrême droite et une droite extrême aux contours parfois flous ont pris pied dans la vie politique.

Le mariage pour tous comme catalyseur d'une droite catholique

C'est en particulier à la faveur de la loi instaurant le *mariage pour tous* qu'un puissant mouvement d'opposition a vu le jour. Les réseaux catholiques ont fonctionné à plein régime et ont mobilisé des moyens considérables pour s'organiser. Nous avons vu déferler dans les rues des milliers parfois même des dizaines de milliers d'opposants au mariage pour tous, réunis sous la bannière « *la manif pour tous* ».

Une France en train de disparaître venait en masse nous dire qu'elle souhaitait voir son modèle rester la norme. Alors que la famille telle qu'ils la défendent est en recul.

Dans une société où le fait religieux a reculé, où les familles se recomposent, où les LGBT vivent de plus en plus leur vie au grand jour, ces manifestations avaient quelque chose d'un autre âge. Par certains aspects, ces mobilisations peuvent être comprises comme un chant du cygne. Toutefois, les discours anti-LGBTI s'expriment plus largement que dans les seuls milieux catholiques traditionnalistes.

On ne connaît pas encore ce qu'il restera à long terme de ce mouvement, mais une partie de ces réseaux restent actifs. On les a vu dans la rue lors du *jour de colère* (tentative de fédérer les divers contestataires d'extrême droite) ou encore contre une Théorie du genre fantasmée.

Car s'il existe bien un champ de recherche autour des rapports sociaux de sexe et de genre, il n'existe pas de corpus du type de celui qui est dénoncé.

Ou encore plus récemment, mobilisés contre l'exposition très pédagogique du

1 dessinateur Zep à la cité des sciences et de l'industrie : « le zizi sexuel »...

Ces démonstrations ont quelque chose de pathétique, quand on sait que se sont par-
5 fois les mêmes qui manifestent sur ces questions et qui couvrent les actes de pédophilie au sein de l'église catholique.

Durant cette période l'autre fait marquant, c'est la quasi invisibilité des militants
10 « progressistes ».

Le peu de mobilisation pour la défense des droits des LGBT, a laissé en partie le champ libre dans l'opinion et dans la rue aux réactionnaires.

15 Dans le même temps l'abandon par le gouvernement du droit de vote des étrangers, pourtant promis lors de la campagne présidentielle (et toutes les précédentes depuis 1981), ne suscite que peu de mobilisations.

20 Il en sera de même face aux attaques répétées contre les *Jeunes des cités* ou les musulmans, en particulier durant l'été 2014 et les manifs en solidarité avec Gaza, ou contre les Roms.

25 **Une droite très décomplexée**

Durant cette période, on a assisté, dans la droite ligne des années Sarkozy à une série de discours particulièrement durs des politiciens de droite. Si la séquence du mariage
30 pour tous a été l'occasion de tous les débordements, sur d'autres sujets on assiste à un concours du plus droitier : Roms, quartiers populaires, musulmans...

Dans ce contexte, Eric Zemmour, publie à la
35 rentrée 2014 un ouvrage, « le suicide Français », dans lequel il dédouane en partie le gouvernement de Vichy, expliquant que celui-ci aurait participé à sauver les juifs Français. Le révisionnisme de son propos est
40 évident tout comme la volonté de « dédiableliser » le régime de Vichy. Ce type de point de vue est d'autant plus inquiétant que le livre et son auteur rencontre un écho important, favorisé par l'omniprésence médiatique de
45 Zemmour mais aussi du fait que son livre fait écho à bien des préjugés en cours dans les milieux bourgeois et petits bourgeois.

Soral et Dieudonné lui donnent la réplique dans les milieux populaires empruntant
50 des voies moins habituelles. C'est particulièrement sur le net qu'ils propagent leur discours. Leurs vidéos peuvent réaliser un nombre de vues impressionnantes.

Ce discours qui se prétend « anti système » et qui aurait donc un caractère révolutionnaire est propagé sur la toile par des individus qui se mettent en scène devant une caméra pour un public nombreux de laissés pour compte par la société dans laquelle nous évoluons. Il surfe en grande partie sur la haine et le désespoir de populations plutôt jeunes, habitant en banlieue, en grande partie de familles modestes ou défavorisées issues de l'immigration ou non, et dont l'intégration sociale et économique n'a pu se faire dans un contexte de discriminations mais pénètre aussi le milieu salarié et étudiant. Ce discours montre du doigt une classe dominante constituée selon eux d'une mafia dont les dirigeants sont les financiers, les exécutants sont les politiques et les chargés de communications sont les journalistes et les médias institutionnels.

Soral et Dieudonné se disent victimes de cette mafia et avancent pour preuve de la justesse de leur analyse et de leur combat le fait que ce système s'acharne sur eux.

Ce schéma bien connu, reprenant un discours ouvertement antisémite qui a fait des ravages à maintes reprises et surtout dans la première moitié du 20^e siècle a recours aux défenseurs des thèses négationnistes, Faurisson en tête.

Leur discours a su s'appuyer sur l'identification d'une partie de ses auditeurs aux palestiniens en proie à l'oppression d'un Etat d'Israël, soutenu par les riches occidentaux dans le silence d'un certain nombre de pays arabes (plutôt riches eux aussi). Il s'appuie également sur les antécédents politiques et associatifs de ses propagateurs : un ex « antiraciste » ayant mené une campagne à Dreux contre le FN et un ex « communiste » caution sociale de son contenu. Tous les deux taisent leur passage dans les instances dirigeantes du FN pour Soral et leur proximité familiale avec les Le Pen pour Dieudonné.

Ces cautions, sociale et antiraciste, ce discours « anti impérialiste » (contre l'Empire) leur permettent d'atteindre un public populaire et d'origines très diverses qui a priori devrait être réfractaire aux idées d'extrême droite.

Avec les quenelles, ils ont offert à ce public un signe de ralliement, de reconnaissance et d'appartenance à un groupe.

Encouragés par les scores des vidéos postées
1 et de l'écho de leurs propos et l'épidémie de quenelles, Soral et Dieudonné ont décidé de créer leur propre parti politique, Réconciliation Nationale, se positionnant radicalement à
5 la droite du FN. C'est le franchissement d'une étape qui peut les conduire vers une apparition plus matérialisée. C'est aussi le possible accès au financement des partis politiques et aux médias, une entrée dans le « système »... 10

Une extrême droite multiforme

Au-delà du Front national, on voit se dessiner une extrême droite aux visages multiples (Identitaire, catholiques intégristes,...)
15 Difficile d'imaginer qu'elle puisse s'unir tant les tensions peuvent être grandes. En particulier, pour le dire vite, autour de tensions fortes entre les antisémites et les antimusulmans. Mais aussi parce que le FN reste un
20 élément polarisant qui ne permet pas de trouver un espace suffisant pour exister à ces forces...pour l'instant.

Mais une chose est sûre, ces groupes ont gagné une certaine confiance dans la rue et
25 pour certain un auditoire.

La poussée électorale de 2014

A peine deux ans après les élections présidentielles et la nette victoire du Parti Socialiste aux législatives qui ont suivi, une
30 nouvelle séquence électorale (municipales puis Européennes) avait lieu en mars et en mai 2014.

Le fait majeur de ces élections est l'effondrement de la gauche au pouvoir. Avec moins
35 de 15%, le parti au pouvoir a une base électorale historiquement faible. Le pouvoir ne tient en place que grâce aux institutions de la cinquième république.

Avec 57,57 % aux élections européennes, le
40 refus de participer au jeu électoral est historiquement haut. C'est à dire que 6 électeurs sur 10 ne se sont pas déplacés pour aller voter aux élections européennes, l'abstention reste un fait majeur de ces élections. Mais le fait le plus
45 marquant est bien l'arrivée du front national en tête de toutes les forces politiques avec près de 25 % au niveau national.

Avec près d'un électeur sur 4, l'extrême droite polarise la vie politique. Selon des
50 sondages, les listes du FN ont attiré 43 % des ouvriers qui ont voté, 38% des employés, 37% des chômeurs. Les listes du PS ont

1 attiré 8% des ouvriers, 16% des employés et 14% des chômeurs. Un jeune sur trois a voté Front national.

Le vote Front national connaît également 5 une nouvelle géographie. Et des régions jusqu'ici relativement épargnées par le vote FN, sont à leur tour touchées. Comme par exemple la Bretagne, avec 19,31% (contre 5,62 % en 2004 et 3,06% en 2009). Certains 10 départements sont sinistrés : plus de 38 % dans l'Oise et plus de 40 % dans l'Aisne (15% en 2004 pour ces deux départements ; et respectivement 12,4 et 13,4% en 2009).

15 **Un phénomène européen**

La progression des formations d'extrême droite ne se cantonnent pas à la France : le Parti du peuple au Danemark remporte 27 % des suffrages, l'UKIP en Grande-Bretagne est 20 en tête avec 27 % des voix exprimées, le FPO autrichien dépasse les 20%, sans compter les partis « anti Europe » – comme en Allemagne, en Pologne ou en Suède – qui se renforcent. Il faut enfin noter que des organisations ouvertement fascistes comme Aube dorée en Grèce 25 qui obtient près de 10 %, ou le parti Jobbik en Hongrie qui dépasse la sociale démocratie avec près de 15 %, vont aussi marquer la scène politique dans leur pays.

30

2) Projet politique du FN, horizon 2017, et son programme politique

Depuis le congrès de Tours en janvier 2011 qui a porté Marine Le Pen à sa tête, Le Front 35 national connaît une évolution accélérée par l'arrivée de la gauche bourgeoise au pouvoir et par la guerre des chefs au sein d'une UMP incapable de s'imposer face au PS qui continue en l'aggravant sa politique.

40 Depuis, Marine Le Pen, flanquée de Philippot, numéro deux du Parti, a engagé une stratégie de dédramatisation visant à l'intégrer au sein des institutions, municipales d'abord, régionales ensuite pour postuler à 45 la présidentielle de 2017. Le congrès de Lyon a confirmé le succès de cette stratégie et rassemblé le FN derrière Marine Le Pen quelles que soient les luttes d'influences entre Marion Maréchal-Le Pen et Florian Philippot.

50 Marine Le Pen s'affirme aujourd'hui comme la seule opposition au gouvernement et tente de rallier à elle les électeurs de droite mais aussi de gauche en chassant sur les

terres de Melenchon.

L'extrême droite n'a jamais eu une grande rigueur programmatique. En bon démagogue elle joue la musique qui lui permet d'accéder au pouvoir en étant utile aux classes dominantes, une démagogie qui divise le camp des classes opprimées, accentue le désarroi, un poison pour dévoyer le mécontentement et diviser les travailleurs et les classes populaires...

Une stratégie de conquête du pouvoir.

Un des paradoxes de la situation politique actuelle est que les institutions de la Vème République censées garantir la stabilité par le jeu du bipartisme deviennent une machine à favoriser le bonapartisme au moment où le PS et le l'UMP sont menacés d'éclatement. Marine Le Pen entend transformer cette logique à son avantage pour débloquer les rapports politiques qui excluent le Front national des possibilités d'accéder au gouvernement.

Ce choix stratégique lui impose des choix politiques. Le FN a cherché et cherche encore à gagner un profil de « meilleur adversaire du système en place », dynamique et ancré dans les classes populaires. Dans le même temps il préserve et cultive son image de force réactionnaire, « conservatrice sur les mœurs ».

Ce pari stratégique qui joue sur les deux tableaux n'est pas sans rencontrer des difficultés.

Certaines voix puisées, dans la période précédente, dans les milieux les plus réactionnaires des classes moyennes ont ainsi été perdues, ces électeurs/électorales considérant que « le FN a adopté un discours socialisant/gauchisant qu'on ne reconnaît plus » dans le même temps que le FN gagnait des voix venant des classes populaires, de la gauche.

Cette contradiction a provoqué la crise profonde du FN au cours de l'hiver 1998/99 avec la scission entre partisan-e-s respectifs de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Megret,

A l'heure actuelle, sans que l'on assiste à des tensions aussi fortes ou comparables, on observe néanmoins aussi une diversification des stratégies. Alors que le noyau dirigeant autour de Marine Le Pen joue presque à fond la carte de la démagogie « contestataire du système » à caractère économique et social,

certain-e-s dans le parti voient cela de plus 1 en plus d'un mauvais œil.

Avant le congrès du FN des 29/30 novembre 2014 à Lyon, des partisan-e-s de la députée Marion Maréchal-Le Pen, mais aussi 5 de l'ancien vice-président Bruno Gollnisch ont exprimé leur exaspération de voir cette stratégie poussée à bout. Ainsi on pouvait lire dans le journal *Le Monde*, à la date du 27 septembre 2014 : « Se revendiquant 10 clairement de droite, la députée du Vaucluse (NDR : Marion Maréchal-Le Pen) cherche à lancer des ponts aussi bien vers l'UMP qu'en direction de mouvements radicaux de la sphère identitaire. (...) Economiquement 15 libérale, elle n'a pas pour obsession la sortie de l'euro et estime que, « l'Etat a fait la France, l'étatisme l'a tuée, et que, l'Etat stratège n'a pas toujours fonctionné » « On a siphonné à gauche tout ce que l'on pouvait. 20 Reste la droite. Mais notre programme économique leur fait peur », lâche un partisan de M^{me} Maréchal-Le Pen. »

Pendant les manifestations contre « le mariage gay », Marine Le Pen s'était abs- 25 tenue d'y participer : elle avait considéré que « ces questions sociétales n'intéressent pas tellement le peuple français », la population étant avant tout intéressée par les sujets économiques et sociaux. Marion 30 Maréchal-Le Pen elle y participait. Un partage des rôles visant à attirer les vieux milieux réactionnaires, l'électorat UMP et un électorat populaire en rupture avec la gauche. 35

Tant que l'ascension électorale du FN se poursuit, aucune fraction ne souhaitera mettre cette dynamique en péril. Pour le moment, on assiste plutôt à un partage des rôles entre les partisan-e-s de Marion Ma- 40 réchal-Le Pen (sachant Jean-Marie Le Pen plutôt derrière elle) d'un côté, et la ligne de Marine Le Pen ainsi que du vice-président Florian Philippot de l'autre.

L'accession au pouvoir d'un FN « lissé » 45 constituerait un durcissement du régime capitaliste sans que cela soit un pouvoir fasciste (destruction des organisations ouvrières, suppression de la démocratie parlementaire et des libertés individuelles...). 50 Une telle situation n'enrayerait en rien le danger venant de l'extrême droite. Le centre de gravité de la politique française serait

1 poussé vers la droite extrême et ouvrirait un
espace pour de nouveaux groupes fascistes
surtout dans un contexte de dégradation de
la situation économique et sociale.

5 **De la démagogie ultralibérale et poujadiste à une prétendue contestation sociale**

Le programme économique et social du FN
de la première période de son ascension,
jusqu'à la fin des années 1980 renferme un
plaidoyer pour un capitalisme pur et dur.
Celui-ci devrait avant tout être débarrassé
des syndicats et d'autres « archaïsmes »
15 marxistes.

En partie, le discours du FN de l'époque re-
pose sur un retour du poujadisme, premier
mouvement où Jean-Marie Le Pen a fait car-
rière (élu député du parti de Pierre Poujade
20 en janvier 1956) : un mouvement d'artisans,
commerçants et petits patrons, avant tout
anti-impôts et anti-Etat social.

A partir de 1989/1990, le parti d'extrême
droite effectue un tournant important sur
25 ces questions. La raison principale est que
la Guerre froide étant finie, les idéologues
du FN vont théoriser que « *le communisme
est mort, le marxisme est mort, le PS est par
ailleurs englouti dans la gestion (néolibérale)*
30 *du système ; et la nouvelle opposition fonda-
mentale – qui doit attirer les perdants du sys-
tème -, c'est nous* ».

Le changement de cap en matière éco-
nomique et sociale va alors de pair avec
35 d'autres ruptures de doctrine. Ceci notam-
ment en matière internationale : rejet du
pro-américanisme auparavant très pro-
noncé pendant l'ère Ronald Reagan, ou
d'une politique proeuropéenne défendant
40 l'Occident contre le communisme.

En matière économique et sociale : le FN aban-
donne alors son opposition à certains acquis
sociaux datant de l'ère Mitterrand (cinquième
semaines de congés payés, introduction du
45 RMI) qu'il avait rejetés jusqu'ici. Toutes les
promesses sociales – de maintien d'acquis so-
ciaux et/ou d'amélioration – sont couplées à la
« *préférence nationale* », allant ensemble avec
l'idée de créer des caisses sociales séparées
50 pour « Français » et « étrangers ».

Le discours « nouveau » du FN en matière économique et sociale

Le parti d'extrême droite tente de faire pas-
ser « *le mondialisme* » (terme qu'il forge
dans les années 1990) ou *la mondialisation*
(terme qu'il utilise plutôt aujourd'hui), et
surtout les délocalisations d'usines, comme
principale préoccupation des travailleurs/
travailleuses, et principales sources des
maux sociaux. Ce faisant, en parlant de
« *mondialisme* » hier ou de *mondialisa-
tion* aujourd'hui, il tente d'assimiler toute
forme de refus du repli national aux maux
qui accablent les travailleurs français :
puisque « *les syndicats du système* » seraient
eux aussi « mondialistes », l'extrême droite
serait « *la seule alternative* » car celle-ci irait
« *jusqu'au bout* ».

Ce discours est alimenté par la soumission
du PS comme des confédérations syndi-
cales aux institutions capitalistes comme
l'Union européenne.

Marine Le Pen tente de coller davantage à
des descriptions de la mondialisation issues
d'autres courants politiques (keynésiens,
altermondialistes...), en citant notamment
Jacques Sapir. Tout en continuant à dire
que les autres forces manqueraient de
conséquence, parce qu'elles n'auraient pas
rompu avec l'internationalisme, à la diffé-
rence du FN. Ainsi, récemment, Marine Le
Pen prétendait lors d'un entretien publié
dans le « *Journal du dimanche* » (JDD) du
02.11.2014 que les « constats » faits par Jean-
Luc Mélenchon en matière économique et
sociale ne seraient « *pas très éloignés* » de
ceux du FN. Avant d'ajouter : « *L'extrême
gauche fait souvent le bon constat mais elle
ne va pas au bout de la logique.* »

Depuis le milieu des années 1990, le FN tente
aussi d'avoir une politique « *syndicale* ». Il
fonde des pseudo-syndicats étroitement
contrôlés par lui, dans la période 1995 à
1998 (« FN police », « FN pénitentiaire » ;
« FN RATP ») mais ceux-ci se voient interdire
par la Justice de se prévaloir de la qualité de
syndicats. Aujourd'hui, le FN privilégie plutôt
des stratégies de travail souterrain à l'intérieur
des organisations syndicales, que ce soit par
l'infiltration de cadres ou par la tentative de
gagner des militants syndicaux. L'« affaire
Engelmann » - du nom de Fabien Engelmann,
jeune délégué CGT présenté comme candidat
FN aux élections cantonales de 2011 – a servi
de démonstration, début 2011.

3) Barrer la route au FN, une lutte politique globale

La lutte contre la montée des idées réaction-
naires et l'extrême-droite, des courants néo-
5 fascistes est l'objet de réponses différentes
qui méritent analyse et discussion pour for-
muler une réponse qui permette d'aider aux
convergences des volontés militantes.

Ces luttes s'intègrent globalement dans une
10 politique pour changer la société, une poli-
tique anticapitaliste liée aux luttes de classe.
La lutte pour inverser le rapport de force,
contre l'austérité et

le gouvernement PS-Medef, est indissociable
15 de la lutte contre la montée des idées réac-
tionnaires et du Front national qui contribue
à désarmer le monde du travail.

Il serait erroné de croire que la lutte contre
l'extrême-droite, ce que beaucoup appelle
20 par raccourci, l'antifascisme, n'a pas besoin
de lutte spécifique, en dehors de celle contre
le capitalisme.

A l'inverse, il serait aussi erroné d'avoir
une vision mécanique des rapports entre
25 l'extrême-droite, voire le fascisme, et le
pouvoir des classes dirigeantes du capita-
lisme ; pour une simple expression des in-
térêts de la haute bourgeoisie. Dire cela est
insuffisant pour comprendre la genèse du
30 fascisme. La réalité est bien plus complexe,
même s'il est vrai que certaines fractions du
capital peuvent s'appuyer sur le mouvement
fasciste, que ce soit lorsqu'il est dans l'oppo-
sition (pour écarter ou écraser d'autres mou-
35 vements, progressistes et potentiellement
dangereux pour le capitalisme, le mouve-
ment ouvrier), ou quand il arrive au pouvoir.
Ce soutien ou cette alliance par laquelle le
capital peut tenter d'organiser sa survie,
40 n'explique cependant pas la dynamique des
mouvements fascistes, notamment quand
ils sont dans l'opposition.

S'il la montée de l'extrême-droite est liée
à l'accentuation de la crise économique et
45 de la crise politique qu'elle engendre, pré-
tendre qu'il suffirait d'améliorer la situation
économique pour éradiquer le danger est
une vue de l'esprit. D'abord parce que sortir
de la crise, c'est rompre avec le capitalisme
50 et ensuite parce que les deux phénomènes
ne sont pas mécaniquement dépendants.

Ce qui laisse le champ libre à l'extrême-droite

1 est en premier lieu la faiblesse des mouvements progressistes qui s'y opposent et surtout celle du mouvement ouvrier.

Il importe cependant d'insister sur cette double nécessité politique : il faut défendre à la fois l'idée d'une lutte générale contre le capitalisme, et celle d'une lutte spécifique contre l'extrême droite voire le fascisme. Les deux se combinent.

10 La lutte contre l'extrême droite, contre le racisme et la xénophobie, est une lutte pour les droits démocratiques, l'égalité pour toutes et tous. Nous ne confondons cependant pas la lutte pour les droits démocratiques avec une politique dite de « front républicain »... Cette approche peut répondre à un réflexe de défense contre le pire des maux.

Cette démarche se revendique de valeurs qui uniraient les forces qui y participent et les mettrait ensemble face à un ennemi commun, le FN qui ne serait pas « *un parti comme les autres* ». Une telle démarche peut s'accompagner d'un antiracisme de type plutôt « moral » (et ne critiquant pas ou peu le système dominant), tel que défendu par SOS Racisme.

20 Pour nous, la lutte contre l'extrême droite combine lutte autour de la question sociale pour inverser le rapport de force en faveur de la classe ouvrière, lutte pour les droits démocratiques, contre le racisme et la xénophobie pour l'égalité des droits, lutte aussi politique contre les réponses démagogiques du FN pour une issue anticapitaliste, démocratique et internationaliste de la crise capitaliste. Une issue internationaliste en rupture avec l'Union européenne capitaliste, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Ces différentes dimensions de la lutte s'inscrivent dans la construction d'un mouvement de masse.

Il ne s'agit pas d'une lutte d'avant-garde, substitutionniste, qui se caractériserait souvent par la recherche de confrontation directe, au besoin physique, avec les forces fascistes les plus visibles et les plus « marquées ». Ce type d'engagements trouve rapidement ses limites. Non que nous écartions les questions d'autodéfense contre des fascistes potentiellement ou pratiquement violents. Tant qu'il

s'agit d'une démarche répondant à une nécessité visible et qui est partagée aussi largement que possible, il n'y a aucune raison de s'y opposer. Cependant, plus les méthodes

d'action qui en découlent sont minoritaires et/ou détachées d'un besoin de défense immédiat (et visible pour tous-toutes), plus elles sont susceptibles de poser un problème politique. La lutte contre l'extrême-droite n'est pas un simple combat idéologique, elle implique nécessairement un affrontement, mais cet affrontement doit répondre à l'objectif d'une mobilisation de masse.

Une large fraction de la jeunesse est inquiète de la montée de l'extrême-droite, sensible à cette lutte politique, idéologique, souvent elle se radicalise, mais elle a besoin d'une orientation : pas de réelle perspective si nous ne parvenons pas à faire de cette lutte un combat de classe et de masse.

L'affrontement avec l'extrême droite est lié à un contenu alternatif : alternatif aux prétendues solutions aux maux du système existant, que prétend apporter l'extrême droite. Quand l'extrême-droite propose, par exemple, de répondre à la fois à la misère des familles et à la difficulté de trouver un emploi : « *Nous avons une solution, nous, c'est le modèle familial. C'est le retour des femmes au foyer* », il peut y avoir des personnes qui se reconnaîtront dans ces propos. Dont par exemple des femmes qui, ayant fait de mauvaises expériences **avec** dans le cadre du travail salarié qui les a éreintées, rencontrant des difficultés sur le soi-disant « marché du travail », peuvent être tentées dire : « *Ce cadre familial peut même constituer une consolation, une source de réconfort – si, en plus, nous sommes payées pour regagner confiance dans cet environnement naturel...* » Il est nécessaire de déconstruire cette idée, et de dire pourquoi elle est fautive, pourquoi elle est répressive, pourquoi elle renvoie à un monde qui ne marche pas et qui n'existe plus, parce que évidemment la famille idyllique telle que décrite n'existe pas. La famille est aussi un monde où il y a des violences - surtout sur fond de crise sociale -, où il y a de l'oppression, où l'individu est brimé. Mais donc, il faut déconstruire ce que l'extrême droite avance, en apportant un contenu alternatif à ses prétendues solutions.

Cela ne peut se faire que si cette réponse est soutenue par des personnes parmi les principaux ou principales concerné-e-s. Ainsi

- pour prendre un autre exemple - lorsque l'extrême droite avance des prétendues solutions par un discours se voulant « social », il faut que la contre-offensive soit adossée à des mouvements syndicalistes, ou des collectifs de travailleur-ses en lutte, qui cherchent à dégager des pistes de solution tout en rejetant celles que prétend donner l'extrême droite et en étant indépendant des partis au pouvoir.

La lutte contre l'extrême-droite est l'affaire de ses victimes mêmes, le monde du travail, les femmes, la jeunesse

On le voit, la dimension spécifique de la lutte contre l'extrême-droite se combine à la lutte globale pour changer le rapport de force, défendre sur le terrain social et politique les droits sociaux et démocratiques de la classe ouvrière, des classes populaires. La stratégie du FN, sa quête d'institutionnalisation n'a rien de rassurant, elle prépare le terrain à de nouvelles offensives réactionnaires dont le rythme dépendra de l'évolution de la crise, de l'aggravation de la régression sociale, démocratique, des besoins de la classe capitaliste, l'extrême-droite pouvant alors devenir aux yeux d'une large fraction des classes dominantes une solution pour sauver leur système failli.

Les différentes facettes de la lutte contre cette menace trouvent leur convergence dans la nécessité de construire l'unité des acteurs de cette lutte, les victimes du système, toutes celles et ceux qui subissent les conséquences, souvent dramatiques, de l'offensive des classes dominantes et de leur Etat.

Répondre à la menace que représente le FN implique que nous soyons capables d'agir pour que le mouvement ouvrier reprenne la main sur le terrain social pour stopper l'offensive patronale contre les conditions de vie des travailleurs. Car c'est dans ces luttes que nous reconstruirons la conscience de classe, la solidarité entre tous et toutes et que nous ferons reculer les préjugés réactionnaires. Il nous faut également rendre crédibles nos propres réponses à la crise, nos perspectives d'émancipation sociale, notre programme socialiste. Il n'y a pas de dénonciation efficace sans la construction d'un autre projet, la capacité de convaincre, d'entraîner, d'organiser une fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse

1 autour d'une perspective politique pour travailleurs et de la population, sortir du dé-
sortir de la crise, répondre aux besoins des sarroi et de l'attentisme, redonner confiance

aux actrices et acteurs de la lutte.

1

5 Développer notre intervention dans les entreprises, faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, militer pour l'auto- organisation

5

10 *Rédigé par un groupe de travail : Laurent (33),
Isabelle (33), Alice (38), Robert (92), Simon
(93), Cathy (93) et Emile (93 pour la CNE)*

la CGT, qui ne signaient à l'époque que très peu d'accords.

satisfaire les patrons à tout prix ainsi que son mépris social le plus profond.

15 Face à l'offensive tout azimut contre le monde du travail, la question de notre intervention dans les entreprises est particulièrement importante et notre congrès doit être l'occasion d'un large débat sur cette question.

Cette politique d'intégration des organisations syndicales s'est poursuivie, par leur financement ou leur participation à des instances de « concertation » (COR, CESE, etc).

Dans le public, Hollande a poursuivi la RGPP de Sarkozy et le non remplacement des départs en retraite au point que de nombreux services sont au bord de l'implosion.

20 Ce texte à un double objectif : analyser la situation et le cadre dans lequel nous militons aujourd'hui dans les entreprises, l'évolution des organisations syndicales, de l'offensive patronale, etc. Et à partir de là, discuter notre politique de construction de cette intervention, comment la développer au niveau des comités et reconstruire des outils de coordination comme la CILT nationale, qui ne fonctionne plus depuis l'organisation (réussie) de la ren-
25 contre des salariés de janvier dernier.

Cette politique visant à engluier les directions syndicales dans le « dialogue social » pour mieux museler les travailleurs s'est encore aggravée avec « la loi sur la représentativité », réclamée au départ par un texte commun de la CGT, de la CFDT et du Medef.

15 Le gel du point d'indice depuis 2010 entraîne une baisse continue du salaire réel des fonctionnaires tandis que le gouvernement prépare une contre-réforme majeure du statut de la fonction publique. Toutes ces

Un rapport de force dégradé et un syndicalisme englué dans le « dialogue social »

A cette évolution des organisations syndicales s'ajoute aussi la question du rapport de force. Les défaites de 2003 puis de 2010 sur les retraites, comme celles de la majorité des luttes contre les licenciements dans la vague qui a suivi la crise de 2008, pèsent lourd sur les consciences. Depuis 2010, où le nombre de jours de grève pour 1000 salariés était monté à 318, celui-ci est retombé à 77 en 2011, puis 61 en 2012, soit un niveau bien inférieur aux années précédant 2010. En sachant toutefois que ces statistiques ne rendent pas compte des multiples formes de luttes dispersées. Le principal handicap depuis plusieurs années étant l'atomisation des différentes luttes localisées ou de secteurs.

20 mesures visent à dégager des économies et à transférer de l'argent public aux capitalistes dans le cadre du pacte de responsabilité. Face à cette politique du gouvernement PS-Medef, les directions des grandes confédérations syndicales se partagent entre passivité et impuissance, au travers d'une politique du « dialogue social », à laquelle s'ajoute leurs liens multiples avec le PS, voire leur soutien à Hollande. Aucune d'entre elle ne revendique même le retrait du « pacte de responsabilité », ce qui serait le minimum face à ce gouvernement « pro-business » dont la politique d'austérité sert à distribuer des milliards de cadeaux au patronat.

35 Depuis plusieurs années, les classes dominantes font payer cher leur propre crise à l'ensemble des salariés. Avec l'explosion de la précarité, le taux de syndicalisation ne cesse de diminuer comme partout dans l'OCDE où en moyenne, il est passé de 33 % à 17 % en 30 ans (en France, de 18 % en 1980 à moins de 8 % aujourd'hui). Mais cette chute du nombre de syndiqués est aussi directement liée à la politique des directions syndicales, en particulier l'effondrement des années 80, lorsque la gauche au pouvoir menait sa politique d'austérité avec le soutien des appareils.

La responsabilité des directions des confédérations syndicales dans cette situation est particulièrement lourde, elles qui ont refusé de construire un vrai mouvement d'ensemble pour faire plier le gouvernement et le patronat durant ces années-là.

25 Toute cette évolution entraîne un affaiblissement organique des appareils, car bien des militants se retrouvent de plus en plus absorbés par des réunions avec la direction inhérentes à ce « dialogue social », sans bases politiques ou idéologiques. Une ou plusieurs générations de militants syndicaux sont partis, marqués et influencés par le PC. Sans regretter cette période ni l'idéaliser non plus, il est clair que cela renforce une « dépolitisation », qui a lieu en

45 Depuis 30 ans, les organisations syndicales se sont intégrées au « dialogue social » et à la politique des « accords d'entreprises », en particulier lors de la loi des 35h. En lançant une réforme entreprise par entreprise, le gouvernement Jospin favorisait l'évolution en « partenaire social » de syndicats comme

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

30 ne revendique même le retrait du « pacte de responsabilité », ce qui serait le minimum face à ce gouvernement « pro-business » dont la politique d'austérité sert à distribuer des milliards de cadeaux au patronat.

La responsabilité des directions des confédérations syndicales dans cette situation est particulièrement lourde, elles qui ont refusé de construire un vrai mouvement d'ensemble pour faire plier le gouvernement et le patronat durant ces années-là.

35 Toute cette évolution entraîne un affaiblissement organique des appareils, car bien des militants se retrouvent de plus en plus absorbés par des réunions avec la direction inhérentes à ce « dialogue social », sans bases politiques ou idéologiques. Une ou plusieurs générations de militants syndicaux sont partis, marqués et influencés par le PC. Sans regretter cette période ni l'idéaliser non plus, il est clair que cela renforce une « dépolitisation », qui a lieu en

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

40 ou idéologiques. Une ou plusieurs générations de militants syndicaux sont partis, marqués et influencés par le PC. Sans regretter cette période ni l'idéaliser non plus, il est clair que cela renforce une « dépolitisation », qui a lieu en

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

45 parallèle d'une intégration plus grande dans le « dialogue social ».

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

50 De même, les transformations profondes de l'industrie en France, avec l'éclatement des salariés, la sous-traitance, l'intérim, la fin des grandes concentrations industrielles, pèsent également sur la construction d'une conscience de classe.

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

50 De même, les transformations profondes de l'industrie en France, avec l'éclatement des salariés, la sous-traitance, l'intérim, la fin des grandes concentrations industrielles, pèsent également sur la construction d'une conscience de classe.

Aujourd'hui, l'offensive est générale, au niveau du secteur public comme du privé. Face à la crise de leur système, les patrons, les actionnaires, l'Etat, tous ne jurent que par la « compétitivité », c'est-à-dire accroître les profits coûte que coûte en aggravant l'exploitation : suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires, etc. Ces attaques se mènent sous un gouvernement PS qui affiche sa volonté de

Les organisations du travail et le travail ont

1 été profondément transformés : taylorisme, fordisme, toyotisme, s'entremêlent dans les entreprises privées et le publiques. Individualisation, évaluations permanentes, gestion du «stress» participent au mal être au travail et participent aux divisions, à la souffrance, à l'empêchement du pouvoir d'agir. L'adhésion aux «valeurs» de l'entreprise, l'aliénation comme compétence, la solidarité : rêve archaïque deviennent les normes de la «modernité».

Mais en même temps, dans ce contexte difficile de rapport de force dégradé, des ruptures s'opèrent face au gouvernement PS et à ceux qui se refusent à les affronter. Sous les coups de l'exploitation accrue, du cynisme patronal sans fard, de nouvelles générations font l'expérience de ce fameux « dialogue social ». De fait, cette génération est plus libre, plus révoltée, c'est celle des jeunes grévistes cheminots du mois de juin dernier, qui n'attendent rien du gouvernement PS.

De même, bien des militants syndicaux en ont assez de cette politique d'accompagnement des directions syndicales, conscients qu'il n'y a aucun « grain à moudre » à espérer, si ce n'est des reculs de plus en plus profonds. Cela suscite une réelle colère parmi ces milieux militants syndicalistes qui ont le sentiment d'être pris dans la nasse.

Des contradictions qui nous ouvrent des possibilités de peser

Des brèches s'ouvrent par rapport à la politique des confédérations. Au sein de la CGT par exemple, des structures syndicales ont appelé à des manifestations contre l'avis de l'appareil, le 12 avril, le 15 novembre mais aussi dans le 23 septembre et le 18 novembre contre « l'Hôstérité » dans la santé, malgré l'hostilité de la Fédé CGT. De même en juillet, une série de prises de position de syndicats CGT ont contraint Lapaon à « boycotter » la conférence sociale du gouvernement.

Il nous est nécessaire d'avoir une politique pour répondre aux attentes de ces militants que nous côtoyons, pour aider à l'évolution et à la maturation des consciences.

Mais pour peser dans une telle situation, il nous faut discuter concrètement notre intervention syndicale, se faire une philosophie commune quel que soit le syndicat où nous militons, d'autant que les pressions sont

fortes aujourd'hui.

A des degrés divers, une grande partie des syndicats sont intégrés à l'Etat ainsi qu'au « dialogue social ». Une intégration qui flirte avec la corruption pour un certain nombre de responsables. Cette intégration se décline de façon différenciée au travers des multiples instruments de représentation des salarié-e-s, de négociation, et organismes assuranciers, de formation, d'expertises, culturels, etc. même si les instances les plus proches des salarié-e-s peuvent aussi être mises au service des résistances, des mobilisations. Tout cela constitue une pression importante, y compris pour nous, en particulier dans une période où les mobilisations sont faibles. De plus, dans cette situation d'affaiblissement des appareils, y compris pour combattre les militantEs révolutionnaires ou pour assurer le fonctionnement même de l'activité quotidienne, nous pouvons nous retrouver dans des positions de directions, indépendamment de nos capacités à mener notre politique.

Dans cette situation d'exacerbation de la lutte de classe, où la bourgeoisie a l'initiative, nous avons à faire vivre une conscience de classe, indépendante, démocratique, aussi indispensable pour résister quotidiennement à la pression patronale que pour préparer la lutte d'ensemble. Cela signifie discuter au sein des équipes syndicales du bilan des défaites de la dernière période, du « dialogue social », du besoin de formuler une politique indépendante, de faire de la contre-propagande face à celle du patron et du gouvernement.

Face à la profondeur de la crise, aux remises en cause des rapports sociaux et politiques qui ont structuré le mouvement ouvrier et ses luttes au XXème siècle, à l'apparition, en particulier dans la jeunesse ouvrière, de préoccupations écologiques, d'interrogations sur le contenu du travail ou sur la production (malbouffe, énergies polluantes, produits de consommation inutiles .etc) il y a besoin d'une compréhension politique de la situation, d'autant que les reculs actuels s'opèrent quasiment sans combats.

Cela signifie faire vivre des repères politiques, d'autant plus importants aujourd'hui que dans un tel climat d'offensive généralisée, la moindre revendication sérieuse prend un contenu politique : salaires, lutte

contre les licenciements ou les suppressions de postes, lutte contre la « compétitivité », remise en cause des atteintes à l'environnement par l'entreprise, etc. La défense des intérêts des salariés, des intérêts collectifs se heurte à celle des capitalistes, des rentiers de la finance et du gouvernement qui les sert. Au niveau des luttes, nous avons besoin de mener la bataille d'opinion face à toute la propagande qui déferle en permanence.

Notre intervention en entreprise

Même si la classe ouvrière a changé, avec l'affaiblissement numérique de la classe ouvrière industrielle en France, le poids politique et social du monde du travail reste spécifique et déterminant dans la lutte des classes (grève des cheminots, d'Air France, des ouvrières bretonnes, des travailleurs de l'automobile). Développer notre intervention en entreprise est une tâche essentielle pour l'ensemble de l'organisation.

Dès que nous le pouvons, nous cherchons à avoir une intervention syndicale mais avec la boussole de militantE politique. Au travers de l'activité quotidienne de défense des intérêts immédiats des salariés, nous portons une politique, une conception du syndicalisme autour desquelles nous voulons regrouper des militants, des travailleurs. Nous défendons :

- La primauté de la lutte collective, de la grève pour faire avancer les revendications. Il faut en finir avec le « dialogue social », sortir de l'émiettement des luttes et construire leur convergence pour aller vers un affrontement global avec le gouvernement PS-ME-DEF indispensable pour bloquer les politiques d'austérité et le démantèlement des droits sociaux des salariéEs et chômeurs.

- Un fonctionnement démocratique des structures syndicales : nous militons pour que les travailleurs interviennent, s'organisent, s'approprient le syndicat. Nous sommes exemplaires dans notre fonctionnement et nos pratiques syndicales, limitation des mandats, retour régulier au travail pour les permanents, ouverture du syndicat aux mouvements sociaux, etc

De même, nous défendons l'auto-organisation des luttes, par les grévistes eux-mêmes et cherchons à créer des cadres unitaires de lutte dès que possible, loin des concurrences de boutiques syndicales. De même,

1 nous militons pour des cadres de front
unique, dans lesquels nous cherchons à for-
muler une politique pour la convergence des
luttés.

5 - Nous cherchons à mettre au centre les
préoccupations interprofessionnelles, qui
concernent l'ensemble du monde du travail,
face au corporatisme qui divise les salariés.
Face à l'éclatement du salariat, nous nous
10 adressons aux intérimaires ou aux sous-trai-
tants, toujours dans le but de reconstruire une
conscience de classe face à toutes les divisions.
Dans la fonction publique, nous cherchons à
montrer d'une part que l'offensive touche les
15 trois fonctions publiques (Etat, Hospitalière
et Territoriale), même si les rythmes peuvent
varier et d'autre part que cette offensive est
indissociable de la politique pro-capitaliste
que mène le gouvernement et que les fonc-
20 tionnaires doivent stopper côte à côte avec
les salariés du privés. Nous nous faisons les
premiers défenseurs des points d'appuis
que contiennent les différents statuts mais
refusons de les considérer comme un hori-
25 zon indépassable car ils sont aussi porteurs
de divisions. Nous cherchons à regrouper
dans la lutte les agents par-delà les corps et
les catégories, en mettant en avant des re-
vendications qui concernent tous et toutes,
30 tout en nous adressant particulièrement aux
catégories les plus touchées par la politique
d'austérité.

- Nous sommes porteurs et encourageons
la prise en compte par les travailleurs
35 des préoccupations environnementales
et écologiques dans l'entreprise, de leur
conséquences sur les populations (chemi-
not-e-s contre les trains nucléaires, contre
exemple : AZF). Pour cela nous formons nos
40 militant-e-s à intervenir dans les CHSCT (en
particulier à utiliser la nouvelle loi d'avril
2013, qui crée un droit d'alerte environne-
mental pour les CHSCT). Dans les débats
syndicaux et surtout lorsqu'il y a des luttes,
45 nous posons les questions de la finalité de la
production et de sa transformation par les
travailleurs. Les travailleurs et travailleuses
sont les premiers concernés et les mieux à
même pour transformer leurs conditions de
50 travail, pour juger des dangers des produits
(CMR), les risques organisationnels et envi-
ronnementaux : il s'agit de leur environne-
ment dans et hors de l'entreprise.

- Nous osons aborder la question de l'arrêt
des productions inutiles et dangereuses (ar-
mement, publicité, nucléaire, chimie) et de
la reconversion d'autres productions (auto-
mobiles) parce qu'il y a des raisons objectives
et politiques à ces arrêts et reconversions
(réchauffement climatique, raréfaction des
ressources naturelles, besoin de satisfaire
tous les besoins sociaux essentiels). Nous dé-
fendons l'interdiction des licenciements, le
maintien du salaire et des avantages acquis,
pour que la nécessaire reconversion ne se
fasse pas sur le dos des travailleurs concernés.
Nous expliquons que les secteurs à reconver-
tir sont riches de savoirs faire, de maîtrises
de processus, d'expertise dans différents do-
maines dont on aura besoin pour produire
des biens utiles et décidés collectivement.

- Enfin, nous cherchons à porter une série de
débat, face à la montée des idées réaction-
naires et pour construire la convergence : la
lutte contre l'extrême-droite, les luttes fémi-
nistes et pour l'égalité des droits quelle que
soit l'orientation sexuelle, la lutte contre le
racisme, la solidarité avec les luttes pour la ré-
gularisation de tous les sans-papiers, la lutte
du monde du travail contre la guerre et en par-
ticulier contre l'intervention de l'État dans les
aventures guerrières.

En même temps que ce travail au sein des
organisations syndicales, nous cherchons à
développer une intervention et une expres-
sion propre en tant que parti au sein des en-
treprises, posant la question politique. Nous
avons besoin de nous adresser à l'ensemble
des travailleurs là où nous militons, pour
discuter du gouvernement, de la politique
des patrons, faire de la contre-propagande
face aux discours sur la « productivité », sur
les salaires, etc.

Face à l'extrême-droite qui cherche à gagner de
l'influence parmi les salariés, comme on a pu
le voir pendant la grève des cheminots, nous
avons besoin de dénoncer l'imposture du FN,
ainsi que la politique d'austérité du gouverne-
ment PS-Medef qui lui sert de terreau.

Nous avons besoin de faire de la propa-
gande socialiste, défendre l'intérêt collectif,
la socialisation des moyens de production,
face aux intérêts égoïstes et parasitaires de
ceux qui nous dirigent.

Il s'agit d'alimenter un débat avec les

travailleurs, et ainsi nourrir notre élaboration à partir des retours et réactions. Pour redonner une vie au débat politique dans le monde du travail et contribuer à la reconstruction d'une conscience politique.

Pour cette intervention, des bulletins d'en-
treprise ou de branche peuvent être des
outils d'agitation et de construction, per-
mettant d'associer des travailleurs autour
de nous. Notre presse (hebdo, mensuel) est
10 sous-utilisée. Nous n'avons pas suffisam-
ment le réflexe de la proposer autour de
nous, la discuter, l'alimenter, etc.

Au travers de cette activité, il est nécessaire
de s'adresser aux jeunes travailleurs, aux
15 intérimaires, qui sont révoltés face à la si-
tuation. Cette nouvelle génération n'est pas
forcément attirée par les syndicats, mais elle
se pose des questions politiques sur l'exploit-
ation, l'extrême-droite, la violence d'Etat, 20
l'internationalisme, l'écologie, etc...

De même, dans les comités de ville, le pro-
blème se pose d'intervenir en direction de
certaines entreprises ou zones industrielles,
par exemple par des diffusions régulières. Il
25 s'agit là-aussi d'aller discuter, de gagner des
salariés à nos idées et à nous rejoindre.

Vu la situation, ses contradictions et la révolte
qu'elle suscite, un tel développement est pos-
sible, à partir du moment où la question de
30 l'intervention politique en entreprise est prise
en charge par l'ensemble de l'organisation et
que nous sommes capables de discuter collec-
tivement et sérieusement de cette question.

Cela signifie faire un état de l'existant de nos
35 interventions politiques, recenser les besoins
pour la développer : édito des bulletins, dos-
siers dans notre hebdo, site, structuration de
branches, CILT locales, discussions dans les
comités de ville ou quartiers, 40

Dans le cadre d'une telle politique de construc-
tion, la question de la remise sur pied de la
CILT nationale et de son travail régulier avec
les autres commissions du parti et le secteur
jeune se pose également. Elle pourrait déjà
45 permettre de centraliser une série de choses
comme notre implantation et nos interven-
tions, les problèmes rencontrés, les besoins.
Elle pourrait aussi servir à mettre en commun
les réactions des travailleurs et des militants
50 autour de nous, avoir des retours sur nos po-
sitions, sur la politique dans les organisations
syndicales, etc.